TABLE DES ANNALES

DE

L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE

DÉBATS

SESSION DE 1955

du 11 janvier 1955 au 5 août 1955

RÉDIGÉE PAR LE SERVICE DES ARCHIVES DE L'ASSEMBLÉE

DE L'UNION FRANÇAISE

IMPRIMERIE
DE L'ASSEMBLEE
DE L'UNION FRANÇAISE

1956

TABLE DES ANNALES

DE

L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE

DÉBATS

SESSION DE 1955

du 11 janvier 1955 au 5 août 1955

RÉDIGÉE PAR LE SERVICE DES ARCHIVES DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE

TABLE DES ANNALES

SESSION DE 1955

du 11 janvier au 5 août 1955

AVERTISSEMENT

La Table des Annales de l'Assemblée de l'Union française (Session de 1955) comprend une table nominative, une table analytique, et une table de renseignements divers.

Elle met à la disposition des membres de l'Assemblée :

— En regard des noms de Mmes et MM. les Conseillers (Table nominative), un exposé chronologique succinct de leur activité parlementaire au cours de la session ;

— Pour chacune des matières examinées par l'Assemblée de l'Union française (Table analytique), le résumé et l'analyse des travaux de l'Assemblée.

— Enfin dans la dernière partie figurent divers renseignements relatifs à l'organisation intérieure de l'Assemblée.

*
* *

Pour l'usage de la présente table, il est précisé que les références des dates sont celles des séances et que les références de pages sont valables aussi bien pour les Annales que pour le *Journal officiel*. Les propositions et propositions de résolution dont les titres ont été modifiés entre leur dépôt et leur adoption sont indiquées par un astérisque.

Interventions :

Intervient en qualité de président de la commission des affaires financières dans la discussion sur la déclaration d'urgence d'une proposition [27 Janvier 1955] : fixation de la date de discussion (p. 41). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires financières saisie pour avis, dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [27 Janvier 1955] (p. 44 et 45) ; répond à M. Theetten (p. 45), à M. Cazelles (ibid), à M. Périer (p. 46) ; demande le renvoi de la discussion à une séance ultérieure (ibid); répond à M. de Gouyon (ibid). — **Suite de la discussion** [3 Février 1955] : discussion de l'avis : Article 3 : *amendement de M. Rogier* (p. 75, 76). — Article 7 : *amendement de M. Rogier* (p. 79, 80); - retire *l'amendement de M. Bernier* (p. 80); répond a M. Habib-Deloncle (p. 81); reprend cet *amendement tendant à fixer les conditions d'attribution et de paiement de ces allocations* (ibid) ; - *sous-amendement de M. Guillabert* (ibid) ; - demande que le vote soit réservé (ibid) ; - retire *l'amendement de M. Bernier* (ibid) ; - *amendement de M. Barbé* (p. 81, 82), - reprend *l'amendement de M. Bernier* (p. 82); - le retire de nouveau et se rallie à *l'amendement de M. Barbé* (ibid). — **Suite de la discussion** [1er Mars 1955]. — Article 10 bis proposé en *amendement par M. Theettent :* demande que l'article soit réservé (p. 106) ; sur la recevabilité de l'amendement : son observation (p. 107) ; *explication de vote* (ibid). — Article 17 : *amendement de M. Habib-Deloncle* (p. 112 et 113). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires financières pour demander le renvoi au fond d'une demande d'avis à cette commission [1er Mars 1955] (p. 100) ; demande que l'Assemblée ne se prononce sur ce conflit de compétence qu'à une séance ultérieure (p. 109). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour de la prochaine séance [1er Mars 1955] (p. 115, 116). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires financières saisie pour avis dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [3 Mars 1955] : suite de la discussion de l'avis : Article 19 : *amendement de Mlle Le Ber : explication de vote* (p. 128). — Article 26 : *amendement de M. P. Cornet :* paragraphe 1 : *sous-amendement de M. Odru :* demande un scrutin (p. 134); ses observations (ibid); sur la 1re partie de l'amendement (p. 136) ; — paragraphe 3 : *sous-amendement de M. Bernier tendant à remplacer « éventuellement » par « très exceptionnellement »* (p. 137) ; *sous-amendement de M. Delmas : explication de vote* (p. 137 et 138). — Article 3 réservé : *amendement de M. Rogier : son sous-amendement tendant à cette rédaction : « provisoirement et pour une durée de deux années* (p. 139). — Demande une deuxième lecture de cet article (ibid). — *Son amendement tendant à insérer un article 46 bis ainsi rédigé : « Les taux des allocations et des cotisations fixées dans les conditions prévues aux articles 3 et 26 ne pourront être modifiés pendant une période de deux années. »* (p. 144) — Sur sa demande de deuxième délibération de l'article 3 (p. 145, 146, 147); demande un scrutin (p. 147). — Intervient sur le procès-verbal de la précédente séance [8 Mars 1955] (p. 180) — Intervient en qualité de président de la commission des affaires financières dans la discussion de la proposition de résolution relative à la **réforme du régime de l'émission en A.O.F., en A.E.F., au Togo et au Cameroun** [10 Mars 1955] : discussion générale (p. 214); propose de modifier le titre et le texte de la proposition de résolution et demande une interruption de la discussion (ibid). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [15 Mars 1955] : discussion générale : ses observations (p. 230, 231) — Intervient dans la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-mer** [17 Mars 1955] : discussion générale : ses observations (p. 256) ; — sur la demande de suspension de séance formulée par M. le président de la commission (p. 258). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour de la prochaine séance [17 Mars 1955] (p. 260). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-mer** [18 Mars 1955] : suite de la discussion générale (p. 268); — discussion de la proposition : explication de vote (p. 271). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la législation dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif au **domaine public et aux servitudes d'utilité publique en Afrique Occidentale Française** [18 Mars 1955] (p. 272) ; discussion générale : répond à M. Odru (ibid) ; — discussion de l'avis : Article 2 : *amendement de M. Ya Doumbia* (p. 273). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la législation dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif au **régime de la transcription dans les Etablissements Français de l'Océanie** [18 Mars 1955] (p. 273 et 274) — Intervient sur le procès-verbal de la séance du 18 mars 1955 [22 Mars 1955 - 2e séance] (p. 319) — Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 - 1re séance] : suite de la discussion générale (p. 307 et 308). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 - 2e séance] : discussion de l'avis : demande une réunion de la commission pour examiner les *amendements sur l'article 1er* (p. 320) ; — renouvelle sa demande (p. 323). — Article 1er : *amendement de Mlle Le Ber :* son observation (p. 327) ; demande un scrutin (p. 328) ; — retire *son amendement tendant : 1° à remplacer « compte tenu des mesures de grâce intervenues » par « initialement », — 2° à remplacer « 10 ans » par « 15 ans »* (p. 333); — retire *son amendement tendant, à la division IV, après le paragraphe e, événements dits « Rébellion malgache de 1947-1948 », à intercaler la division suivante : V — Départements d'outre-mer* (p. 334) ; — *amendement de M. Habib-Deloncle* (p. 335, 336, 337). — Article 3 : *amendement de M. A. Bour : explication de vote* (p. 341); demande le vote par division (ibid). — Article 4 : *2e amendement de M. Boiteau* (p. 343) — Article 8 : *amendement de M. Habib-Deloncle :* son observation (p. 347); — retire *son amendement tendant à une rédaction différente du 1er alinéa* (ibid). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un aérodrome à Tahiti** [24 Mars 1955] : discussion de la proposition : *son amendement tendant à proposer « à tout le moins l'aménagement de la piste de Bora-Bora »* (p. 382) — Intervient en qualité de président de la commission des affaires financières dans la discussion sur la déclaration d'urgence de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **diverses dispositions d'ordre financier** [24 Mars 1955] (p. 382) ; fixation de la date de discussion (p. 383). — Règlement de l'ordre du jour (ibid). — **Discussion d'urgence :** est entendu en qualité de président et rapporteur de la commission [29 Mars 1955] (p. 390 et suivantes) ; répond à M. Odru (p. 391). — *Motion préalable de M. Cazelles* (p. 393 et suivantes) ; accepte le renvoi en Commission (p. 395), et propose la reprise de la discussion au début de la prochaine séance (ibid). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires financières dans la discussion de la proposition relative à la **rémunération des fonctionnaires et au fonctionnement de la sécurité sociale dans les Départements d'outre-mer** [29 Mars 1955] : discussion générale (p. 409); — discussion de la proposition : 1er paragraphe : *rédaction modifiée par la commission : « L'Assemblée de l'Union Française invite le gouvernement de la République à prendre toutes mesures nécessaires en vue de faire baisser . . »* (p. 410). — Est entendu en qualité de président et rapporteur de la commission des affaires financières dans la suite de la discussion d'urgence de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **diverses dispositions d'ordre financier** [31 Mars 1955] (p. 414 et 415) ; répond à M. Roclore (p. 416). — Discusssion de l'avis : Article 42 : répond à M. Boiteau (p. 420) et à M. L. Delmas (ibid). — Texte de l'avis : *amendement de M. Delmas :* propose de supprimer les mots : « que devront prendre les hauts commissaires dans les territoires groupés ou les chefs de territoires dans les territoires non groupés ». (p. 421 et 422). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires financières dans la discussion, 1°) de la proposition tendant à **l'aménagement des tarifs avion pour la diffusion des publications imprimées dans l'Union française** [31 Mars 1955] : discussion générale (p. 427); discussion de la proposition : répond à M. Boiteau expliquant son vote (p. 428) — 2°) de la proposition tendant à **l'aménagement des tarifs avion pour la diffusion dans les Etats associés des publications imprimées dans l'Union Française** [31 Mars 1955] : discussion générale (p. 428) — Intervient sur le procès-verbal de la précédente séance [24 Mai 1955] (p. 530) — Intervient en qualité de président de la commission des affaires financières dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **dépenses militaires du Ministère de la France d'outre-mer pour 1955 et 1956** [12 Juillet 1955] : discussion générale : répond à M. Montrat (p. 724). — Discussion de l'avis : article 2, Etat B, Titre III, 4e partie, ch. 34-52. Retire le 2e *amendement de la commission* (p. 726). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires financières dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **crédits de la défense nationale et des forces armées pour 1955 et 1956** [19 Juillet 1955] : discussion générale (p. 747 et 748). — Discussion de l'avis : Section Air. Titre V - 3e partie, chap. 53-71 : *amendement de la commission saisie pour avis :* répond à M. Bidet (p. 749). — Section Extrême-Orient : sur la demande de disjonction (p. 752, 753, 754). — Sur la nouvelle rédaction de l'avis (p. 754). — Est entendu en qualité de rapporteur de la

commission de la législation dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la **situation des fonctionnaires et agents français d'Indochine** [19 Juillet 1955] (p. 755 et suivantes). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires financières saisie pour avis dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis : — Article 1er : *amendement de M. Charles-Cros* (p. 772, 773). — *Amendement de M. Dède :* son observation (p. 774). — *Amendement de M. L. Delmas :* 1re partie (p. 775 et 776). — 3e alinéa : *amendements de M. Charles-Cros et de M. Odru* (p. 780). — Demande une 2e lecture (ibid). — *Amendement de M. Montrat :* son observation (p. 781). — Article 1er bis proposé en *amendement par M. Charles-Cros* (p. 782). — Article 1er ter proposé en *amendement par Charles-Cros* (p. 783). — Article 3 bis proposé en *amendement par M. Montrat :* ses observations (ibid). — Demande le vote par division (p. 784). — Article 1er quater proposé en *amendement par M. Charles-Cros* (p. 785). — Article 5 : *amendement de M. Charles-Cros* (p. 788). — Article 6 : *amendement de M. Charles-Cros :* ses observations (p. 788, 789). — *Amendement de M. Roclore* (p. 792, 793, 794, 795). — Article 7 : *amendement de M. L. Delmas* (p. 796 et 797). — Demande un scrutin (p. 797.) — Article 7 bis proposé en *amendement par M. Pialoux* (p. 798) ; — Sur la demande de 2e délibération de l'article 1er : demande un scrutin (p. 798). — Sur la demande de réunion en commun des deux commissions (p. 804). — 2e délibération : son rapport (p. 804 et 805). — En son nom personnel : explication de vote sur l'ensemble (p. 806 et 807).

AUBERT (M. Michel) [A. N.]

Est élu **Questeur de l'Assemblée de l'Union Française** [11 Janvier 1955] (p. 5) — *Est nommé membre* de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10).

AUDU (M. Jean Bertrand) [Niger]

Est nommé membre : de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (ibid) ; de la commission de la défense de l'Union Française (ibid).

Dépôts législatifs :

Avis présenté au nom de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts, sur la demande d'avis transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de résolution de MM. Bénard, Secrétain et Barrier, députés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les mesures qui s'imposent pour favoriser l'exportation des produits laitiers dans les territoires d'outre-mer et l'Union française et permettre ainsi de décongestionner le marché national [17 Mars 1955] (I. n° 99) ; *avis* présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à construire un port en eau profonde sur la côte du Dahomey [12 Mai 1955] (I. n° 124).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 - 2e séance] : discussion de l'avis : *Contre-projet de M. Lachenal :* ses observations (p. 322) ; — Article 1er : *amendement de M'le Le Ber : explication de vote* (p. 327). — Est entendu en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques dans la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un port en eau profonde au Dahomey** [24 Mai 1955] (p. 542 et 543); discussion générale : ses observations (p. 543, 544, 547).

AVININ (M. Antoine) [C. R.]

Est nommé membre de la commission des Affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10).

B

BA (M. Amadou) [Soudan]

Est nommé membre : de la commission de la défense de l'Union Française [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des relations extérieures (ibid) ; *donne sa démission* de cette commission [26 Mai 1955] (p. 554).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'Outre-Mer et les Territoires sous tutelle** [1er Février 1955] : discussion de l'avis : Article 2 : *son amendement tendant à préciser la définition des enfants à charge* (p. 66). — **Suite de la discussion** [3 Février 1955] : Article 9 : *amendement de M. Cornet* (p. 86). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur les projets de décrets relatifs au **statut de la magistrature** [26 Juillet 1955] : III. **A.O.F.** : discussion générale (p. 839). — Intervient dans la discussion d'urgence de la proposition relative à **l'aide à apporter aux Français d'Indochine désireux de quitter le Viet-Nam** [28 Juillet 1955] : discussion générale (p. 853 et 854, 858). — Demande l'observation d'une minute de silence (p. 853). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **l'institution du collège unique au Cameroun.** [2 août 1955] : suite de la discussion générale (p. 877). — Ses observations dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi portant **réorganisation des services de la santé publique dans les territoires d'outre-mer** [2 Août 1955] : discussion générale (p. 883, 884). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à **l'autonomie des services judiciaires du Ministère de la France d'outre-mer** [4 Août 1955 - 2e séance] : discussion générale (p. 914).

BANGOURA (M. Karim) [Guinée]

Son élection est validée [3 Mars 1955] (p. 126) — *Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [3 Mars 1955] (p. 167).

Dépôt législatif :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à entreprendre en Guinée française un programme d'électrification des Centres secondaires et ruraux par une exploitation plus rationnelle et plus complète de la ligne de transport d'énergie de la Centrale hydro-électrique de Grandes Chutes [17 Mars 1955] (I. n° 94).

Intervention :

Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'Outre-Mer** [17 Mai 1955] : suite de la discussion générale (p. 518 et suivantes).

BARBE (M. Raymond) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des Affaires Financières [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission de politique générale (ibid); de la commission du Règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la **tenue des livres de commerce dans les Territoires d'Outre-mer, au Togo et au Cameroun.** [25 Janvier 1955] : discussion générale (p. 29); — explication de vote sur l'ensemble (p.30). — Intervient dans la discussion d'urgence de la proposition relative à la **fermeture de la manufacture des textiles oranaise** [25 Janvier 1955] : discussion générale (p. 31 et 32). — Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'Outre-Mer et les territoires sous tutelle** [1er Février 1955] : discussion de l'avis : *Contre-projet de M. Cornet :* sur la demande de suspension de séance formulée par M. Sarr (p. 63) ; — sur le contre-projet (p. 64). — **Suite de la discussion** [3 Février 1955] : Article 3 : *amendements de M. Keita et de M. Deroux :* son rappel au règlement (p. 74); — *1er amendement de M. Odru :* demande que cet amendement soit réservé ainsi que l'ensemble de l'article 3 (ibid); *amendement de M. Rogier :* son observation à M. Antonini (p. 75) — Article 7 : *amendement de M. Deroux : explication de vote* (p. 78). — Article 7 : *son amendement ainsi conçu : « les conditions de paiement de cette allocation sont fixées par arrêté du chef du territoire pris après avis de l'assemblée territoriale »* (p. 81, 82). — Article 8 : explication de vote (p. 84) ; *propose un éventuel article 8 bis* (ibid). — Article 9 : *amendements de M. Keita et de M. Odru* (p. 85, 87); demande un scrutin (p. 87). — Sur l'opportunité de renvoyer la suite de la discussion à la prochaine séance : demande un scrutin et explique son vote (p. 88). — **Suite de la discussion** [1er Mars 1955] : Article 3 réservé : demande que cet article soit de nouveau réservé (p. 102). — Article 10 : *amendement de M. Theetten :* sur le vote par division (p. 103) : son rappel au rè-

glement (p. 103 et 104) ; — *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de Mlle Le Ber par la phrase : « son défaut sera considéré comme une acceptation tacite des droits des travailleurs »* (p. 104). — Article 10 bis proposé en *amendement par M. Theetten* (p. 106). — Article 17 : *amendement de M. Habib-Deloncle :* ses observations (p. 111). — **Suite de la discussion** [3 Mars 1955]. — Article 23 : *amendement de M. Theetten :* son observation (p. 130) — Article 26 : *amendement de M. Cornet :* demande le vote par division (p. 133); 1re partie : *sous-amendement de M. Toujas :* demande un scrutin (ibid) ; son observation à Mlle Le Ber (p. 134); — paragraphe 1er : *sous-amendement de M. Odru tendant à remplacer la formule : « . . . après avis de la commission consultative du travail et de l'assemblée territoriale et soumis à l'approbation du ministère de la France d'outre-mer. » par « ... après avis de la commission consultative du travail et sur délibération de l'assemblée territoriale. »* (p. 134) ; répond à M. Habib-Deloncle (ibid) ; — 1re partie de *l'amendement de M. Cornet : explication de vote* (p. 135 et 136); — paragraphe 3e : *sous-amendement de M. Bernier :* son observation à Mlle Le Ber (p. 137) ; *sous-amendement de M. Delmas* (p. 138). — Article 3 réservé : son observation à M. Habib-Deloncle (p. 139). — Article 40 : *amendement de M. Cornet* (p. 142) ; *explication de vote* (p. 142 et 143). — Article 41 bis proposé en *amendement par M. Rogué* (p. 143). — Demande de deuxième lecture de l'article 3 (p. 146) ; répond à M. Antonini (p. 147) ; demande une 2e lecture des articles 7, 9, 12 et 15 (p. 148) — Ses observations (p. 148). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur les projets de décrets relatifs au **statut de la magistrature d'outre-mer** [3 Mars 1955] : discussion générale (p. 150); — répond aux remarques générales de M. Junillon, président de la commission (p. 157). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif au **code de la nationalité française au Togo et au Cameroun** [3 Mars 1955] (p. 158). — Intervient dans la discussion des conclusions du 4e bureau pour la **validation des conseillers désignés par l'Etat associé du Viet-Nam** [8 Mars 1955] (p. 182) ; demande un scrutin (p. 183); répond à l'intervention de M. Cao Van Chieu (ibid). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi relative aux **Français tombés en service commandé en Afrique du Nord** [8 Mars 1955] : discussion générale (p. 186) ; — discussion de l'avis ; *amendement de M. Bégarra :* demande le vote par division (p. 189); — 1re partie : *explication de vote* (ibid) ; demande un scrutin (ibid) ; — 2e partie : *explication de vote* (ibid) ; — 3e partie : *son sous-amendement tendant à remplacer « tué » par « tué ou blessé »* (ibid) ; demande un scrutin (ibid); *explication de vote* (p. 190); *son explication de vote sur la 3e partie de l'amendement* (ibid) ; — 4e partie : demande la disjonction (ibid); demande un scrutin (ibid); — 5e partie : son observation (ibid). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à la **réorganisation du commerce extérieur** [24 Mars 1955] : explication de vote (p. 370). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la **protection de la santé publique** [24 Mars 1955] : discussion générale (p. 372); — discussion de l'avis : Article 11 : demande un scrutin (p. 373); explication de vote (ibid). — Article 12 : explication de vote (ibid). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un aérodrome à Tahiti** [24 Mars 1955] : discussion de la proposition : *amendement de M. Cazelles* (p. 382). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [5 Juillet 1955 — 2e séance] (p. 651). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [8 Juillet 1955] : suite de la discussion générale (p. 699 et suivantes).

BARRY (M. Diawadou) [Guinée]

Est nommé membre : de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales (ibid). — *Donne sa démission* de conseiller de l'Union Française [25 Janvier 1955] (p. 22).

BAUDOUIN (M. Denis) [C. R.]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des relations extérieures (ibid).

Interventions :

Ses observations lors de la discussion sur un conflit de compétence entre deux commissions [1erMars 1955] (p. 109). — Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'Outre-Mer et les Territoires sous tutelle** [3 Mars 1955] : discussion de l'avis : Article 23 : *amendement de M. Toujas :* demande un scrutin (p. 130). — Intervient dans la suite de la discussion des propositions relatives aux **relations économiques entre la France et les Etats associés** [22 Mars 1955] : explication de vote (p. 297) — Intervient dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **crédits de la défense nationale et des forces armées pour 1955 et 1956** [19 Juillet 1955] : discussion de l'avis : section Extrême-Orient : — Sur la demande de disjonction (p. 754). — Intervient dans la discussion d'urgence de la proposition relative à **l'aide à apporter aux Français d'Indochine désireux de quitter le Viet-Nam** [28 Juillet 1955] : discussion générale (p. 855).

BAYROU (M. Maurice)

Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer.

Son allocution en réponse aux souhaits de bienvenue de M. le président A. Sarraut [17 Mars 1955] (p. 246). — Prend part à la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-mer** [17 Mars 1955] (p. 249 et 250) — Prend part à la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'Outre-mer** [5 Mai 1955] : discussion générale (p. 454 et 455). — Prend part à la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **dépenses militaires du Ministère de la France d'outre-mer pour 1955 et 1956** [12 Juillet 1955] : discussion générale (p. 721 et suivantes). — Discussion de l'avis. — Article 1er, Etat A., Titre V, 4e partie, chapitre 54-91 : répond à M. Theetten (p. 725). — Article 2 : Etat B, Titre III, 4e partie, chapitre 34-52. — Demande le retrait d'un *amendement* (p. 726). — Sur l'ensemble : répond aux explications de vote de MM. Cazelles et Boiteau (p. 727, 728, 729). — Prend part à la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion générale (p. 769 et suivantes).

BAZE (M. William) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission de la défense de l'Union Française [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de politique générale [12 Juillet 1955] (p. 723) ; *donne sa démission* de cette commission [2 Août 1955] (p. 868).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission de politique générale sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires pour assurer, soit dans la métropole soit dans les territoires d'outre-mer l'existence et l'activité des Français d'Indochine (Français d'origine et Eurasiens) désireux de quitter le territoire du Viet-Nam [21 Juillet 1955] (I. n° 194).

Interventions :

Intervient dans la discussion des propositions relatives aux **relations économiques entre la France et les Etats associés** [10 Mars 1955] : discussion générale (p. 218 et 219). — Sur la date de la suite de la discussion [15 Mars 1955] (p. 241). — Intervient dans la discussion de la proposition relative au **problème eurasien dans les Etats associés d'Indochine** [18 Mars 1955] : discussion générale (p. 274 et 275) ; — discussion de la proposition : *modification de rédaction proposée pour le début du paragraphe 3* (p. 277). — Intervient dans la suite de la discussion des propositions relatives aux **relations économiques entre la France et les Etats associés** [18 Mars 1955] : discussion de la proposition : *son amendement tendant à insérer un 2e alinéa tendant à évoquer l'œuvre morale et matérielle passée accomplie par la France* (p. 283) ; — *amendement de M. Charles-Cros* (p. 284). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955] : paragraphe 2e : *son amendement tendant à rédiger comme suit le début de ce paragraphe : « D'aider et d'encourager les Français à maintenir leurs activités en Indochine en faisant adopter les mesures législatives et réglementales nécessaires à la réparation des dommages qu'ils ont subis du fait de la guerre et en intervenant auprès des gouvernements des Etats associés d'Indochine en vue d'obtenir... » (Le reste sans changement)* (p. 293 et 294). — Intervient dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **crédits de la défense nationale et des forces armées pour 1955 et 1956** [19 Juillet 1955] : discussion de l'avis : Section Extrême-Orient : sur la demande de disjonction (p. 754). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de politique générale dans la discussion d'urgence de la proposition relative à **l'aide à apporter aux Français d'Indochine désireux de quitter le Viet-Nam** [28 Juillet 1955] (p. 848 et suivantes). — Discussion générale (p. 858, 859).

BEGARRA (M. Joseph) [Oran]

Est élu **Vice-président de l'Assemblée de l'Union française** [11 janvier 1955] (p. 5). — En cette qualité, préside la séance du 12 janvier 1955 (p. 9); la séance du 15 mars 1955 (p. 255) ; la séance du 5 mai 1955 (p. 445) ; la séance du 28 juin 1955 (p. 601); la 1re séance du 7 juillet 1955 (p. 654); la séance du 21 Juillet 1955 (p. 762) ; la séance du 28 Juillet 1955 (p. 847).

Eloge funèbre de M. Charles Dumas, conseiller de l'Union française, décédé [5 Mai 1955] (p. 446). — Souhaits de bienvenue à M. Jean Courtois, conseiller de l'Union française [28 juin 1955] (p. 602).

Est nommé membre : de la commission des Affaires Economiques [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission des Affaires sociales (ibid); de la commission de la Législation, de la Justice, des affaires administratives et domaniales (ibid).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement de la République à prendre les mesures nécessaires pour assurer la reprise de la M. T. O. (Manufacture des textiles oranaise) qui vient de fermer ses portes réduisant au chômage 700 ouvriers s'ajoutant aux 2.200 ouvriers que compte déjà la ville de Tlemcen [20 Janvier 1955] (I. n° 4). — Urgence. [25 Janvier 1955] (p. 23). — 2e *rapport* fait au nom de la commission des affaires sociales, sur : 1° la demande d'avis transmise par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur la proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont, député, tendant à créer un régime de prestations familiales pour les salariés non fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle ; 2° la demande d'avis transmise par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur la proposition de loi de M. Senghor, député, portant institution d'un régime de prestations familiales au bénéfice des travailleurs salariés dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer [20 Janvier 1955] (I. n° 10); — *rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement de la République à prendre les mesures nécessaires pour assurer la reprise de la M. T. O. (Manufacture des textiles oranaise) qui vient de fermer ses portes réduisant au chômage 700 ouvriers s'ajoutant aux 2.200 ouvriers que compte déjà la ville de Tlemcen. [25 Janvier 1955] (I. n° 16) ; — 2e *rapport*, fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la proposition tendant à inviter le gouvernement à créer une Cour d'appel à Oran (Algérie). [27 janvier 1955] (I. n° 19); — *rapport* fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement de la République à compléter l'application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle en prenant dans les meilleurs délais les mesures nécessaires [17 Mars 1955] (I. n° 95) ; — *rapport* fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée Nationale à voter une loi modifiant les articles 125, 148, 167, 189, 193, 204 et 206 de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un Code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer [17 mars 1955] (I. n° 97); *rapport* fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à faire assurer le service des prestations familiales aux marins des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, embarqués pour pratiquer la pêche maritime ou pratiquant la pêche artisanale (travailleurs indépendants). [21 Juillet 1955] (I. n° 192).

Interventions :

Intervient dans la discussion sur la déclaration d'urgence de la proposition relative à la **fermeture de la manufacture des textiles oranaise** [25 Janvier 1955] (p. 23). — **Discussion d'urgence :** est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 30 et 31). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [27 Janvier 1955] (p. 41 et suivantes). — **Suite de la discussion** [1er Février 1955] : discussion de l'avis : *contre-projet de M. Cornet* (p. 62). — Article 1er : *amendement de M. Deroux* (p. 65 et 66) — Article 2 : *amendement de M. Ba* (p. 66) — **Suite de la discussion** [3 Février 1955] : Article 3 : *amendements de M. Keita et de M. Deroux* (p. 74). — 2e *amendement de M. Odru* (ibid). — Article 6 : *amendement de M. Cornet* (p. 76). — Article 6 bis proposé en *amendement par M. Cornet* (ibid). — *Amendement de M. Cornet tendant à disjoindre les articles 7, 12, 13, 14, 15, 16 et 17* (p. 77). — Article 7 : *amendement de M. Toujas* (p. 78); — *amendement de M. Deroux* (ibid); — *amendement de M. Rogier* (p. 79 et 80) ; — *amendement de M. Bernier retiré :* répond à M. Habib-Deloncle (p. 81) ; — *sous-amendement de M. Guillabert* (ibid); — *amendement de M. Bernier* repris (p.82); — *amendement de M. Barbé* (ibid) — Article 8 : *amendement de M. Rogier* (p. 83). — Article 9 : *amendements de M. Keita, de M. Odru et de M. Rogier* (p. 86 et 87). — **Suite de la discussion** [1er Mars 1955] : Article 3 réservé; sur la proposition par M. Barbé de réserver de nouveau cet article (p. 102). — Article 10 : paragraphe 1° : *amendement de M. Theetten* (p. 103) ; *sous-amendement de M. Keita et sa nouvelle rédaction proposée par la commission : « Ne seront pas déduites les absences pour accidents du travail ou maladies professionnelles, pour maladies dûment constatées par un médecin du service médical chargé d'une circonscription, une contre-expertise par un médecin agréé pouvant être ordonnée par la caisse d'allocations familiales ; pour les femmes salariées . . . » Le reste sans changement* (p. 103 et 104); *sous-amendement de Mlle Le Ber* (p. 104); — *sous-amendement de M. Barbé* (ibid); paragraphe 2° : *amendement de M. Toujas* (p. 104 et 105) : *amendement de M. Keita* (p. 105); paragraphe 4° : *amendement de M. Mayaki* (ibid). — Article 10 bis proposé en *amendement par M. Theetten :* demande le vote par division (p. 106) ; sur la recevabilité de cet amendement (ibid) ; sur l'amendement lui-même (p. 107). — Article 11 : *amendement de M. Deroux* (ibid) — Article 13 : *amendement de Mlle Le Ber* (p. 110) — Article 14 : *amendement de M. Deroux* (ibid) — Article 15 : *amendement de M. Deroux* (p. 111). — Article 16 : *amendement de M. Deroux* (ibid) — Article 17 : *amendement de M. Keita* (ibid) ; — *amendement de M. Habib-Deloncle* (p. 112). — Article 18 : *amendement de M. Keita* (p. 113). — **Suite de la discussion** [3 Mars 1955] : Article 20 : *amendement de M. Theetten* (p. 128) ; *amendement de Mlle Le Ber* (p. 129). — Article 21 : *amendement de M. Theetten* (ibid). — Article 22 : *amendement de M. Rogier* (ibid). — Article 23 : *amendement de M. P. Cornet* (p. 130) ; *amendement de M. Toujas* (ibid) ; *amendement de M. Odru* (p. 131). — Article 24 : *amendement de M. P. Cornet* (ibid). — Article 25 : *amendement de M. Rogué* (p. 132). — Article 26 : *amendement de M. Pierre Cornet* (p. 133); paragraphe 1° : *sous-amendement de M. Odru* (ibid); répond à M. Habib-Deloncle (ibid); *sous-amendement de M. Theetten* (p. 135); paragraphe 3° : *sous-amendement de M. Bernier* (p. 137); — Article 3 réservé : *amendement de M. Rogier* et *sous-amendement de M. Antonini* (p. 139). — Article 29 : *amendement de M. P. Cornet* (p. 140). — Article 37 : *amendement de M. P. Cornet* (p. 141). — Article 39 : *amendement de Mlle Le Ber* (p. 142). — Article 40 : *amendement de M. P. Cornet* (ibid). — Article 41 bis proposé en *amendement par M. Rogué* (p. 143). — Article 44 : *amendement de Mlle Le Ber* (p. 144). — Article 46 bis proposé en *amendement par M. Antonini* (ibid). — Article 47 : répond à M. Theetten (ibid). — Article 48 : modification proposée par M. Habib-Deloncle (p. 145). — **Demande de 2e délibération des articles 3 et 9 (p. 145, 148) ; demande de 2e lecture des articles 7, 9, 10 bis, 12, 15 et 26 (p. 148);** proposition de réunion immédiate de la commission (ibid). — **Son 2e rapport** (p. 161). — 2e lecture de l'Article 3 : modification proposée par M. Habib-Deloncle à l'article 26 (ibid). Article 26 : *amendement de M. Habib-Deloncle* (p. 162). — Explication de vote sur l'ensemble (p. 166 et 167). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi relative aux **Français tombés en service commandé en Afrique du Nord** [8 Mars 1955] : discussion de l'avis : *son amendement tendant à rédiger comme suit la proposition de loi : « Article unique. — L'article L. 488 du code des pensions militaires d'invalidités et des victimes de la guerre est applicable à tout militaire, gendarme, membre du service d'ordre tombé en service commandé. »* (p. 187) ; modification proposée par la commission (p. 188) — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la législation dans la discussion de la proposition tendant à la **création d'une cour d'appel à Oran** [8 Mars 1955] (p. 191 et 192) ; — discussion générale : ses observations à M. Rencurel (p. 192, 193) ; sur la demande de renvoi en commission formulée par M. Rencurel (p. 193). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales dans la discussion de la proposition tendant à **compléter l'application du Code du travail dans les Territoires d'outre-mer et les territoires sous-tutelle** [10 Mai 1955] (p. 465 et suivantes) ; discussion générale (p. 471). — dsicussion de la proposition : 1er *amendement de M. Boiteau* (p. 472) ; 2e *amendement de M. Boiteau* (p. 473) ; *amendement de M. Theetten* (ibid). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur les projets de décrets relatifs à la **règlementation de l'emploi des étrangers en A.E.F. et en A.O.F.** [12 Mai 1955] : discussion de l'avis : 1er décret : 1er *amendement de M. Pialoux : explication de vote* (p. 481). — Est entendu en qualité de rapporteur de

la commission des affaires sociales dans la discussion de la proposition de résolution tendant à une **modification du Code du travail dans les Territoires d'outre-mer et Territoires associés** [17 Mai 1955] (p. 498 et 499) ; discussion de la proposition de résolution : *amendement de M. Boiteau* (p. 500); — *amendement de M. Pialoux* (p. 501) ; *amendement de Mme Malroux* (p. 501, 502) ; — *2e amendement de M. Pialoux* (p. 503 et 504, 505, 506); *amendement de la commission prévoyant la consignation des frais de voyage en congé du travailleur* (p. 506) ; reprise du *2e amendement de M. Pialoux* (ibid) ; *3e amendement de M. Pialoux* (p. 506 et 507) ; *4e amendement de M. Pialoux* (p. 507) ; *5e amendement de M. Pialoux* (ibid). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à l'octroi d'une **aide financière à l'Algérie** [5 Juillet 1955 — 1re séance] : discussion générale (p. 625 et suivantes). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales dans la discussion de la proposition tendant à assurer le service des **prestations familiales aux marins de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion** [4 Août 1955 — 2e séance] (p. 908).

BEGAT [M. Louis] (Soudan)

Est nommé membre : de la commission des affaires sociales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (ibid) ; de la commission du plan, de l'équipement et des communications (ibid).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur l'amnistie outre-mer [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale (p. 309) — Intervient dans la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'outre-mer** [5 Mars 1955] : discussion générale (p. 455 et 456) — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition portant **réorganisation des services de la santé publique dans les territoires d'outre-mer** [2 Août 1955] : discussion générale (p. 885 et 886). — **Suite de la discussion** [4 Août 1955] : suite de la discussion générale : son observation (p. 894) ; — discussion de l'avis. — Art. 2 : *modification proposée par M. Charles-Cros :* son observation (p. 895). — Art. 3 bis : retire *l'amendement de M. N'Diaye tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (p. 898).

BELABED (M. Mohamed) [Oran]

Est élu **Secrétaire de l'Assemblée de l'Union française** [11 Janvier 1955] (p. 5). — *Est nommé membre* de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales [12 Janvier 1955] (p. 10).

BENAMOR (M. Aziz) [Constantine]

Est nommé membre : de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission des relations extérieures (ibid); — *donne sa démission* de la commission des affaires financières [1er Février 1955] (p. 52). — *Est nommé membre* de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales [1er Février 1955] (p. 67).

Interventions :

Intervient dans la discussion d'urgence de la proposition relative à la **fermeture de la manufacture des textiles oranaise** [25 Janvier 1955] : explication de vote (p. 32). — Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 299, 302, 311, 314) ; répond à M. Ch.-A. Julien (p. 302), à M. le rapporteur (p. 312, 313). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 — 2e séance] : discussion de l'avis : Article 1er, dernier alinéa : demande un scrutin (p. 338).

BENON (M. Blaise) [Haute-Volta]

Est nommé membre de la commission de politique générale [12 Janvier 1955] (p. 10).

BENTCHICOU (M. Allel) [Constantine]

Est nommé membre : de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des affaires sociales (ibid).

BENTOUNES (M. Hocine) [Alger]

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [12 Janvier 1955] (p. 10).

BERNIER (M. Lucien) [Guadeloupe]

Est nommé membre : de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales (ibid) ; de la commission du plan, de l'équipement et des communications (ibid) ; de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid) ; de la commission d'instruction (ibid).

Dépôs législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à faire assurer le service des prestations familiales aux marins des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, embarqués pour pratiquer la pêche maritime ou pratiquant la pêche artisanale (travailleurs indépendants [3 Février 1955] (I. n° 39) ; *proposition* invitant le gouvernement à appliquer dans les Départements d'Outre-Mer la législation métropolitaine en matière de chambres d'agriculture [8 Mars 1955] (I. n° 83). *Rapport* fait au nom de la commission des affaires financières, sur la propostion tendant à inviter le Gouvernement à abroger certaines des dispositions des décrets des 22 et 31 décembre 1953, concernant le régime de rémunération des fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer et à modifier le fonctionnement de la sécurité sociale dans ces départements [3 Mars 1955] (I. n° 75).

Interventions :

Est entendu en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires financières dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'Outre-Mer et les Territoires sous tutelle** [1er Février 1955] (p. 53). — **Suite de la discussion** [1er Mars 1955] : discussion de l'avis : Article 14 : retire *son amendement au nom de la commission des affaires financières, tendant à rédiger comme suit l'article 14 : « Les formes de la déclaration de grossesse, les modalités de payement des allocations prénatales, leur taux et leur périodicité sont fixés par arrêté du chef de territoire sur proposition de l'inspection du travail et des lois sociales, après avis du conseil d'administration de la caisse de compensation et après avis de l'assemblée territoriale »* (p. 110). — Intervient dans la discussion d'urgence de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **diverses dispositions d'ordre financier** [29 Mars 1955] : *motion préalable de M. Cazelles : explication de vote* (p. 393) ; répond à M. Antonini président de la commission (p. 395). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires financières dans la discussion de la proposition relative à la **rémunération des fonctionnaires et au fonctionnement de la sécurité sociale dans les Départements d'Outre-Mer** [29 Mars 1955] (p. 407 et suivantes).

BERTHAUD (M. Pierre-Louis) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des Affaires Culturelles et des Civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des relations extérieures (ibid) ; de la commission d'information (p. 11) ; — de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture auprès de l'U.N. E. S. C. O. [3 Février 1955] (p. 89).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi relative aux **Français tombés en service commandé en Afrique du Nord** [8 Mars 1955] : discussion de l'avis : *amendement de M. Bégarra :* propose une modification rédactionnelle (p. 189) ; son observation à M. Barbé (ibid) — Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale ; répond à M. Ch.-A. Julien (p. 303, 304, 305). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un aérodrome à Tahiti** [24 Mars 1955] : discussion générale : son observation (p. 381); — discussion de la proposition : demande un scrutin sur l'ensemble (p. 382). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour de la prochaine séance [24 Mars 1955] (p. 383). — Intervient dans la discussion d'urgence de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **diverses dispositions d'ordre financier** [29 Mars 1955] : *motion préalable de M. Cazelles* (p. 392, 393) ; *explication de vote* (p. 393, 394) ; sur le renvoi en commission et la date de reprise de la discussion (p. 395). — Est entendu en qualité de rapporteur suppléant pour avis de la commission de l'agriculture dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de résolution relative à **l'exportation de produits laitiers dans les Territoires d'outre-mer et l'Union française** [29 Mars 1955] (p. 406 et 407).

BERTRAND (M. Henri) [A. A.]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ;

de la commission des affaires sociales (ibid).

BIDET (M. André) [A. N.]

Est nommé membre de la commission des relations extérieures [12 Janvier 1955] (p. 10).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une mission d'information sur **l'éducation de base en A.O.F.** [25 Janvier 1955] : discussion générale (p. 25 et 26); — discussion de la proposition de résolution : *amendement de Mlle Le Ber :* son observation (p. 27). — Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [1er Mars 1955] : Article 10 bis proposé en *amendement par M. Theetten :* sur sa recevabilité (p. 106). — **Suite de la discussion** [3 Mars 1955] : ses observations (p. 136, 137). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la **création d'une cour d'appel à Oran** [8 Mars 1955] : discussion générale : ses observations (p. 192, 193); fixation de la date de la suite de la discussion : son observation (p. 195). — Intervient en qualité de président de la commission des relations extérieures dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à la ratification de la **convention phyto-sanitaire pour l'Afrique au Sud du Sahara** [31 Mars 1955] : discussion générale (p. 425). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'Outre-Mer** [5 Mai 1955] : discussion générale : sur la demande d'examen immédiat du *contre-projet de M. Charles-Cros :* demande le renvoi en Commission (p. 457); demande le renvoi de la suite de la discussion à une date ultérieure (p. 458). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur les projets de décrets relatifs à la **réglementation de l'emploi des étrangers en A.E.F. et en A.O.F.** [10 Mai 1955] : discussion générale (p. 462 et 463). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à **compléter l'application du code du travail dans les Territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [10 Mai 1955] : discussion générale (p. 468, 470 et 471). — Intervient pour demander le renvoi d'une question à la prochaine séance [10 Mai 1955] (p. 474). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur les projets de décrets relatifs à la **réglementation de l'emploi des étrangers en A. E. F. et en A. O. F.** [12 Mai 1955] : discussion de l'avis : 1er décret : *1er amendement de M. Pialoux :* demande un scrutin (p. 480) ; ses observations (p. 480, 481). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à une **modification du code du travail des Territoires d'Outre-Mer et Territoires associés** [17 Mai 1955] : discussion de la proposition de résolution : *1er amendement de M. Pialoux :* ses observations (p. 501); *amendement de Mme Ma'roux tendant à remplacer les deux derniers alinéas du paragraphe 2 de l'article 126 par : « En cas de rupture au cours ou à l'issue d'une période d'essai, conformément à l'article 33 »* (ibid). — Intervient en qualité de président de la commission des relations extérieures, dans la discussion de la proposition concernant la **permanence des intérêts français au Fezzan** [26 Mai 1955] (p. 571) — Intervient, en qualité de président de la commission des relations extérieures dans la discussion de la proposition concernant la **participation française à l'exposition internationale d'Addis-Abeba** [26 Mai 1955] (p. 572) ; ses observations (p. 574) — Intervient dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **crédits de la défense nationale et des forces armées pour 1955 et 1956** [19 Juillet 1955] : discussion de l'avis : section Air, Titre V, 3e partie, chapitre 53-71 : *amendement de la commission saisie pour avis :* ses observations (p. 749 et 750). — Chapitre 53-72 : *amendement de la commission saisie pour avis* (p. 750).

BLANCHARD de la BROSSE (M. Souphan Sichan) [Laos]

Est nommé membre : de la commission de la défense de l'Union française [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission de politique générale (ibid) ; de la commission d'instruction (ibid) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union Française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

BOISDON (M. Daniel) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du réglement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid); de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union Française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à obtenir l'égalité de traitement entre juges de paix algériens et juges de paix métropolitains [1er Mars 1955] (I. n° 51) ; *proposition* tendant à obtenir du gouvernement, et spécialement de M. le Garde des Sceaux, qu'il invite le gouvernement général de l'Algérie à prescrire aux cadis-notaires exerçant actuellement en Kabylie l'usage de la langue française à l'exclusion de toute autre pour la rédaction de tous les actes, et envisage le remplacement progressif de ces fonctionnaires par des notaires français [26 Mai 1955] (I. n° 134). — *Rapport* fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis transmise par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur le projet de loi relatif à l'accession de certains citoyens français de statut civil particulier au statut civil de droit commun [27 Janvier 1955] (I. n° 20) ; *rapport,* fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la proposition de M. Junillon, Président de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, au nom de cette commission, tendant à demander au Gouvernement de reclasser les magistrats d'Indochine dans les juridictions ressortissant soit au Ministère de la France d'outre-mer, soit au Ministère de la Justice, et ce, proportionnellement au nombre desdites juridictions [3 Février 1955] (I. n° 33) ; *rapport* fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis transmise par M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique occidentale française) [3 Février 1955] (I. n° 34) ; *rapport* fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis transmise par M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique équatoriale française) [3 Février 1955] (I. n° 35) ; *rapport* fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis transmise par M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Madagascar et Comores) [3 Février 1955] (I. n° 36) ; *rapport* fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis transmise par M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Cameroun) [3 Février 1955] (I. n° 37); *rapport* fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis transmise par M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, déterminant les modalités d'application du Code de la nationalité française au Togo et au Cameroun [1er Mars 1955] (I. n° 60) ; *rapport* fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928, déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Madagascar et Comores) [19 Juillet 1955] (I. n° 181) ; *rapport* fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique équatoriale française) [19 Juillet 1955] (I. n° 182) ; *rapport* fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, fixant la compétence de la chambre de la cour d'appel d'Abidjan, détachée à Cotonou et portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique occidentale française) [19 Juillet 1955] (I. n° 183) ; *rapport* fait au nom de la commis-

sion de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Togo) [19 Juillet 1955] (I. n° 184) ; *rapport* fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 **déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer** (Cameroun) [19 Juillet 1955] (I. n° 185) ; *rapport* fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la proposition tendant à obtenir du Gouvernement et spécialement de M. le Garde des sceaux qu'il invite le Gouverneur général de l'Algérie à prescrire aux cadis-notaires exerçant actuellement en Kabylie l'usage de la langue française, à l'exclusion de toute autre, pour la rédaction de tous les actes de leur ministère et envisage le remplacement progressif de ces fonctionnaires par des notaires français [19 Juillet 1955] (I. n° 189).

Interventions :

Intervient sur l'organisation de l'ordre du jour de la présente séance [3 Mars 1955] (p. 148). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la législation dans la discussion des demandes d'avis sur les projets de décrets relatifs au **statut de la magistrature** : [3 Mars 1955] : I. **A.O.F.** (p. 149 et 150); répond à M. L. Delmas (p. 149); — discussion générale : répond à M R. Barbé (p. 150), à M. Hazoumé (ibid). — **II. — A.E.F.** (p. 153). — **III. — Madagascar et Comores** (p. 154). — **IV. — Cameroun** (p. 156). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la législation dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif au **Code de la nationalité française au Togo et au Cameroun** [3 Mars 1955] (p. 157 et 158); répond à M. Barbé (p. 158). — Discussion de l'avis : Article 2 (p. 159). — Article 12 (ibid). — Article 14 (p. 159 et 160). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la législation dans la discussion de la **proposition relative au reclassement des magistrats d'Indochine** [3 Mai 1955] (p. 433 et suivantes); — discussion de la proposition : son observation à M. le président de la commission (p. 437); disjonction de l'alinéa a) du paragraphe 4 demandée par M. Habib-Deloncle (p. 438); — répond à Mlle Lafon expliquant son vote (ibid). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du titre VIII de la constitution** [28 juin 1955] : suite de la discussion générale : sur les modalités de la suite de la discussion (p. 610). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [28 Juin 1955] (p. 612). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [5 Juillet 1955 — 2e séance] : suite de la discussion générale (p. 637 et suivantes). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la législation dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'accession au statut civil de droit commun** [7 Juillet 1955 - 1re séance] (p. 654 et suivantes); — discussion générale : répond à M. Odru (p. 656), à Mme Lefaucheux (p. 657), à M. Habib-Deloncle (p. 659) ; — son intervention (p. 661). — Discussion de l'avis : Article 1er bis proposé en *amendement par M. Habib-Deloncle* (p. 663, 664). — Demande que le débat soit poursuivi (p. 664). — Article 3 : *amendement de M. Pialoux* (p. 665). — Article 6 : *amendement de Mme Lefaucheux* (ibid). — Article 11 : *amendement de M. Habib-Deloncle* : ses observations et ses suggestions sur le délai d'option (p. 666, 667). — Article 10 bis proposé en *amendement par M. Habib-Deloncle* (p. 667). - Article 11 : nouvelle rédaction proposée en *amendement par M. Habib-Deloncle* (ibid). — Article 19 : *amendement de M. Habib-Deloncle* (p. 668). — Sur l'ensemble (p. 668, 669). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du titre VIII de la Constitution** [7 Juillet 1955 - 2me séance] : suite de la discussion générale (p. 684). — **Suite de la discussion** [8 Juillet 1955] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 692, 693, 696). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis : article 1er : *amendement de M. Charles-Cros : explication de vote* (p. 772). — 3e alinéa : *amendement de M. Charles-Cros* : son observation (p. 780). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la législation dans la discussion des demandes d'avis sur les projets de décrets relatifs au **statut de la magistrature** [26 Juillet 1955]. — **I. — Madagascar et Comores** (p. 834 et 835) ; répond à M. Razaf Indrakoto expliquant son vote (p. 837). — **II. — A.E.F.** (p. 837). — **III. — A.O.F.** (p. 839) ; discussion générale (ibid). — **IV. — Togo** (p. 842). — **V. — Cameroun** (p. 842) ; discussion générale (p. 843). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [28 Juillet 1955] (p. 864). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à **l'autonomie des services judiciaires du Ministère de la France d'outre-mer** [4 Août 1955 — 2e séance] : discussion générale (p. 914, 915).

BOITEAU (M. Pierre) [A. N.]

Est élu **Secrétaire de l'Assemblée de l'Union Française** [11 Janvier 1955] (p. 5) *Est nommé membre :* de la commission des affaires sociales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (ibid).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la proposition de résolution relative à la **réforme du régime de l'émission en A.O.F. en A.E.F., au Togo et au Cameroun** [10 Mars 1955] : discussion générale (p. 213 et 214). — Explique son vote au sujet d'une proposition de renvoi de la suite de la discussion d'une affaire à une séance ultérieure [10 Mars 1955] (p. 220). — Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la **discussion générale : ses observations** (p. 300, 307, 308 311, 312, 314). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 — 2e séance] : discussion de l'avis : *Contre-projet de M. Lachenal :* ses observations (p. 322) ; demande un scrutin (ibid). — Article 1er : *amendement de M. Rosenfeld : son sous-amendement tendant à remplacer « au 1er Juillet 1953 » par « à la date de promulgation de la présente loi »* (p. 325) ; *explication de vote sur l'amendement de M. Rosenfeld* (ibid) ; demande un scrutin (p. 326) ; — *son amendement tendant à réduire le 1er alinéa au texte suivant : « sont amnistiés les faits commis au cours ou à l'occasion des événements ci-après »* (p. 326 et 327); — *amendement de M. Bernier : explication de vote* (p. 330) ; — *amendement de M. Bour : explique son vote* et demande un scrutin (p. 333) ; — *son amendement tendant, après les mots : « Commis dans les départements d'outre-mer, Guadeloupe, Martinique, Réunion et dans les territoires associés » à ajouter les mots : « territoires d'outre-mer, Algérie, Tunisie, Maroc »* (p. 334). Article 3 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 339); demande un scrutin (p. 340). — Article 4 : *son amendement tendant, au 2e alinéa, à remplacer « pourront être » par « seront » :* demande un scrutin (p. 343). — Article 5 : *son amendement tendant, au 1er alinéa, après « administration civile », à ajouter : « et des services publics même si depuis lors ils ont été transformés en régie ou société d'Etat »* (p. 344). — Article 7 : demande un scrutin sur *son amendement* soutenu par Mlle Lafon (p. 345). — Article 8 : *amendement de M. Rosenfeld : explication de vote* (p. 346); — *son amendement tendant à supprimer : « à condition que, compte tenu des mesures de grâce intervenues, etc . . . » ainsi que le 2e alinéa* (p. 346). — *Son amendement tendant à intercaler un article 8 bis ainsi rédigé : « Il sera statué sur cette amnistie individuelle, par une commission composée de 4 directeurs du Ministère de la justice, un directeur du Ministère de l'Intérieur, le directeur de la Justice Militaire et dix parlementaires désignés par l'Assemblée nationale à la proportionnelle ». Cette commission ne pourra valablement siéger que si le quorum de 6 parlementaires et 3 directeurs est atteint ».* (p. 348). — Intervient dans la suite de la discussion d'urgence de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **diverses dispositions d'ordre financier** [31 Mars 1955] : discussion de l'avis : Article 42 (p. 420). — Texte de l'avis : *amendement de M. L. Delmas : explication de vote* (p. 422). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à **l'aménagement des tarifs avion pour la diffusion des publications imprimées dans l'Union française** [31 Mars 1955] : explication de vote (p. 427 et 428). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à **compléter l'application du code du travail dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [10 Mai 1955] : discussion générale (p. 469 et 470) ; discussion de la proposition : *son 1er amendement tendant à la publication des arrêtés sur les indemnités de maladie* (p. 472) ; *son 2e amendement tendant à l'application effective des articles 112 et 2* (p. 472 et 473). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à l'octroi **d'une aide financière à l'Algérie** [5 Juillet 1955 — 1re séance] : explication de vote (p. 634). — Intervient dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **dépenses militaires du ministère de la France d'outre-mer pour 1955 et 1956** [12 Juillet 1955] : explication de vote (p. 728 et 729) ; demande un scrutin (p. 729). — Intervient dans la discussion d'urgence de la proposition tendant à **inclure la défense de l'outre-mer dans**

l'organisation de la défense nationale [12 Juillet 1955] : explication de vote (p. 733). — Intervient dans la discussion de demandes d'avis sur les projets de décrets relatifs au **statut de la magistrature** [26 Juillet 1955] : **I. Madagascar et Comores** : explication de vote (p. 837). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **l'institution du collège unique au Cameroun** [2 Août 1955] : discussion de l'avis. — *Amendement de M. Sicé : explication de vote* (p. 878). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [20 Janvier 1955] (p. 13).

BOUCAVEL (M. Jean-Jacques) [Gabon]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission d'information (p. 11).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du titre VIII de la Constitution** [8 Juillet 1955] : suite de la discussion générale (p. 698 et 699). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis ; article 1er, 2e délibération : *amendement de M. Charles-Cros* (p. 799, 800).

BOUDA (M. François) [Haute-Volta]

Est nommé membre : de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission d'instruction (ibid).

BOUGENOT (M. André) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10); de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union — [12 Juillet 1955] (p. 723).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion des propositions relatives aux **relations économiques entre la France et les Etats associés** [22 Mars 1955] : discussion de la proposition : 8e alinéa : texte transactionnel proposé sur les *amendements de M. W. Bazé et de M. Charles-Cros : explication de vote* (p. 295) ; sur le caractère règlementaire de ce texte de synthèse (ibid). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du titre VIII de la Constitution** [28 Juin 1955] : suite de la discussion générale (p. 606 et suivantes). — Intervient sur le procès-verbal de la précédente séance [5 Juillet 1955] (p. 618).

BOUMENDJEL (M. Ahmed) [A. A.]

Est nommé membre : de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des relations extérieures (ibid) ; de la commission d'information (p. 11) — de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union Française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

BOUR (M. Alfred) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales (ibid) ; de la commission du réglement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid); de la commission de comptabilité (ibid); — de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union Française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à demander à l'Assemblée Nationale de mettre en œuvre la procédure de la révision de la Constitution en ce qui concerne notamment le titre VIII et à inviter l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union, à présenter à cette Assemblée des suggestions susceptibles d'être transmises au Parlement et au Gouvernement touchant la réforme de la structure de l'Union française elle-même [8 Mars 1955] (I. n° 82). — *Rapport,* fait au nom de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union, sur la proposition de résolution tendant à demander à l'Assemblée nationale de mettre en œuvre la procédure de la révision de la Constitution en ce qui concerne notamment le titre VIII, et à inviter l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union à présenter à cette Assemblée des suggestions susceptibles d'être transmises au Parlement et au Gouvernement touchant la réforme de la structure de l'Union française elle-même [22 Mars 1955] (I. n° 104).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et Territoires sous tutelle** [1er Février 1955] discussion de l'avis : Article 2 : *amendement de M. Ba* (p. 66). — **Suite de la discussion** [3 Février 1955] : Article 7 : *amendement de M. Bernier* repris (p. 82). — **Suite de la discussion** [3 Mars 1955] Article 26 : paragraphe 3° : *sous-amendement de M. Bernier :* son observation sur la forme rédactionnelle et *explication de vote* (p. 137) — Intervient pour demander le renvoi de la suite de la discussion d'une affaire à une séance ultérieure [17 Mars 1955] (p. 258, 259). — Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 307); son intervention (p. 311 et 312). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 — 2e séance] : discussion de l'avis : *contre-projet de M. Lachenal :* son observation (p. 322). — 2e demande de réunion de la commission par M. Antonini (p. 322). — Article 1er : signale une omission dans le texte de la commission (p. 325) ; — *2e amendement de M. Bernier : explication de vote* (p. 331); — *son amendement tendant à rédiger ainsi la fin de la première phrase du 1er alinéa de cet article à partir des mots « assortie ou non d'une amende » : « dont la durée est inférieure à 15 ans et un jour, compte tenu des mesures de grâce intervenues, ou inférieures initialement à vingt ans et un jour »* (p. 331 et 332) ; répond à M. le rapporteur (p. 332) ; proposition de suppression du dernier membre de phrase (p. 332 et 333); — *explication de vote* sur le 1er alinéa (p. 334); — *amendement de M. Ya Doumbia :* son observation (p. 338). — Article 3 : *amendement de M. Boiteau :* son observation (p. 339) ; *son amendement tendant à supprimer les mots « de meurtre ou » et « de destruction d'ouvrages d'art » : explication de vote* (p. 341) ; maintient la 2e partie (ibid) — Intervient dans la discussion sur la déclaration d'urgence d'une demande d'avis [24 Mars 1955] (p. 382) ; fixation de la date de discussion (p. 383). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour de la prochaine séance [24 Mars 1955] (p. 383). — Est entendu en qualité de président et rapporteur de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union Française dans la structure de l'Union, dans la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [29 Mars 1955] (p. 396 et suivantes); demande que M. le Ministre de la France d'outre-mer soit entendu (p. 401); — discussion générale (p. 402, 403). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [26 mai 1955] (p. 575). — Intervient en qualité de président de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union Française dans la structure de l'Union dans le règlement de l'ordre du jour de la prochaine séance [23 Juin 1955] (p. 599). — Intervient en qualité de président de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union Française dans la structure de l'Union dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [28 Juin 1955] : suite de la discussion générale : sur les modalités de la suite de la discussion (p. 610). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [28 Juin 1955] (p. 612 et 613). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à l'octroi d'une **aide financière à l'Algérie** [5 Juillet 1955 — 1re séance] : discussion générale (p. 625, 626, 632, 633). — Discussion de la proposition : explication de vote (p. 635). — Intervient en qualité de président de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du titre VIII de la Constitution** [5 Juillet 1955 — 2e séance] : suite de la discussion générale : ses observations p. 639, 641, 649). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [5 Juillet 1955 — 2e séance] (p. 651). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **laccession au statut civil de droit commun** [7 Juillet 1955 — 1re séance] : discussion de l'avis : article 1er bis proposé en *amendement par M. Habib-Deloncle* : ses observations (p. 664). — Intervient en qualité de président de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Uion française dans la sructure de l'Union dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [7 Juillet 1955 — 2e séance] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 677, 679, 680). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [7 Juillet 1955 — 2e séance] (p. 686). — Intervient en qualité de président de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'As-

semblée de l'Union française dans la structure de l'Union dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [8 Juillet 1955] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 690, 693, 698, 702). — Son intervention à la fin de la discussion générale (p. 710 et 711). — Intervient sur le procès-verbal de la précédente séance [12 Juillet 1955] (p. 714). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [2 Août 1955] (page 886).

BRUCHARD (M. Marc de) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales (ibid).

BUI XUAN BAO (M.) [Viet-Nam]

Sa désignation est validée [8 Mars 1955] (p. 184). — *Est nommé membre :* de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid); — *donne sa démission* de cette commission [17 Mars 1955] (p. 247). — *Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [17 Mars 1955] (p. 260).

Intervention :

Intervient dans la discussion de la proposition relative au **problème eurasien dans les Etats associés d'Indochine** [18 Mars 1955] : discussion générale (p. 276 et 277).

BURKHARDT (M. Hector) [Alger]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des affaires sociales (ibid).

Interventions

Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi relative aux **Français tombés en service commandé en Afrique du Nord** [8 Mars 1955] : discussion générale (p. 186). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à l'octroi d'une **aide financière à l'Algérie** [5 Juillet 1955 — 1re séance] : discussion générale (p. 627 et suivantes). — Discussion de la proposition : explication de vote (p. 635).

BUUKINH (M.) [Viet-Nam]

Sa désignation est validée [8 Mars 1955] (p. 184) — *Est nommé membre :* de la commission de politique générale [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission des relations extérieures (ibid) ; de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union Française dans la structure de l'Union [15 Mars 1955] (p. 241).

Interventions :

Intervient dans le débat sur sa question orale relative aux **sessions du Haut Conseil de l'Union Française** [24 Mars 1955] (p. 367). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [7 Juillet 1955 — 2e séance] : suite de la discussion générale (p. 679 et suivantes).

C

CAO VAN CHIEU (M.) [Viet-Nam]

Sa désignation est validée [8 Mars 1955] (p. 184). — Est élu **Secrétaire de l'Assemblée de l'Union Française** [11 Janvier 1955] (p. 5). — *Est nommé membre :* de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission de politique générale (ibid); de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union Française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'Outre-mer et Territoires sous tutelle** [3 Mars 1955] : explication de vote (p. 166). — Intervient dans la discussion des conclusions du 4e bureau pour la **validation des conseillers désignés par l'Etat associé du Viet-Nam** [8 Mars 1955] : sur la demande de scrutin public formulée par M. R. Barbé (p. 183). — Ses remerciements après l'adoption des conclusions du bureau (p. 184). — Intervient dans la discussion d'urgence de la proposition relative à **l'aide à apporter aux Français d'Indochine désireux de quitter le Viet-Nam** [28 Juillet 1955] : discussion générale (p. 857, 859). — Intervient pour un fait personnel [4 Août 1955 — 2e séance] (p. 919 et 920).

CARROUE (M. Maurice) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid); — *donne sa démission* de la commission de l'agriculture [3 février 1955] (p. 73).

CASTEX (M. Louis) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission de la défense de l'Union Française [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (ibid).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à augmenter d'une façon importante les crédits du F. I. D. E. S. destinés à l'aéronautique des Territoires d'Outre-mer et figurant dans l'annexe au projet de loi n° 8.555 portant approbation du deuxième plan quadriennal, et fixer ce crédit à 13 milliards [1er Février 1955] (I. n° 31). — *Rapport,* fait au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à augmenter d'une façon importante les crédits du F.I.D.E.S. destinés à l'aéronautique des Territoires d'Outre-mer et figurant dans l'annexe au projet de loi n° 8.555 portant approbation du deuxième plan quadriennal, et à fixer ce crédit à 13 milliards [3 Mars 1955] (I. n° 76).

Interventions :

Est entendu en qualité de rapporteur de la commission du plan dans la suite de la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un aérodrome à Tahiti** [24 Mars 1955] (p. 375 et 376) ; ses observations à M. Cazelles, rapporteur pour avis de la commission des affaires financières (p. 376 et 377); discussion générale : ses observations (p. 379); son intervention (p. 391). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission du plan dans la discussion de la proposition tendant à **l'augmentation des crédits du F.I.D.E.S. pour l'aéronautique des Territoires d'Outre-mer** [12 Mai 1955] (p. 483 et suivantes); discussion générale : ses observations (p. 487, 488) — Intervient sur le procès-verbal de la précédente séance [17 Mai 1955] (p. 498).

CAZELLES (M. Ernest) [C. R.]

Est nommé membre : de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (ibid) ; de la commission de comptabilité (ibid) ; de la commission de politique générale [24 Mai 1955] (p. 549). — *Est nommé membre* du conseil d'administration du fonds commun de la recherche scientifique et technique outre-mer [28 Juillet 1955] (p. 863).

Dépôts législatifs :

Proposition invitant le Gouvernement à modifier l'arrêté du 26 février 1952 pris par M. le Ministre de la France d'Outre-mer instituant un stage de coopération et de mutualité agricole dans la Métropole [20 Janvier 1955] (I. n° 9); *proposition de résolution* tendant à créer une sous-commission d'Information sur la gestion financière et économique des sociétés d'Etat et des sociétés d'économie mixte, créées en application de la loi n° 46-860 dans les Territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-mer (F.I.D.E.S.) [3 Mai 1955] (I. n° 112). — *Rapport,* fait au nom de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à rendre applicable aux territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, la loi du 4 juillet 1900 relative à la constitution des sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles [1er Mars 1955], (I. n° 57) ; *rapport,* fait au nom de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts, sur la proposition invitant le Gouvernement à modifier l'arrêté du 26 février 1952 pris par M. le Ministre de la France d'Outre-mer instituant un stage de coopération et de mutualité agricole dans la Métropole [1er Mars 1955] (I. n° 58); *avis* présenté au nom de la commission des affaires financières, sur : 1° la demande d'avis, transmise par M. le Président de l'Asseblée Nationale, sur le projet de loi autorisant la création en Afrique occidentale française de conseils de subdivision et de cercle, en Afrique équatoriale française de conseils de district et de région, et l'institution de budgets de cercle ou de région; 2° la proposition tendant à inviter le Gouvernement à

prendre les mesures nécessaires en vue d'instituer des budgets de cercles dans les territoires d'outre-mer ; 3° la proposition de résolution tendant à la création de conseils locaux valablement représentatifs des collectivités indigènes dans les circonscriptions administratives de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, de Madagascar et de la Côte française des Somalis ; 4° la proposition tendant à inviter le Gouvernement à instituer des conseils régionaux dans les territoiress d'outre-mer [1er Mars 1955] (I. n° 61) ; *rapport* fait au nom de la commission de comptabilité, sur la proposition de résolution portant règlement des comptes de l'Assemblée de l'Union Française pour l'exercice 1953 [10 Mars 1955] (I. n° 84). — Urgence (p. 211).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une mission d'information sur **l'éducation de base en A.O.F.** [25 Janvier 1955] : discussion générale (p. 24). — Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'Outre-mer et les Territoires sous tutelle** [27 Janvier 1955] : sur la proposition de M. Antonini de renvoyer la suite de la discussion à une séance ultérieure (p. 45). — **Suite de la discussion** [1er Février 1955] : discussion de l'avis : Article 2 : *amendement de M. Ba* (p. 66). — **Suite de la discussion** [3 Mars 1955] : sur la demande de 2e délibération de l'article 3 (p. 146); ses observations (p. 139, 161, 162). — Intervient en qualité de président de la commission de comptabilité dans la discussion sur la déclaration d'urgence de la proposition de résolution portant **règlement des comptes de l'Assemblée de l'Union Française pour l'exercice 1953** [10 Mars 1955] (p. 211). — **Discussion immédiate :** donne lecture de son rapport (ibid). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution relative à la **réforme du régime de l'émission en A.O.F., en A.E.F., au Togo et au Cameroun** [10 Mars 1955] : discussion générale (p. 213). — Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale : son observation (p. 306). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 — 2e séance] : discussion de l'avis : Article 1er : *amendement de M. Habib-Deloncle : explication de vote* **(p. 335);** ses observations (p. 336, 337). — Article 3 : *amendement de M. A. Bour : explication de vote* (p. 341). — Article 4 : *2e amendement de M. Boiteau : explication de vote* (p. 343). — Article 8 : *amendement de M. Habib-Deloncle :* son rappel au règlement (p. 347). — Ses observations lors des explications de vote (p. 350). — Est entendu en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires financières dans la suite de la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un aérodrome à Tahiti** 24 Mars 1955] (p. 376 et suivantes) ; discussion générale (p. 380) ; discussion de la proposition : 8e alinéa : *son amendement tendant à ajouter : « sur proposition du commissariat général au plan et avis de l'assemblée territoriale »* (p. 381 et 382). — Intervient dans la discussion d'urgence de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **diverses dispositions d'ordre financier** [29 Mars 1955] : *sa motion préalable tendant au renvoi en commission* (p. 392). — **Suite de la discussion d'urgence** [31 Mars 1955] (p. 416). — Texte de l'avis : *amendement de M. L. Delmas : explication de vote* **(p. 421).** — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de l'agriculture dans la discussion de la proposition relative au **stage de coopération et de mutualité agricole dans la métropole** [31 Mars 1955] (p. 423). — Est entendu en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires financières dans la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'Outre-mer** [5 Mai 1955] (p. 449 et suivantes). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à **l'augmentation des crédits du F.I.D.E.S. pour l'aéronautique des Territoires d'Outre-mer** [12 Mai 1955] : discussion générale (p. 486 et suivantes); — *motion préjudicielle de M. Fontanet ainsi rédigée : « l'Assemblée de l'Union Française, Rappelant qu'à plusieurs reprises, et notamment le 23 novembre 1954 en formulant son avis sur le projet de loi portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, elle a estimé à 400 milliards le total des crédits nécessaires pour les investissements dans les territoires d'outre-mer, Estimant que les crédits affectés aux grands projets miniers industriels ou hydroélectriques dépasseront les possibilités véritables de réalisation, Prend acte avec une vive satisfaction des propositions contenues dans le rapport n° 9133 portant approbation du projet de loi n° 8555 à l'Assemblée Nationale qui prévoient : a) que le texte des aménagements apportés au plan sera soumis à l'Assemblée de l'Union Française pour tout ce qui concerne les pays d'outre-mer ; b) que le gouvernement préparera un plan supplémentaire qui comportera des investissements nouveaux pour les pays d'outre-mer. En conséquence, décide que l'étude de la proposition sera reprise au moment de la discussion des aménagements à apporter dans le cadre des plans d'investissements* (p. 490, 491, 492). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant au **règlement des dommages de guerre en Indochine** [17 Mai 1955] : discussion de la proposition : *2e amendement de M. Antonini :* propose une modification de rédaction (p. 513). — Intervient en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires financières dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'Outre-mer** [17 Mai 1955] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 519). — *Contre-projet de M. Charles-Cros :* ses observations (p. 524). — Intervient dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **dépenses militaires du Ministère de la France d'outre-mer pour 1955 et 1956** [12 Juillet 1955] : explication de vote (p. 727 et 728). — Intervient dans la discussion d'urgence de la proposition tendant à **inclure la défense de l'outre-mer dans l'organisation de la défense nationale** [12 juillet 1955] : explication de vote (p. 732 et 733). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion générale (p. 766 et suivantes). Discussion de l'avis : en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires financières : article 1er, *amendement de M. Dède* (p. 773, 774). — *Amendement de M. L. Delmas* (p. 775). — *Amendements de M. Odru, de M. Charles-Cros, de M. Montrat et de M. Coulibaly* (p. 778). — *Amendement de M. Guirandou N'Diaye* (p. 781, 782). — Article 3 bis présenté en *amendement par M. Montrat* (p. 783). — Article 1er quater présenté en *amendement par M. Charles-Cros* (p. 785). — Article 3 : *amendement de M. L. Delmas* (p. 787). — Article 6 : *amendement de M. Charles-Cros* (p. 789). — *Amendement de M. Roclore* (p. 791, 792, 793, 794). — Nouvelle rédaction de *l'amendement de M. Roclore* (p. 795). — Donne sa démission de rapporteur pour avis (p. 796). — 2e lecture : article 3 : explication de vote (p. 805). — Article 4 : explication de vote (ibid). — Article 5 : explication de vote (ibid). — Article 6 : explication de vote (p. 806). — Article 7 : explication de vote (ibid). — Article 8 : explication de vote (ibid). — Article 9 : explication de vote (ibid). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la **création d'une caisse de soutien du café et du cacao en A.O.F.** [26 Juillet 1955] : discussion générale (p. 827 et 828); son observation (p. 829); répond à M. le président de la commission (p. 830). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **l'institution du collège unique au Cameroun** [2 Août 1955] : discussion de l'avis : *amendement de M. Sicé* (p. 878).

CERAN-JERUSALEMY (Jean-Baptiste) [Océanie]

Est nommé membre : de la commission des affaires sociales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des relations extérieures (ibid) ; de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid).

CHARLES (M. Emile) [Madagascar]

Est nomé membre : de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du plan, de l'équipement et des communications (ibid).

CHARLES-CROS (M. Silvain) [C. R.]

Est nommé membre : de la commission de politique générale [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union Française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission de politique générale, sur la proposition tendant à demander au gouvernement de compléter le décret n° 47-1756 du 6 septembre 1947 en vue d'autoriser le vote par procuration pour les élections à l'Assemblée de l'Union Française. [24 Mai 1955] (I. n° 129).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une mission d'information sur **l'éducation de base en A.O.F.** [25 Janvier 1955] : discussion générale (p. 26). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la **tenue des livres**

de commerce dans les Territoires d'Outre-mer, au Togo et au Cameroun [25 Janvier 1955] : explication de vote (p. 30). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi relative aux **Français tombés en service commandé en Afrique du Nord** [8 Mars 1955] : discussion de l'avis : *amendement de M. Bégarra :* ses observations à M. le rapporteur (p. 188). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution relative à la **réforme du régime de l'émission en A.O.F., en A. E. F., au Togo et au Cameroun** [10 Mars 1955] : sur la proposition par M. Antonini de modifier le texte et son titre (p. 214). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-mer** [18 Mars 1955] : suite de la discussion générale (p. 267 et 268) ; discussion de la proposition : explication de vote (p. 270 et 271). — Intervient dans la suite de la discussion des propositions relatives aux **relations économiques entre la France et les Etats associés** [18 Mars 1955] : suite de la discussion générale (p. 278 et suivantes); - discussion de la proposition : *son amendement tendant à rédiger comme suit le 4e alinéa : « considère comme primordiale la sauvegarde des intérêts communs des membres de l'Union française dans ces pays et dans le Nord-Vietnam. »* (p. 284). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955] : 5e alinéa : *son amendement tendant à rédiger cet alinéa comme suit : « Prend acte des accords culturel et économique conclus entre la France et la République démocratique du Viet-Nam* (p. 291); modifications proposées par M. le président de la commission et par M. Habib-Deloncle (p. 292) ; — 6e alinéa : *son amendement tendant à rédiger comme suit cet alinéa : « Demande aux gouvernements intéressés réunis en Haut Conseil et à chacun d'eux en ce qui le concerne : »* (p. 293) ; modification proposée par la commission (ibid) 8e alinéa : *amendement de M. W. Bazé et son amendement tendant à rédiger comme suit cet alinéa : « 2° D'aider et d'encourager les entreprises françaises viables et d'un intérêt économique reconnu à maintenir leurs activités en Indochine, y compris le Nord Viet-Nam, en les incitant à envisager le développement de leurs affaires par un apport de capitaux vietnamiens, cambodgiens ou laotiens en vue de la constitution d'entreprises mixtes et en intervenant auprès des gouvernements intéressés afin d'obtenir les mesures suivantes : »* (p. 294) ; modification proposée par MM. le président et le rapporteur de la commission (p. 295). — Intervient dans la discussion d'urgence de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **diverses dispositions d'ordre financier** [29 Mars 1955] : *motion préalable de M. Cazelles :* ses observations (p. 394, 395). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'Outre-mer** [5 Mai 1955] : discussion générale (p. 451 et suivantes) ; sur la demande d'examen immédiat de *son contre-projet* (p. 456, 457). — **Suite de la discussion** [17 Mai 1955] : discussion de l'avis : *son contre-projet ainsi rédigé : Article 1er. — Dans un délai maximum de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, un conseil de circonscription sera créé dans chacune des subdivisions administratives de l'Afrique occidentale française et dans chacun des districts administratifs de l'Afrique équatoriale française. Si le cercle ou la région ne comporte pas de subdivision ou de district, le conseil de circonscription sera institué pour l'ensemble du cercle ou de la région. — Article 1er bis. — Le conseil de circonscription est composé de membres élus au suffrage universel. Dans les centres urbains érigés en communes et par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, les conseillers locaux sont élus par le conseil municipal constitué en collège électoral. — Article 1er ter. — Le conseil de circonscription est consulté par le chef de circonscription ou le chef du territoire sur toutes les questions d'ordre budgétaire fiscal, économique, administratif, social et culturel intéressant la circonscription. Le conseil de circonscription peut émettre des vœux sur les mêmes questions. — Article 2. — Supprimé. — Article 3. — Après avis de l'Assemblée Territoriale, le chef de territoire peut attribuer la personnalité morale aux circonscriptions administratives définies à l'article 1er de la présente loi dont le développement économique permet d'assurer les ressources suffisantes à leur budget propre. En cas de désaccord entre le chef de territoire et l'Assemblée territoriale, le haut-commissaire de la République saisit le Ministre de la France d'outre-mer sur le rapport duquel le gouvernement statue par décret, après avis conforme de l'Assemblée de l'Union Française. — Article 4. — La gestion du patrimoine d'une circonscription dotée de la personnalité morale est assurée par le conseil de circonscription. Le conseil de circonscription décide de l'acquisition, de l'amodiation ou de l'aliénation des biens de la circonscription, des emprunts à contracter, des garanties à accorder et des actions à intenter pour la défense des intérêts patrimoniaux de la circonscription dans des conditions qui sont déterminées, conformément aux lois et décrets fixant le régime financier des territoires d'outre-mer, par arrêté du haut-commissaire de la République, pris après avis du Grand Conseil et approbation du Ministre de la France d'outre-mer. — Article 5. — Le budget de circonscription pourvoit aux dépenses d'intérêt particulier à la circonscription et spécialement aux dépenses de travaux d'aménagement devant favoriser le développement de son économie et l'amélioration des conditions de vie de ses habitants. Ne peuvent y figurer d'autres dépenses de personnel que celles indispensables à la réalisation desdits travaux, à l'entretien des ouvrages et au fonctionnement des installations qui en résultent, à la gestion du patrimoine et à l'exécution du budget. — Article 6. — Le budget est alimenté : — par le produit du patrimoine de la circonscription; — par les dons, legs, emprunts, avances et fonds de concours; — par le produit de centimes additionnels aux impôts, taxes et contributions perçus au profit du territoire et dont le montant est fixé par le conseil de circonscription dans la limite du maximum déterminé chaque année par délibération de l'assemblée territoriale; — par le produit des taxes et contributions spéciales dont l'assiette et le mode de perception sont déterminés par délibération de l'assemblée territoriale et le taux par décision du conseil de circonscription dans la limite du maximum fixé par l'assemblée; — éventuellement, par une contribution du budget du territoire, déterminée par l'assemblée territoriale, à l'exclusion de toute subvention pour la couverture des dépenses ordinaires. Article 7. — Supprimé. — Article 8. — Supprimé. — Article 9. — Le budget de circonscription est rendu exécutoire par arrêté du chef de territoire. Les conditions dans lesquelles sont préparés, délibérés, exécutés et contrôlés les budgets et les comptes des circonscriptions administratives définies à l'article premier de la présente loi sont déterminées par arrêté du Haut-Commissaire de la République, pris après avis du Gand Conseil et approbation du Ministre de la France d'Outre-mer. — Article 10. — Les hauts-commissaires de la République détermineront par arrêté, pris sur avis des Grands Conseils et approbation du Ministre de la France d'Outre-mer, les modalités d'application de la présente loi, notamment en ce qui concerne la création, la composition, le fonctionnement et les attributions des conseils de circonscription.* (p. 522 et suivantes). — **Suite de la discussion** [21 Juillet 1955] : — discussion générale (p. 769). — Discussion de l'avis : Article 1er : *son amendement tendant à préciser la date de départ du délai de 2 ans et à indiquer qu'il s'agit de subdivisions et de districts administratifs* (p. 771 et 772). — *Amendement de M. L. Delmas* (p. 774 et 775); demande le vote par division (p. 775 et 776). — *Amendement de M. Odru* et *son amendement tendant à prévoir les élections au suffrage universel et, dans certains cas, par le conseil municipal* (p. 776, 777, 778, 779). — En retire la 2e partie (p. 780). — N'admet pas un scrutin commun pour les deux amendements (ibid). — 4e alinéa : *amendement de M. Montrat : explication de vote* (p. 781). — *Son amendement tendant à ajouter un article 1er bis prévoyant la composition et l'élection du bureau du conseil* (p. 782). — *Son amendement tendant à ajouter un article 1er ter fixant le rôle du chef de circonscription* (ibid). — *Amendement de M. Montrat :* (p. 783 et 784). — Retire son amendement (p. 784). — *Son amendement tendant à ajouter un article 1er quater donnant aux parlementaires et aux conseillers territoriaux le droit de participer aux réunions du conseil* (p. 785). — Le retire (ibid). — Article 3 ; 5e alinéa b) : *son amendement tendant à remplacer « participeront » par « assureront »* (p. 787). — Article 5, 3e alinéa : *son amendement tendant à prévoir une subvention éventuelle du territoire pour la couverture des dépenses extraordinaires* (p. 788). — Article 6 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 788, 789, 790). — Le retire (p. 790). — *Amendement de M. Roclore* (p. 791 et 792); son observation (p. 794); — *explication de vote* (p. 795). — Sur la proposition de procéder à une 2e délibération du 3e alinéa de l'article 1er (p. 798 et 799). — 2e délibération. Explication de vote (p. 799) ; ses observations (p. 800); demande un scrutin (p. 801); — sur l'ensemble : demande un scrutin (p. 803). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la **création d'une caisse de soutien du café et du cacao en A.O.F.** [26 Juillet 1955] : discussion générale : ses observations (p. 825, 829, 830) ; explication de vote (p. 834). — Intervient dans la discussion d'urgence de la proposition relative à **l'aide à apporter aux Français d'Indochine désireux de quitter le Vietnam** [28 Juillet 1955] : discussion générale (p. 856 et 857); son observation (p. 859). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **l'institution du collège unique au Cameroun** [2 Août 1955]; suite de la discussion générale (p. 873 et 874, 877). — Discussion de l'avis : *amendement de M. Sicé : explication de vote* (p. 878) ; demande un scrutin (ibid). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [2 Août 1955] (p. 887). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi portant **réorganisation des services de la santé publique dans les Territoires d'outre-mer** [4 Août 1955] : suite de la discussion générale (p. 893, 894). — Discussion de l'avis : ar-

ticle 2 : *propose de remplacer « médecins et pharmaciens » par « étudiants en médecine et en pharmacie »* (p. 895). — Article 3 bis : *amendement de M. Griaule* (p. 897). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un port en eau profonde au Dahomey** [4 Août 1955] : suite de la discussion générale (p. 900 et 901). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de politique générale dans la discussion de la proposition relative au **mode d'élection à l'Assemblée de l'Union française** [4 Août 1955 — 2e séance] (p. 909 et 910).

CHARLIER (M. Maurice) [Madagascar]

Est nommé membre : de la commission du plan, de l'équipement et des communications [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de politique générale (ibid).

CHASTENET (M. Jacques) [C. R.]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission des relations extérieures (ibid); — de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture auprès de l'UNESCO [3 Février 1955] (p. 89).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi portant **création d'une académie nationale des sciences coloniales** [21 Juin 1955] : discussion générale (p. 581). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [5 Juillet 1955 — 2e séance] : suite de la discussion générale (p. 644 et suivantes).

CHEIKH SIDYA (M. Souleymane) [Mauritanie]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales (ibid) ; de la commission d'instruction (ibid).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [8 Juillet 1955] : suite de la discussion générale (p. 708 et 709). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion générale (p. 768 et 769).

CHEKKAL (M. Daho) [Oran]

Est nommé membre de la commission des affaires sociales 12 Janvier 1955 (p. 10).

CHIARASINI (M. Ange-Mathieu) [Madagascar]

Est nommé membre : de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de politique générale (ibid) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union Française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale (p. 314). — Intervient dans la discussion d'une demande de désignation d'une **mission d'information** [29 Mars 1955] (p. 404).

COMITI (M. Jean-Paul) [A. N.]

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10). — *Donne sa démission* de conseiller de l'Union française [25 Janvier 1955] (p. 22).

COQUART (M. Armand) [C. R.]

Est nommé membre de la commission des relations extérieures [12 Janvier 1955] (p. 10).

CORNET (M. Pierre) [C. R.]

Est nommé membre : de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales (ibid) ; de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid). — de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union Française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Dépôts législatifs

Avis, présenté au nom de la commission des affaires financières sur la proposition de M. de Gouyon, Président de la commission de la défense de l'Union française, au nom de cette commission, tendant à inviter le gouvernement de la République française à faire connaître ses projets relatifs à la conception et à l'organisation de la défense de l'outre-mer dans le cadre des réformes de structure de la Défense nationale envisagées [3 Février 1955] (I. n° 38) ; *rapport* fait au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition présentée au nom de l'intercommission chargée d'étudier les raisons, les conditions et les effets de la dévaluation de la piastre indochinoise, tendant à inviter le Gouvernement à compléter les mesures propres à assurer le règlement des dommages de guerre en Indochine [8 Février 1955] (I. n° 44) ; *rapport* fait au nom de la commission des affaires financières, sur : 1° la demande d'avis transmise par M. le Président de l'Assemblée Nationale; 2° la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la France d'outre-mer (dépenses militaires) pour l'exercice 1955 [22 Mars 1955] (I. n° 101) ; *rapport* fait au nom de la commission des affaires financières sur : 1° la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres ; 2° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la France d'outre-mer (dépenses militaires) pour les exercices 1955 et 1956 [7 Juillet 1955] (I. n° 166) ; *rapport* fait au nom de la commission des affaires financières sur : 1° la demande d'avis transmise par M. le président du Conseil des Ministres, 2° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés au ministère de la défense nationale et des forces armées pour les exercices 1955 et 1956 [12 Juillet 1955] (I. n° 177) ; *rapport* fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la proposition tendant à rendre autonomes les services judiciaires du Ministère de la France d'outre-mer et à leur accorder des attributions législatives [21 Juillet 1955] (I. n° 196).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'Outre-mer et les territoires sous tutelle** [27 Janvier 1955] : sur la proposition de M. Antonini de renvoyer la suite de la discussion à une séance ultérieure : répond à M. Coulibaly et à M. Ya Doumbia (p. 47). — **Suite de la discussion** [1er Février 1955] : discussion de l'avis : *son contre-projet tendant à la création d'un comité d'action familiale d'un fonds d'aide à la famille et de centres familiaux à la charge du budget du territoire* (p. 61 et suivantes), le retire (p. 65). — **Suite de la discussion** [3 Février 1955] : *son amendement tendant à ajouter un article 6 bis prévoyant des dispositions légales particulières pour les salariés des entreprises agricoles et forestières* (p. 76). — *Son amendement tendant à disjoindre les articles 7, 12, 13, 14, 15, 16 et 17* (p. 77). — Article 9 : *son amendement tendant à fixer le montant mensuel des allocations familiales* (p. 85, 86). — **Suite de la discussion** [3 Mars 1955] : demande, à l'occasion du procès-verbal de la précédente séance, que soit reprise la discussion de l'article 9 et de son amendement qui s'y rapporte (p. 125). — Article 23 — *Son amendement tendant à remplacer la deuxième phrase de l'alinéa 1er de l'article 23 par la phrase suivante « Elles fonctionnent conformément aux prescriptions « des règements en vigueur sur les sociétés de secours mutuels, ou, « en l'absence de tels règlements, conformément à l'ordonnance 45-« 2456 du 19 octobre 1945 portant statut de la mutualité qui est déclaré « applicable dans les territoires d'outre-mer en celles de ses dispo-« sitions non contraires à la présente loi ».* (p. 130). — Article 24 : *son amendement tendant à rédiger ainsi l'article 24 : « Le service des affaires sociales du territoire est chargé, sous l'autorité du chef de territoire, de contrôler la gestion des caisses de compensation. Les délibérations des conseils d'administration des caisses sont communiquées immédiatement aux chefs de territoire qui peuvent, dans le mois de cette communication, les annuler lorsqu'elles sont contraires à la loi et aux règlements, ou bien de nature à compromettre l'équilibre financier des caisses. Les caisses de compensation sont d'autre part soumises au contrôle du service financier du territoire, du service de l'inspection générale des finances et de la Cour des comptes. »* (p. 131) ; le réduit au 3e alinéa (p. 132). — Article 26 : *son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Le financement des prestations familiales et les frais de gestion des caisses de compensation sont assurés : 1° Par*

les cotisations des employeurs, assises sur l'ensemble des rémunérations perçues par les salariés ; toutefois, les rémunérations dépassant un plafond annuel déterminé ne seront comptées que pour ce montant. Un arrêté du chef de territoire pris après avis de la commission consultative du travail et soumis à l'approbation du ministre de la France d'outre-mer fixera le taux des cotisations et le plafond susvisé; le taux des cotisations sera fixé dans les limites de 5 à 10 p. 100, taux maximum ; 2° Par une taxe spéciale imposée aux entreprises industrielles et commerciales non soumises au payement des cotisations ci-dessus et assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ; le montant de cette taxe, intégralement versé au compte de la caisse de compensation, est fixé par l'assemblée territoriale ; » 3° Eventuellement par des contributions accordées au titre du budget local ou du budget général ; 4° pour l'installation des caisses de compensation et l'organisation de leurs services médico-sociaux par des subventions accordées par les budgets locaux à titre de frais de premier équipement : 5° par des dons et legs ». (p. 132 et 133) ; demande le vote par division : 1re partie, jusqu'à « pour ce montant » (p. 135, 136) ; — retire *son amendement tendant à la suppression du paragraphe 5 du texte de la commission* (p. 138). — Article 28 : retire *son amendement tendant à disjoindre cet article* (p. 139). — Article 29 : *son amendement tendant : I. — A disjoindre le second paragraphe de l'article ». II. — A substituer au dernier paragraphe les dispositions suivantes : « La présente loi ne porte pas dérogation à la compétence des tribunaux de droit commun en matière d'état des personnes. »* (p. 140); en retire la 1re partie (ibid). — Article 36 : *son amendement tendant à modifier la seconde phrase de l'alinéa 1er de l'article 36, ainsi qu'il suit : « Sous réserve que le montant total de la peine ne puisse excéder 300.000 francs cette amende est appliquée autant de fois qu'il y a de travailleurs. » (Le reste sans changement).* (p. 141). — Article 37 : *son amendement tendant à remplacer la première phrase de l'article 37 par la phrase suivante : « Les membres du personnel des caisses de compensation sont passibles d'une peine de 25.000 à 500.000 francs d'amende et d'un à six mois de prison en cas de fraude ou de fausse déclaration dans l'encaissement et la gestion. « (La suite sans changement.)* (ibid). — Article 39 : *son amendement tendant à disjoindre cet article* (p. 142) ; le retire et se rallie à *l'amendement de Mlle Le Ber* (ibid). — Article 40 : *son amendement tendant à : 1° substituer aux chiffres de 1.000 et 20.000, figurant à l'article 40 projeté les chiffres de 5.000 et 100.000 francs ; 2° Remplacer l'avant-dernière phrase de l'article par les dispositions suivantes : « La peine est applicable autant de fois qu'il y a de faits délictueux ».* (ibid) ; répond aux observations de M. Barbé (p. 142 et 143). — Demande une nouvelle délibération de l'article 9 (p. 145). — Est entendu en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires financières dans la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-mer** [17 Mars 1955] (p. 250 et suivantes); — sur la demande de suspension de séance formulée par M. le président de la commission (p. 259). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires financières dans la discussion de la proposition tendant au **règlement des dommages de guerre en Indochine** [17 Mai 1955] (p. 509 et 510); discussion générale (p. 511; — discussion de la proposition : *1er amendement de M. Antonini* (p. 511 et 512) ; *2e amendement de M. Antonini* (p. 512); modification proposée par M. Habib-Deloncle (ibid) — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires financières dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **dépenses militaires du ministère de la France d'outre-mer pour 1955 et 1956** [12 Juillet 1955] (p. 715 et suivantes). — Discussion de l'avis : article 2 — Etat B, Titre III, 4e partie et ch. 34-52. — Retire *l'amendement* portant sur le chapitre (p. 726). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires financières dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **crédits de la défense nationale et des forces armées pour 1955 et 1956** [19 Juillet 1955] (p. 740 et suivantes) : discussion de l'avis : section Air, Titre V, 3e partie, ch. 53-71 : *amendement de la commission saisie pour avis* (p. 749). Chapitre 53-72 : *amendement de la commission saisie pour avis* (p. 750). — Section marine, Titre V, 3e partie, Chapitre 53-73 : *amendement de la commission saisie pour avis* (p. 751). — Section Extrême-Orient : sur la disjonction demandée par la commission saisie pour avis (p. 752). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [28 Juillet 1955] (p. 864). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la législation dans la discussion de la proposition tendant à **l'autonomie des services judiciaires du ministère de la France d'outre-mer** [4 Août 1955 — 2e séance] (p. 911 et suivantes).

COSTES (M. Jean) [A. A.]

Est nommé membre de la commission du Règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles [12 Janvier 1955] (p. 10).

COULIBALY (M. Mamadou) [Côte d'Ivoire]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des affaires sociales (ibid) ; de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid). ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union Française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'Outre-mer et les Territoires sous tutelle** [27 Janvier 1955] : sur la proposition de M. Antonini de renvoyer la suite de la discussion à une séance ultérieure (p. 47). — **Suite de la discussion** [1er Février 1955] : discussion générale (p. 58 et 59). — **Suite de la discussion** [1er Mars 1955] : discussion de l'avis : Article 10 : *amendement de M. Keita tendant à rédiger ainsi le début du deuxième alinéa du paragraphe 1° : « Ne seront pas déduites les absences pour accidents du travail ou maladies professionnelles, pour maladies dûment constatées par un agent du service médical chargé d'une circonscription pour les femmes salariées . . . » :* le retire au profit de la nouvelle rédaction proposée par la commission (p. 103); retire *l'amendement de M. Keita tendant à rédiger ainsi le paragraphe 2° : « Pour les enfants âgés de plus de 16 ans, dans les centres . . . »* (p. 105). — Article 11 : retire *l'amendement de M. Keita tendant à rédiger cet article : « les allocations familiales sont payées au salarié. »* (p. 107). — Article 17 : retire *l'amendement de M. Keita tendant à rédiger ainsi cet article : « L'allocation visée au précédent chapitre est versée à la mère ou à toute autre personne ayant la garde effective de l'enfant ».* **Suite de la discussion** [3 Mars 1955] : Article 26 : retire *l'amendement de M. Keita tendant à rédiger ainsi l'alinéa 1er de l'article : « 1° Par les cotisations des employeurs, dont le taux est fixé par arrêté du chef de territoire après avis de la commission consultative du travail et de l'assemblée territoriale et soumis à l'approbation du ministre de la France d'outre-mer ».* (p. 133). — Explication de vote sur l'ensemble (p. 167). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-mer** [18 Mars 1955] : explication de vote (p. 270). — Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale (p. 308 et 309). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 — 2e séance] : discussion de l'avis : Article 1er : *amendement de M. Rosenfeld : explication de vote* (p. 326) ; son observation (ibid) ; *amendement de M. Bernier* (p. 331) ; *amendement de M. Habib-Deloncle : explication de vote* (p. 335). — Explication de vote sur l'ensemble (p. 351). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [8 Juillet 1955] : suite de la discussion générale (p. 709 et 710). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion générale (p. 771). — Discussion de l'avis : article 1er — Retire *son amendement prévoyant l'élection des membres du conseil au suffrage universel direct* (p. 776). — Article 6 : *amendement de M. Lounda prévoyant les conditions de l'octroi de la personnalité morale* (p. 790). — Le retire (ibid). — Sur l'ensemble : explication de vote (p. 803). — Explication de vote sur l'ensemble après la 2e délibération (p. 807). — Ses observations dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi portant **réorganisation des services de la santé publique dans les Territoires d'outre-mer** [2 Août 1955] : discussion générale (p. 884). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à **l'autonomie des services judiciaires du Ministère de la France d'outre-mer** [4 Août 1955 — 2e séance] : discussion générale (p. 915).

CROUZIER (M. Jean)

Secrétaire d'Etat à la Défense et aux Forces armées.

Remercie M. le Président de séance pour ses souhaits de bienvenue [19 Juillet 1955] (p. 740). — Prend part à la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **crédits de la défense nationale et des forces armées pour 1955 et 1956** [19 Juillet 1955] (p. 740).

D

DABER (M. Jules) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid); de la commission d'instruction (bid); de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union Française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89). — *Donne sa démission* de cette intercommission [12 Juillet 1955] (p. 715).

DARDELLE (M. Maurice) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des relations extérieures (ibid) ; de la commission de comptabilité (ibid).

Dépôts législatifs :

Rapport **fait au nom de la Commission** des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer sur la demande d'avis transmise par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur la proposition de loi de M. André Hugues, Député, portant création d'une académie nationale des sciences sociales [24 Mai 1955] (I. n° 130); *avis* présenté au nom de la commission des relations extérieures, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Pupat et plusieurs de ses collègues, députés, tendant à proclamer le Sahara « territoire national » [26 Juillet 1955] (I. n° 198).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 306, 311). — Intervient, en qualité de vice-président de la commission des relations extérieures dans le règlement de l'ordre du jour de la prochaine séance [24 Mai 1955] (p. 550). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant la **permanence des intérêts français au Fezzan** [26 Mai 1955] : discussion générale (p. 559 et suivantes). — Est entendu, en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi portant **création d'une académie nationale des sciences coloniales** [21 Juin 1955] (p. 578 et suivantes) ; — discussion de l'avis : *amendement de M. Ch. André Julien* (p. 584).

DARLAN (M. Antoine) [Oubangui]

Est nommé membre : de la commission de la défense de l'Union française [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de comptabilité (ibid).

DEDE (M. Pierre) [Haute-Volta]

Est nommé membre : de la Commission des Affaires Economiques [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du Plan, de l'Equipement et des communications (ibid).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la Commission des Affaires économiques, sur la demande d'avis transmise par M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant modification de l'article 13 du décret du 19 mai 1939 sur l'organisation des chemins de fer coloniaux [20 Janvier 1955] (I. n° 13).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la proposition relative au **problème eurasien dans les Etats Associés d'Indochine** [18 Mars 1955] : discussion de la proposition § 1° : *son amendement tendant à insérer : « entre les Eurasiens et les autres Membres » après : « discrimination »* (p. 277). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis : Article 1er : *son amendement tendant à prévoir un nouvel aménagement des délimitations territoriales dans un délai d'un an* (p. 773) : — Article 6 : *amendement de M. Roclore* (p. 793).

DELMAS (M. Louis) [Guinée]

Est élu **Questeur de l'Assemblée de l'Union française** [11 Janvier 1955] (p. 5). — *Est nommé membre* : de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de politique générale (ibid) ; de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [25 Janvier 1955] (p. 32) ; *donne sa démission* de cette commission [3 Mars 1955] (p. 148).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires financières sur la proposition de résolution présentée par M. Antonini au nom de la commission des affaires financières tendant à inviter l'Assemblée nationale à soumettre pour avis à l'Assemblée de l'Union française les divers textes gouvernementaux réformant le régime de l'émission en A.O.F., en A.E.F., au Togo et au Cameroun au moment de leur ratification devant le Parlement [3 Février 1955] (I. n° 42).

Interventions :

Intervient dans la discussion sur la déclaration d'urgence d'une proposition [27 Janvier 1955] (p. 40 et 41). — Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'Outre-Mer et les Territoires sous tutelle** [3 Février 1955] : discussion de l'avis : Article 7 : *Amendement de M. Rogier* (p. 80). — **Suite de la discussion** [1er Mars 1955] : Article 11 : *amendement de M. Deroux* (p. 108). — **Suite de la discussion** [3 Mars 1955] : article 26 : paragraphe 1er : *sous-amendement de M. Odru* : son observation (p. 134) ; *sous-amendement de M. Theetten* : répond à M. Odru (p. 135); *son amendement tendant à rédiger de la façon suivante le paragraphe 3° : « Exceptionnellement par des contributions accordées au titre du budget local »* (p. 137, 138). — Est entendu en qualité de rapporteur du 4e bureau pour la **validation de l'élection par le Conseil général de la Nouvelle-Calédonie de M. Eschenbrenner** [8 Mars 1955] (p. 181). — Est entendu en qualité de rapporteur de la Commission des affaires financières dans la discussion de la proposition de résolution relative à la **réforme du régime de l'émission en A.O.F., en A.E.F., au Togo et au Cameroun** [10 Mars 1955] (p. 212 et 213). — Intervient dans la suite de la discussion d'urgence de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **diverses dispositions d'ordre financier** [31 Mars 1955] : discussion de l'avis : article 42 (p. 420) ; — texte de l'avis : *son amendement tendant à soumettre les arrêtés prévus aux articles 42 et 43 à l'avis conforme des Assemblées Territoriales et Fédérales* (p. 421, 422). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis Article 1er : *son amendement prévoyant la représentation des collectivités et des intérêts locaux* (p. 774, 775); le retire (p. 776). — Est entendu en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires financières dans la discussion de la proposition tendant à la **création d'une caisse de soutien du café et du cacao en A.O.F.** [26 Juillet 1955] (p. 823 et 824) : discussion générale (p. 832).

DELPUECH (M. Vincent) [C. R.]

Est nommé membre de la Commission d'Information [12 Janvier 1955] (p. 11). — *Donne sa démission* de conseiller de l'Union française [28 Juillet 1955] (p. 848).

DEROUX (M. René) [Dahomey]

Est nommé membre : de la commission des affaires sociales [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission du plan, de l'équipement et des communication [1er Mars 1955] (p. 114). — *Donne sa démission* de la commission des affaires sociales [7 Juillet 1955] (p. 673).

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la demande d'avis tranmise par M. le Président du Conseil des Ministres, sur les projets de décrets, présentés par M. le Ministre de la France d'outre-mer : 1° modifiant le décret du 25 mars 1939 portant règlementation de l'emploi des étrangers en Afrique équatoriale française ; 2° modifiant le décret du 11 mars 1939 portant règlementation de l'emploi des étrangers en Afrique Occidentale française [1er Mars 1955] (I. n° 55); *rapport* fait au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à construire un port en eau profonde sur la côte du Dahomey. [31 Mars 1955] (I. n° 110) ; *rapport supplémentaire*, fait au nom de la commission des affaires sociales sur la demande d'avis transmise par M. le Président du Conseil des Ministres, sur les projets de décrets

présentés par M. le Ministre de la France d'outre-mer : 1° modifiant le décret du 25 mars 1939 portant règlementation de l'emploi des étrangers en Afrique équatoriale française ; 2° modifiant le décret du 11 Mars 1939 portant règlementation de l'emploi des étrangers en Afrique occidentale française [12 Mars 1955] (I. n° 117).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [1er Février 1955] : discussion générale (p. 55 et 56); — discussion de l'avis : article 1er : *son amendement tendant à faire bénéficier des prestations les veuves d'allocataires ne travaillant pas* (p. 65). — Article 7 : *son amendement tendant à fixer le taux de l'allocation aux jeunes ménages* (p. 78). — Article 9 : retire *son amendement tendant à fixer le montant mensuel des allocations familiales* (p. 85). — **Suite de la discussion** [1er Mars 1955] : Article 9 : *son amendement tendant à supprimer le 3e alinéa :* le retire (p. 102). — Article 11 : *son amendement tendant à rédiger comme suit le 1er alinéa : « les modes d'attribution des allocations familiales seront déterminés par arrêté du chef de territoire pris après avis de la commission consultative du travail et sur délibération de l'assemblée territoriale. » (Le reste sans changement)* (p. 107); — Art. 15 : *son amendement tendant à ajouter un 5e alinéa ainsi rédigé : « Le montant de cette allocation est égal au triple du salaire mensuel du travailleur »* (p. 110 et 111); Art. 16 : retire *son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Un arrêté du chef de territoire fixera les conditions d'attribution des allocations de maternité, qui sont subordonnées à l'inscription des enfants sur le registre de l'état civil, ou à la déclaration prévue à l'article 10 ci-dessus et à la consultation des nourrissons prévue au quatrième paragraphe de l'article 10 ».* (p. 111). — **Suite de la discussion** [3 Mars 1955] : demande une 2e lecture de l'art. 8 (p. 148). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales dans la discussion de la demande d'avis sur les projets de décrets relatifs à la **règlementation de l'emploi des étrangers en Afrique Occidentale française et en Afrique Equatoriale française** [10 Mai 1955] (p. 462); discussion générale : répond à M. A. Bidet (p. 463) et à M. Rosenfeld (ibid). — **Suite de la discussion** [12 Mai 1955] : son rapport supplémentaire (p. 478); — discussion de l'avis : 1er décret : *1er amendement de M. Pialoux* (p. 480) ; 2e décret : *1er amendement de M. Pialoux* (p. 482) ; *2e amendement de M. Pialoux* (ibid). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission du plan dans la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un port en eau profonde au Dahomey** [24 Mai 1955] (p. 541 et 542). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi portant **réorganisation des services de la santé publique dans les territoires d'outre-mer** [2 Août 1955] : discussion générale (p. 882 et 883) — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission du plan de la suite de la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un port en eau profonde au Dahomey** [4 Août 1955] : suite de la discussion générale (p. 901). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [21 Juin 1955] (p. 577).

DIALLO (M. Abdoulaye) [Guinée]

Est nommé membre : de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10); de la Commission de la Législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales (ibid).

Intervention :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [1er Février 1955] : discussion générale (p. 55).

DJIMADOUMBAYE (M. Dono) [Tchad]

Est nommé membre de la commission d'information [12 Janvier 1955] (p. 11).

DOAN HUU GIAM (M.) [Viet-Nam]

Sa désignation est validée [8 Mars 1955] (p. 184). — *Est nommé membre :* de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission de comptabilité (ibid).

DO HUU THINH (M.) [Viet-Nam]

Préside, en qualité de **doyen d'âge,** la séance du 11 janvier 1955 (p. 1). — Déclare ouverte, en qualité de Président d'âge, la session de 1955 [11 janvier 1955] (p. 2). — Son discours d'ouverture de la session [11 janvier 1955] (p. 2 et 3) (I. n° 1). — Sa désignation est validée [8 Mars 1955] (p. 184). — *Est nommé membre :* de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission de la défense de l'Union française (ibid).

DORANGE (M. Michel) [Haute-Volta]

Est nommé membre : de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid).

DUBOIS (M. Marcel) [Soudan]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des affaires sociales (ibid).

DUMAS (M. Charles) [A. N.]

Décédé le 4 mai 1955 [5 Mai 1955] (p. 446).

DUPUY (M. Marceau) [A. N.]

Est nommé membre de la Commission des affaires sociales [12 Janvier 1955] (p. 10).

DUSSEAULX (M. Roger) [A. N.]

Est nommé membre de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10)

Interventions :

Intervient en qualité de président de la commission des affaires économiques dans la discussion sur la déclaration d'urgence de la propoition relative à la **fermeture de la manufacture des textiles oranaise** [25 Janvier 1955] (p. 23); fixation du moment de la discussion (ibid). — **Discussion d'urgence :** discussion générale (p. 31). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires économiques dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la **tenue des livres de commerce dans les Territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun** [25 Janvier 1955] : discussion générale (p. 28 et 29) ; répond à M. R. Barbé (p. 29), à M. Pialoux (ibid). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires économiques dans le règlement de l'ordre du jour de la prochaine séance [1er Février 1955] (p. 68). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires économiques saisie pour avis dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [3 Février 1955] : discussion de l'avis : Art. 7 : *amendement de M. Rogier* (p. 80). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires économiques, au sujet d'une proposition de renvoi de la suite de la discussion d'une affaire à une séance ultérieure [10 Mars 1955] (p. 220). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires économiques au sujet d'une demande d'interversion de l'ordre du jour [18 Mars 1955] (p. 274). — Intervient dans la discussion de la proposition relative au **problème eurasien dans les Etats Associés d'Indochine** [18 Mars 1955] : discussion de la proposition : § 3e ; *propose de remplacer : « d'étudier simultanément . . » par « d'étudier avec chacun des trois Etats Associés... »* (p. 277). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires économiques dans la suite de la discussion des propositions relatives aux **relations économiques entre la France et les Etats Associés** [18 Mars 1955] : suite de la discussion générale (p. 280, 281 et 282) ; — discussion de la proposition : *amendement de M. W. Bazé* (p. 283)); *amendement de M. Charles-Cros* (p. 284); sur la date de la suite de la discussion (p. 284, 285). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955] : 5e alinéa : *amendement de M. Charles-Cros ; propose la rédaction suivante : « Prend acte des accords culturels et économiques conclus entre la France et la république démocratique du Viet-Nam, et regrette que, dans le passé, il n'ait pas toujours été tenu compte de la consultation nécessaire des organisations professionnelles des entreprises d'Indochine ».* (p. 292); modification proposée par M. Habib-Deloncle (ibid) et par M. Charles-Cros (ibid); *propose la rédaction définitive suivante : « Prend acte des accords culturel et économique conclus entre la France et la République démocratique du Viet-Nam, et souhaite que dans l'avenir des dispositions de cette nature soient prises après consultation des organisations professionnelles d'Indochine intéressées ».* (p. 292 et 293) ; 6e alinéa : *amendement de M. Charles-Cros modifié par M. le Rapporteur* (p. 293) ; 8e alinéa : *amendements de M. W. Bazé et de M. Charles-Cros* (p. 294 et 295); son observation sur le texte transac-

tionnel proposé (p. 295). Son intervention au moment des explications de vote sur l'ensemble (p. 297 et 298). — Intervient en qualité de président de la Commission des affaires économiques dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à la **réorganisation du commerce extérieur** [24 Mars 1955] : répond à M. Barbé expliquant son vote (p. 370). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires économiques dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de résolution relative à **l'exportation des produits laitiers dans les Territoires d'outre-mer et l'Union française** [29 Mars 1955] : discussion générale (p. 407). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires économiques saisie pour avis dans la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un port en eau profonde au Dahomey** [24 Mai 1955] : discussion générale : répond à M. Hazoumé (p. 544). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires économiques dans la discussion de la proposition tendant à l'octroi d'une **aide financière à l'Algérie** [5 Juillet 1955 — 1re séance] : discussion générale (p. 625, 627, 632, 633, 634). — Est entendu en qualité de président et rapporteur suppléant pour avis de la commission des affaires économiques dans la discussion de la proposition tendant à la **création d'une caisse de soutien du café et du cacao en A.O.F.** [26 Juillet 1955] (p. 824 et suivantes) ; discussion générale (p. 829, 830). — Est entendu en qualité de président et rapporteur suppléant pour avis de la commission des affaires économiques dans la discussion de la proposition relative à **l'organisation de la pêche maritime en Côte française des Somalis** [2 Août 1955] (p. 870 et 871).

DUVAL (M. François) [Martinique]

Est nommé membre : de la commission de l'Agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales (ibid); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (ibid).

Dépôt législatif :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à coordonner la production et la consommation du sucre dans l'Union française [1er Mars 1955] (I. n° 66).

Intervention :

Intervient dans la discussion de la proposition tendant à assurer le service des **prestations familiales aux marins de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion** [4 Août 1955 — 2e séance] : discussion générale (p. 908 et 909).

DUVEAU (M. Roger)

Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer.

Répond à la place de M. le Ministre chargé des Relations avec les Etats Associés aux questions orales de M. Max André relatives à la **situation dans le Nord-Vietnam** [27 Janvier 1955] (p. 37).

E

EBOUE-TELL (Mme Eugénie) [C. R.]

Est nommée membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission des affaires sociales [25 Janvier 1955] (p. 32).

EGRETAUD (M. Marcel) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (ibid); de la commission de comptabilité (ibid).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion des propositions relatives aux **relations économiques entre la France et les Etats Associés** [22 Mars 1955] : explication de vote (p. 296). Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 300, 302, 310, 311, 312, 313, 314). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 — 2e séance] : discussion de l'avis : *contre-projet de M. Lachenal ainsi conçu : TITRE I — Article 1er — Sont amnistiés les faits ayant ou pouvant donner lieu à des condamnations prononcées par les juridictions françaises siégeant en dehors du territoire métropolitain ou à des poursuites devant ces juridictions, lorsque ces faits, quelle que soit la qualification juridique qui leur a été donnée, ont été accomplis dans le but d'exercer les droits et libertés évoqués ou prévus par la Charte de l'Atlantique, la Charte des Nations Unies, la Constitution de la République française, la déclaration universelle des Droits de l'homme et notamment la liberté d'opinion et d'expression de réunion, de la presse, le droit de pétition, la liberté d'association, la liberté syndicale, le droit de grève ou en général, accomplis à l'occasion d'actions tendant à l'exercice de la démocratie des libertés, à l'accomplissement du progrès social parmi les peuples, à l'unification ou à l'indépendance nationale. — TITRE II. — Art. 2. — Sont amnistiées de plein droit les infractions commises 1° — en Algérie, à l'occasion des événements dits du Constantinois et de Kabylie (Mai 1945), du « complot » de 1950 et de ses suites judiciaires en 1951-1952, des événements de 1954, des campagnes électorales postérieurement au 1er Janvier 1945, ainsi que toutes infractions tombant sous le coup des articles 80 (alinéa 1er) et 83 du Code Pénal. — 2° a Madagascar, à l'occasion des événements dits de Sobotsy-Namehana, de Tananarive, des 19 mai et 24 juin 1946, d'Andrarangavola , etc . . . des événements dit : rébellion de Madagascar de 1947-1948, à l'occasion des campagnes électorales postérieurement au 1er Janvier 1945. — 3° En Afrique Noire, à l'occasion des faits suivants : événements de Côte d'Ivoire (1949-1950) ; manifestations d'avril-mai 1950 à Dakar ; grèves de Conakry (9 et 10 Juin 1950) ; affaires de Vogan (Togo) 1951) ; affaires de Bebalem (Tchad) et affaires annexes (mars-avril 1952) ; affaires de Berbérati (Oubangui-Chari) septembre 1954 ; conflits du travail et campagnes électorales postérieurement au 1er janvier 1945. 4° — à l'Ile de la Réunion à l'occasion des événements de janvier-février 1950 et des grèves et campagnes électorales postérieurement au 1er janvier 1945. 5° à la Guadeloupe à l'occasion des événements dits du Moule de février 1952 et des grèves et campagnes électorales postérieurement au 1er Janvier 1945. 6° à la Martinique à l'occasion des grèves et campagnes électorales postérieurement au 1er Janvier 1945. — TITRE III. — Art. 3. — Sont amnistiés de plein droit les faits qualifiés infractions ayant ou pouvant donner lieu à des condamnations prononcées par les juridictions françaises siégeant en dehors du territoire métropolitain ou des poursuites devant les juridictions qui sont prévues ou réprimées par les textes suivants : — atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat — articles 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85 et 86 du Code pénal. — Décret-loi du 20 mars 1939 relatif aux informations militaires — décret-loi du 21 avril 1939 sur les propagandes étrangères. — Décret-loi du 24 juin 1939 sur la distribution et la circulation des tracts de provenance étrangère. Décret loi du 11 juillet 1952 étendant la répression de toutes les atteintes à la Sûreté extérieure de l'Etat aux actes commis au préjudice des puissances signataires du traité de l'Atlantique nord. Atteinte à la Sûreté intérieure de l'Etat. Articles 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 103, 104 du Code pénal. — Rebellion. Articles 209 à 221 du Code pénal. — Outrages : art. 222, 223, 224, 225, 230, 231, 232, 233 du Code pénal. Art. 313 du Code pénal (instigateurs de réunions séditieuses). Art. 414 et 415 (entraves à la liberté du travail). Loi du 10 avril 1831 contre les attroupements. Loi du 7 juin 1898 sur les attroupements. Loi du 9 août 1849 sur l'état de siège. Décret-loi du 23 octobre 1935 sur le renforcement des mesures relatives au maintien de l'ordre. Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Loi du 11 juillet 1887 concernant la diffamation et l'injure commises par correspondances postales et télégraphiques circulant à découvert. Loi du 28 juillet 1894 ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes. Décret du 4 décembre 1930 complétant et modifiant à Madagascar et dépendances les articles 61 et 91 du Code pénal. Décret du 30 mars 1935 dit décret Regnier. Loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre et lois successives qui l'ont prorogée. Décret N° 47-1730 du 2 septembre 1947. Texte concernant les délits commis en violation des dispositions légales applicables en matière de propagande électorale en vertu des dispositions des lois du 20 mars 1914, du 8 juin 1923 de l'ordonnance N° 1838 du 17 août 1945, chapitre V de la loi du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale titre V et de la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection du Conseil de la République (article 11). — Art. 4. — Sont également amnistiés de plein droit les faits qualifiés infractions ayant ou pouvant donner lieu à des condamnations prononcées par les juridictions françaises siégeant en dehors du territoire métropolitain ou à des poursuites devant ces juridictions qui sont prévus ou réprimés par les textes suivants : Code pénal — art. 61 (recel de délinquants); 62 (non dénonciations de crime) ; 63 (non assistance à personne en péril) à l'exception toutefois de l'alinéa 3 ; 123, 124, et 125 (coalition de fonctionnaires) ; 197 (fonctionnaire exerçant ses fonctions malgré suspen-*

sion ou révocation, 257 (dégradation de monuments) 258 (imixtion dans les fonctions publiques), 265, 266, et 267 (association de malfaiteurs), 283 à 286 (délit commis par voie d'écrit sans nom d'auteur ou d'imprimeur), 306, 307, et 308 (menaces), 309 310 et 311 (coups et blessures), 373 (dénonciations calomnieuses) ; 440 à 444 (pillage et dégradations). Lois spéciales — loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association. Loi du 30 décembre 1906 sur les ventes ou déballages complétant la loi du 25 juin 1841; loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées. Décret du 26 juillet 1791 sur l'action de la force publique contre les attroupements. Ordonnance du 2 novembre 1945 sur les étrangers. Décret du 30 juin 1946 sur les étrangers. Loi du 24 mai 1834 sur les détentions d'armes et munitions de guerre. Loi du 19 juin 1871 sur la fabrication des armes de guerre (article 3). Loi du 10 janvier 1936 sur le port des armes prohibées. Décrets-Lois des 18 avril 1939 et 4 août 1939 sur le matériel de guerre. Délits et contraventions en matières forestière et agricole. Loi du 2 avril 1930 sur l'état civil des indigènes, article 11. — Art. 5. — Sont également amnistiés de plein droit les faits qualifiés infractions, ayant ou pouvant donner lieu à des condamnations prononcées par les juridictions françaises siégeant en dehors du territoire métropolitain ou à des poursuites devant ces juridictions, qui sont prévus ou réprimés par les textes suivants du code de justice militaire : art. 204 (révolte). Art. 205 (refus d'obéissance). Art. 209 (outrage envers un supérieur). Art. 212 (rebellion contre la force armée). Art. 230 (violation de consignes) Art. 232 (absence d'un militaire aux audiences du Tribunal militaire où il est appelé à siéger, ou refus de siéger). — TITRE IV. — Art. 6. — Sont amnistiés de plein droit toutes les infractions commises antérieurement à la promulgation de la présente loi ayant ou pouvant donner lieu à des condamnations par les juridictions françaises siégeant en dehors du territoire métropolitain, lorsque ces condamnations n'ont pas dépassé ou ne peuvent dépasser deux ans d'emprisonnement. — Art. 7. — Sont amnistiées de plein droit les infractions commises antérieurement à la promulgation de la présente loi, par des anciens combattants des guerres de 1914-1918 et 1939-1945, ayant ou pouvant donner lieu dans les conditions de l'article 8 à des condamnations inférieures ou égales à 5 ans d'emprisonnement. — TITRE V — Art. 8 — Sont amnistiées de plein droit toutes les peines accessoires et complémentaires aux peines principales dont la remise est prévue par la présente loi. — Art. 9 — Sont annulées toutes les sanctions administratives et disciplinaires prises en conséquence où à l'occasion des faits amnistiés ou prises à l'encontre de personnes qu'animait l'esprit visé à l'article 1 de la présente loi, que ces personnes aient ou non fait l'objet de poursuites ou de condamnations pénales. Les personnes sanctionnées et bénéficiaires de la présente loi seront réintégrées dans leurs droits et postes. — Art. 10. La présente amnistie entraîne remise des frais de poursuites et d'instances avancés par l'Etat. — Art. 11 — Les réparations civiles ne pourront être poursuivies contre ceux qui ont bénéficié de l'amnistie en vertu d'une quelconque des dispositions de la présente loi lorsqu'ils auront agi dans le but ou à l'occasion des actions énoncées à l'article 1er. — Art. 12 — Tout militaire des armées de terre, de mer et de l'air qui aura perdu son grade, ses décorations ou ses droits à pension en vertu d'une condamnation prononcée pour des faits amnistiés par la présente loi sera de plein droit reintégré dans les dits grades, décorations ou droits à pensions. — Art. 13 — L'amnistie ne peut, en aucun cas, mettre obstacle à l'action en révision devant toute juridiction compétente en vue de faire établir l'innocence du condamné. — Art. 14. Toute personne ayant bénéficié de l'amnistie du fait des condamnations ayant entraîné sa radiation des listes électorales sera rétablie de plein droit dès la promulgation de la présente loi ou sur la décision individuelle d'amnistie sur les listes électorales de la commune où il est habilité d'exercer ses droits civiques. — Art. 15 — Il est interdit à tout magistrat ou fonctionnaire de l'ordre administratif et ce à peine de sanction disciplinaire pouvant aller jusqu'à la révocation ou la destitution de rappeler ou de laisser subsister, sous quelque forme que ce soit, dans un dossier judiciaire ou de police, ou dans tout document quelconque, les condamnations, les peines disciplinaires et déchéances effacées par l'amnistie. Seules les minutes des jugements ou arrêtés déposées dans les greffes échappent à cette interdiction. Il est interdit, sous les mêmes peines que ci-dessus, de rappeler ou de laisser subsister sous quelque forme que ce soit dans tout dossier administratif ou tout autre document quelconque concernant les fonctionnaires, agents, employés ou ouvriers des services publics ou concédés, les peines disciplinaires effacées par l'amnistie. — Art. 16. Les contestations sur le bénéfice de la présente amnistie sont soumises aux règles de compétence et de procédure prévues par les articles 590 et suivants du code d'instruction criminelle. — Art. 17 — la présente loi est applicable aux territoires d'outre-mer aux départements d'outre-mer, à l'Algérie au Cameroun et au Togo. — Art. 18. — à l'égard du Maroc, de la Tunisie, et en général des territoires autres que ceux cités au précédent article, des décrets détermineront les conditions d'application de la présente loi. Ces décrets devront intervenir dans un délai de deux mois à compter de la promulgation de la présente loi. (p. 321 et 322, 323). — Art. 3 : *amendement de M. Boiteau : explication de vote* (p. 340). - Intervient dans la discussion de la proposition tendant à assurer le service des **prestations familiales aux marins de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion** [4 Août 1955 — 2e séance] : explication de vote (p. 909). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à **l'autonomie des services judiciaires du Ministère de la France d'outre-mer** [4 Août 1955 — 2e séance] : discussion générale (p. 915); — sur la demande de renvoi en commission : demande un scrutin (p. 916).

ESCHENBRENNER (M. Louis) [Nouvelle-Calédonie]

Son élection est validée [8 Mars 1955] (p. 181). — *Est nommé membre :* de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission des affaires sociales (ibid). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 10 mai 1955 (p. 462) ; à la séance du 21 juin 1955 (p. 577).

F

FADDA (M. André) [Constantine]

Est nommé membre : de la commission de politique générale [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission d'instruction (ibid).

FILLON (M. René) [C. R.]

Est nommé membre de la commission du plan, de l'équipement et des communications [12 Janvier 1955] (p. 10).

FLEURY (M. Jean) [C. R.]

Est nommé membre : de la commission de la défense de l'Union française [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du plan, de l'équipement et des communications (ibid).

Dépôt législatif :

Avis, présenté au nom de la commission du plan, de l'équipement, et des communications, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'assemblée nationale sur la proposition de loi de MM. Saller et Armengaud, sénateurs, tendant à règlementer les investissements de capitaux étrangers dans la France métropolitaine, dans les départements et territoires d'outre-mer [21 Juillet 1956] (I. n° 197).

Interventions :

Est entendu en qualité de rapporteur par intérim de la commission du plan dans la discussion de la proposition relative aux **installations portuaires du Cambodge** [10 Mars 1955] (p. 205 et 206). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-mer** [18 Mars 1955] : explication de vote (p. 270). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à l'octroi d'une **aide financière à l'Algérie** [5 Juillet 1955 — 1re séance] : discussion générale (p. 630 et 631).

FOCCART (M. Jacques) [C. R.]

Obtient un congé [23 Juin 1955] (p. 585).

FONTANET (M. Joseph) [A. N.]

Est élu **Secrétaire de l'Assemblée de l'Union française** [11 Janvier 1955] (p. 5). — *Est nommé membre :* de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission de la défense de l'Union française (ibid).

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission de la défense de l'Union française sur : 1° la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres ; 2° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la France d'outre-mer (dépenses militaires) pour les exercices 1955 et 1956 [7 Juillet 1955] (I. n° 168).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la proposition de résolution relative à la **réforme du régime de l'émission en A.O.F. en A.E.F., au Togo et au Cameroun** [10 Mars 1955] : discussion générale (p. 213). — Est entendu en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires financières dans

la discussion de la proposition tendant à **l'augmentation des crédits du F.I.D.E.S. pour l'aéronautique des Territoires d'outre-mer** [12 Mai 1955] (p. 485). — Est entendu en qualité de rapporteur pour avis de la commission de la défense de l'Union française dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **dépenses militaires du Ministère de la France d'outre-mer pour 1955 et 1956** [12 Juillet 1955] (p. 719 et 720). — Est entendu en qualité de rapporteur pour avis de la commission de la défense de l'Union française dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **crédits de la défense nationale et des forces armées pour 1955 et 1956** [19 Juillet 1955] (p. 746 et 747); — discussion de l'avis : Section Air, Titre V, 3e partie, chapitre 53-71 ; demande une réduction indicative de 1.000 francs (p.749, 750). — Chapitre 53-72 : demande une réduction indicative de 1.000 francs (p. 750). — Section marine, titre V, 3e partie, chapitre 53-73 : demande une réduction indicative de 1.000 francs (p. 751). — Section Extrême-Orient : demande la disjonction (p. 752, 753).

FREY (M. Roger) [A. N.]

Est nommé membre de la commission de la défense de l'Union française [12 Janvier 1955] (p. 10).

G

GALIMAND (M. Lucien) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission de la défense de l'Union française [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de politique générale (ibid).

Intervention :

Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercles dans les territoires d'outre-mer** [17 Mai 1955] : discussion de l'avis : *contre-projet de M. Charles-Cros :* son rappel au règlement sur une demande de renvoi en commission (p. 525).

GAY (M. Marcel) [Madagascar]

Est nommé membre : de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission du plan, de l'équipement et des communications (ibid).

GEORGET (M. André) [C. R.]

Est nommé membre : de la commission de la défense de l'Union française [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de comptablité (ibid).

Intervention :

Est entendu, en qualité de rapporteur pour avis de la commission de la défense de l'Union française, dans la suite de la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un aérodrome à Tahiti.** [24 Mars 1955] (p. 378).

GERVAIN (M. Pierre) [Saint-Pierre et Miquelon]

Est nommé membre : de la Commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10); de la commission des affaires sociales (ibid); — *donne sa démission* de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [20 Janvier 1955] (p. 16).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la demande d'avis transmise par M. le Président de l'Assemblée Nationale, sur le projet de loi tendant à l'adoption de mesures concourant à la protection de la santé publique [1er Mars 1955] (I. n° 54).

Intervention :

Est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la **protection de la santé publique** [24 Mars 1955] (p. 370 et suivantes); — discussion générale (p. 372).

GORSE (M. Georges) [A. N.]

Est nommé membre de la commission des relations extérieures [12 Janvier 1955] (p. 10).

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des relations extérieures, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à refuser tout accord avec l'Etat libyen qui ne consacrerait pas la permanence des intérêts français (stratégiques et économiques) au Fezzan [31 Mars 1955] (I. n° 111); *rapport* fait au nom de la commission des relations extérieures, sur la proposition tendant à demander au Gouvernement d'assurer une participation importante de la République française à l'exposition internationale d'Addis-Abéba en 1956 [17 Mai 1955] (I. n° 127).

Interventions :

Est entendu, en qualité de rapporteur de la commission des relations extérieures, dans la discussion de la proposition concernant la **permanence des intérêts français au Fezzan** [26 Mai 1955] (p. 555 et suivantes). — Est entendu, en qualité de rapporteur de la commission des relations extérieures, dans la discussion de la proposition concernant la **participation française à l'exposition internationale d'Addis-Abéba** [26 Mai 1955] (p. 572 et 573).

GOUYON (M. Jean de) [C. R.]

Est nommé membre de la commission de la défense de l'Union française [12 Janvier 1955] (p. 10).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'inclure dans tout projet de loi portant organisation de la défense nationale et des forces armées des dispositions permettant d'assurer efficacement la défense de l'outre-mer [5 Juillet 1955] (I. n° 157). — Urgence [12 Juillet 1955] (p. 721). — *Rapport* fait au nom de la commission de la défense de l'Union française sur la demande d'avis transmise par M. le Président du Conseil des Ministres, sur le projet de loi portant organisation générale de la défense nationale et des forces armées [23 Juin 1955] (I. n° 149) ; *rapport d'information* fait au nom de la commission de la défense de l'Union française, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission, sur l'état de la défense en Côte française des Somalis, à Madagascar et au Tchad [7 Juillet 1955] (I. n° 165).

Interventions :

Intervient en qualité de président de la commission de la défense de l'Union française dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [27 Janvier 1955] : sur la proposition de M. Antonini de renvoyer la suite de la discussion à une séance ultérieure : demande l'inscription d'une affaire en tête de l'ordre du jour (p. 45, 46) ; retire sa demande (p. 47). — Intervient en qualité de président de la commission de la **défense de l'Union française** dans la discussion de la demande d'avis sur la propoition de loi relative aux **Français tombés en service commandé en Afrique du Nord** [8 Mars 1955] : discussion de l'avis : *amendement de M. Bégarra : demande qu'il y soit ajouté, in fine « ... en Afrique du Nord »* (p. 187 et 188) ; demande une réunion de la commission (p. 189) ; — *Nouvelle rédaction de l'amendement de M. Bégarra ; propose de remplacer « assimilé » par « et autres agents de l'autorité »* (ibid). — 1re partie : répond à M. R. Barbé (ibid) ; — 3e partie : *sous-amendement de M. Barbé* (ibid) ; — 4e partie demande de disjonction par M. R. Barbé (p. 190). — Intervient en qualité de président de la commission de la défense de l'Union française dans la discussion de la proposition tendant à **l'attribution de la croix de guerre aux drapeaux des écoles du service de santé de Lyon et de Bordeaux** [8 Mars 1955] : discussion générale (p. 196). — Intervient en qualité de président de la commission de la défense de l'Union française dans la discussion de la proposition **relative à la défense de l'outre-mer** [17 Mars 1955] : discussion générale : demande une suspension de séance (p. 258) ; sur la date de la suite de la discussion (p. 259). — **Suite de la discussion** [18 Mars 1955] : suite de la discussion générale (p. 267) ; discussion de la proposition : *propose de remplacer au dernier paragraphe « ... de crédits de la section V (dépenses d'Indochine) » par « ... des crédits affectés aux forces françaises d'Extrême-Orient »* (p. 269) ; demande un scrutin sur l'ensemble (p. 271). — Intervient en qualité de président de la commission de la défense de l'Union Française dans la discussion d'une demande de désignation d'une **mission d'information** [29 Mars 1955] (p. 404). — Intervient en qualité de président de la commission de la défense de l'Union française dans

le règlement de l'ordre du jour de la prochaine séance [24 Mai 1955] (p. 549). — Intervient en qualité de président de la défense de l'Union française, dans le règlement de l'ordre du jour de la prochaine séance [23 Juin 1955] (p. 599). — Est entendu en qualité de président et rapporteur de la commission de la défense de l'Union française dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'organisation de la défense nationale et des forces armées** [28 Juin 1955] (p. 602 et 603) ; discussion générale : sur sa demande de renvoi de la question à une séance ultérieure (p. 604) ; demande le renvoi en commission (p. 605). — Intervient en qualité de président de la commission de la défense de l'Union française saisie pour avis dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **dépenses militaires du ministère de la France d'Outre-mer pour 1955 et 1956** [12 Juillet 1955] : explication de vote (p. 729). — Intervient en qualité de président de la commission de la défense de l'Union française dans la discusion sur la déclaration d'urgence de la proposition tendant à **inclure la défense de l'outre-mer dans l'organisation de la défense nationale** [12 Juillet 1955] (p. 721) ; sur le moment de la discussion (ibid). — **Discussion d'urgence** : son rapport en qualité de rapporteur suppléant (p. 730) ; discussion de la proposition : *amendement de M. Schneider* (p. 732). — Intervient en qualité de président de la commission de la défense de l'Union française saisie pour avis dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **crédits de la défense nationale et des forces armées pour 1955 et 1956** [19 Juillet 1955] : discussion de l'avis : section Air, Titre V, 3e partie, chapitre 53-71 : *amendement de la commission saisie pour avis* (p. 749). — Section marine (p. 750 et 751). — Titre V, 3e partie, chapitre 53-71 : *amendement de la commission saisie pour avis* (p. 751). — Section Extrême-Orient : sur la demande de disjonction (p. 752, 753, 754). — Demande un scrutin (p. 754).

GRIAULE (M. Marcel) [A. N.]

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10).

Interventions :

Intervient en qualité de président de la commission des affaires culturelles **dans la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une mission d'information sur l'éducation de base en A.O.F.** [25 Janvier 1955] : discussion générale : répond à M. Cazelles (p. 24), à MM. A. Bidet et Héline (p. 25 et 26) ; discussion de la proposition de résolution : *amendement de Mlle Le Ber* (p. 27). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion générale : ses observations (p. 771) ; discussion de l'avis : article 1er : *amendement de M. Dède* : ses observations (p. 774). — Article 6 : *amendement de M. Roclore* : son observation (p. 793). — Est entendu en qualité de président et rapporteur de la commission des affaires culturelles dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi portant **réorganisation des services de la santé publique dans les territoires d'outre-mer** [2 août 1955] (p. 881 et 882) : discussion générale : ses observations (p. 883 384).

GUILLABERT (M. André) [Sénégal]

Est nommé membre : de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du plan, de l'équipement et des communications (ibid) ; de la commission du règlement des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Interventions :

Intervient dans la discussion d'urgence de la proposition relative à la **fermeture de la manufacture des textiles oranaise** [25 Janvier 1955] : explication de vote (p. 32). — Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [27 Janvier 1955] : sur la proposition de M. Antonini de renvoyer la suite de la discussion à une séance ultérieure (p. 46). — **Suite de la discussion** [3 Février 1955] : discussion de l'avis : Art. 3 : *amendement de M. Rogier* (p. 75) ; son observation à M. Antonini (ibid) ; Art. 6 bis proposé en *amendement par M. Cornet* (p. 76 et 77). — Art. 7 : *amendement de M. Rogier* (p. 78 et 79). — *Amendement de M. Bernier* retiré puis repris (p. 81). — *Son sous-amendement tendant à remplacer « avis » par « délibération »* (ibid). — Art. 9 : *amendements de M. Keita, de M. Odru et de M. Rogier : explication de vote* (p. 87). — **Suite de la discussion** [1er Mars 1955] : Art. 10 : *amendement de M. Toujas : explication de vote* (p. 105). — Art. 11 : *amendement de M. Deroux explication de vote* (p. 108 et 109). — Art. 17 : *amendement de M. Habib-Deloncle :* son observation (p. 112). — Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale (p. 306, 309). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [8 Juillet 1955] : suite de la discussion générale (p. 696 et suivantes, 702).

GUIRANDOU N'DIAYE (M.) [Côte d'Ivoire]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des affaires sociales (ibid.).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [1er Février 1955] : discussion générale (p. 57). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du titre VIII de la Constitution** [7 Juillet 1955 - 2e séance] : suite de la discussion générale (p. 684 et 685). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis Article 1er, 3e alinéa : *amendement de M. Charles-Cros :* explication de vote (p. 780) ; *son amendement prévoyant la suppression des conseils de notables au moment de la création des conseils* (p.781) ; le retire (p. 782).

GUITER (M. Jean) [C. R.]

Est nommé membre : de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de la défense de l'Union française (ibid).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à conférer la Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs aux drapeaux de l'Ecole du service de santé militaire de Lyon et de l'Ecole principale du service de santé de la marine à Bordeaux [20 Janvier 1955] (I. n° 8). — *Rapport* fait au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la demande d'avis transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. André Mutter, député, tendant à faire reconnaître la mention « Mort pour la France » aux Français tombés en service commandé en Afrique du Nord [1er Mars 1955] (I. n° 56) ; *avis* présenté au nom de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts, sur la demande d'avis transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier [31 Mars 1955] (I. n° 107) ; *rapport* fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition invitant le gouvernement à appliquer dans les départements d'outre-mer la législation métropolitaine en matière de chambres d'agriculture [12 Mai 1955] (I. n° 119).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [3 Mars 1955] : discussion de l'avis ; Art. 26 : *amendement de M. P. Cornet,* 1re partie : demande un scrutin (p. 136). — Est entendu, en qualité de rapporteur de la commission de la défense de l'Union française, dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi relative aux **Français tombés en service commandé en Afrique du Nord** [8 Mars 1955] (p. 185 et 186) ; discussion de l'avis : *amendement de M. Bégarra : propose de le compléter comme suit : « ... tombés en service commandé sur un théâtre d'opérations de l'Union française »* (p. 188) ; répond à M. Charles-Cros (ibid) et à M. Ya Doumbia (ibid). — Intervient dans la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-**

mer [17 Mars 1955] : ses observations (p. 247, 248, 250, 251) ; discussion générale : ses observations (p. 252, 253, 254, 255 256, 257). — **Suite de la discussion** [18 Mars 1955] : suite de la discussion générale (p. 267 et 268) ; ses observations (p. 268, 269). — Intervient en qualité de vice-président de la commission de l'agriculture dans la discussion d'urgence de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **diverses dispositions d'ordre financier** [29 Mars 1955] : *Motion préalable de M. Cazelles :* ses observations (p. 393) ; demande que la commission de l'agriculture soit saisie pour avis (p. 395). — Intervient en qualité de vice-président de la commission de l'agriculture saisie pour avis dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de résolution relative à **l'exportation des produits laitiers dans les Territoires d'outre-mer et l'Union française** [29 Mars 1955] : ses observations (p. 404, 406). — Est entendu en qualité de vice-président et rapporteur pour avis de la commission de l'agriculture dans la suite de la discussion d'urgence de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **diverses dispositions d'ordre financier** [31 Mars 1955] (p. 415 et suivantes) ; texte de l'avis : *amendement de M. L. Delmas* (p. 422). — Intervient en qualité de vice-président de la commission de l'agriculture dans la discussion de la proposition relative au **stage de coopération et de mutualité agricole dans la métropole** [31 Mars 1955] : discussion générale (p. 423). — Intervient en qualité de vice-président de la commission de l'agriculture dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à la **ratification de la convention phyto-sanitaire pour l'Afrique au Sud du Sahara** [31 Mars 1955] : ses observations (p. 425). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'outre-mer** [5 Mai 1955] : discussion générale : sur le moment de l'examen du *contre-projet de M. Charles-Cros* et la date de la suite de la discussion : ses observations (p. 456, 457, 458). — Intervient au sujet d'une demande de renvoi d'une question à la prochaine séance [10 Mai 1955] (p. 474). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur les projets de décrets relatifs à la **réglementation de l'emploi des étrangers en A.E.F. et en A.O.F.** [12 Mai 1955] : discussion de l'avis : 1er décret : *1er amendement de M. Pialoux* (p. 480, 481). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à une **modification du code du travail des Territoires d'outre-mer et Territoires associés** [17 Mai 1955] : discussion de la proposition de résolution : — *2e amendement de M. Pialoux :* ses observations (p. 503, 504, 505, 506) ; *4e amendement de M. Pialoux ;* son observation (p. 507). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant au **règlement des dommages de guerre en Indochine** [17 Mai 1955] : discussion de la proposition : *1er amendement de M. Antonini* (p. 511) ; *2e amendement de M. Antonini :* son observation (p. 512). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de l'agriculture dans la discussion de la proposition tendant à l'application de la législation métropolitaine sur les **chambres d'agriculture dans les départements d'outre-mer** [17 Mai 1955] (p. 526 et 527). — Intervient sur le procès-verbal de la précédente séance [24 Mai 1955] (p. 530). — Intervient en qualité de vice-président de la commission de l'agriculture dans la discussion de la proposition tendant à la **création d'un comité interprofessionnel des fruits et légumes en métropole et outre-mer** [24 Mai 1955] : ses observations (p. 535, 537) ; discussion générale (p. 538 et 539) ; discussion de la proposition : *son amendement tendant à ajouter au paragraphe C, 2e alinéa a) les mots « ou taxes » après « droits de douane »* (p. 540). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 20 Janvier 1955 (p. 13) ; à la séance du 25 Janvier 1955 (p. 22).

GUY (M. Claude) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des relations extérieures [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission d'information (p. 11). — Obtient un congé [23 Juin 1955] (p. 585).

GUYARD (M. Joseph) [Cameroun]

Est nommé membre : de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (ibid) ; de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid) ; de la commission d'instruction (ibid) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission d'instruction, sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française [10 Mars 1955] (I. n° 90).

Interventions :

Est ntendu en qualité de rapporteur du 2e bureau pour la **validation de l'élection par l'Assemblée nationale de M. Parinaud** [3 Mars 1955] (p. 126). — Est entendu en qualité de rapporteur de la Commission d'instruction dans la discussion d'une demande en autorisation de **poursuites contre un membre de l'Assemblée** [15 Mars 1955] (p. 226). — Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 2e séance] : discussion de l'avis : art. 1er : *amendement de M. Rosenfeld :* ses observations (p. 325, 326).

H

HABIB-DELONCLE (M. Michel) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des relations extérieures (ibid.) ; de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à instituer une commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats Associés d'Indochine [1er Mars 1955] (I. n° 52). — *Rapport* fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la proposition invitant le Gouvernement à reconsidérer la situation créée par les arrêtés fixant le statut des services administratifs de l'Afrique équatoriale française pris en application de l'arrêté portant statut principal des cadres supérieurs et locaux dans ce groupe de territoires [15 Mars 1955] (I. n° 93) ; *avis* présenté au nom de la commission des relations extérieures sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés au ministère de la défense nationale et des forces armées pour les exercices 1955 et 1956 (en ce qui concerne la section V : Forces terrestres d'Extrême-Orient) [2 Août 1955] (I. n° 207).

Interventions

Intervient sur le procès-verbal de la précédente séance [12 Janvier 1955] (p. 9) et pour un rappel au règlement (p. 10). — Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [1er Février 1955] : discussion de l'avis : *contre-projet de M. Cornet :* sur la demande de suspension de séance formulée par M. Sarr : son rappel au règlement, (p. 63). — **Suite de la discussion** [3 Février 1955] : Art. 7 : *amendement de M. Bernier* retiré (p. 80 et 81). — **Suite de la discussion** [1er Mars 1955] : Art. 10 bis *proposé en amendement par M. Theetten :* sur sa recevabilité (p. 106) ; son rappel au règlement (p. 106 et 107). — **Suite de la discussion** [3 Mars 1955] : Art. 24 : *amendement de M. P. Cornet : demande le vote par division* (p. 132). — Art. 26 : *amendement de M. P. Cornet :* paragraphe 1er : *sous-amendement de M. Odru, explication de vote* (p. 134) ; 1re partie de *l'amendement de M. P. Cornet : explication de vote* (p. 135). — Art. 3 réservé : son observation (p. 139) — Art. 29 : *amendement de M. P. Cornet :* son observation (p. 140) — Art. 48 : *propose la suppression de la formule « le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution . . »* (p. 144 et 145) ; sur la demande de seconde délibération de l'art. 3 (p. 145, 146, 147) ; demande une suspension de séance (p. 148). — Art. 3, 2e lecture (p. 161). — Art. 26 2e lecture : *son amendement tendant à rédiger comme suit le paragraphe 3° : « 3° — Exceptionnellement par des contributions accordées au titre du budget local ou dans le cas prévu à l'article 22 du budget général »* (p. 161 et 162) ; — demande un scrutin sur l'ensemble (p. 167). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [15 Mars 1955] : ses observations à M. le rapporteur (p. 228) ; discussion générale : sur la date de la suite de la discussion (p. 241). — Intervient dans

la suite de la discussion des propositions relatives aux **relations économiques entre la France et les Etats Associés** [18 Mars 1955] : discussion de la proposition : *amendement de M. Bazé* (p. 284). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955] : 5e alinéa : *amendement de M. Charles-Cros modifié par la commission . propose d'en modifier comme suit la 2e partie : « . . . mais souhaite que dans l'avenir ces accords soient appliqués après consultation de. organisations professionnelles des entreprises françaises d'Indochine intéressées »* (p. 292) ; 8e alinéa : *amendements de M. W. Bazé et de M. Charles-Cros :* texte transactionnel proposé par MM. le président de la commission et le rapporteur (p. 295). — Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale (p. 298 et suivantes) ; répond à M. Ch. A. Julien (p. 304) ; ses observations (p. 305, 308, 315). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 — 2e séance] : discussion de l'avis : *contre-projet de M. Lachenal :* ses observations (p. 321, 322, 323) ; *explication de vote* (p. 323). — Art. 1er : *amendement de M. Rosenfeld* (p. 324 et 325). — *Amendement de M. Boiteau :* demande un scrutin (p. 327). — *Amendement de M. Bernier* (p. 329) ; ses observations (p. 330). — *2e amendement de M. Bernier* (p. 331). — *Amendement de M. Bour* (p. 332) ; *explication de vote* (p. 333) ; demande un scrutin (ibid) ; Demande un scrutin sur le 1er alinéa (ibid). ; demande le vote par division de l'art. 1er (p. 334). — *Son amendement tendant à : 1° dans l'énumération : au paragraphe A — Gabon, supprimer : « c) affaire de Port-Gentil (Juin 1953) ; supprimer le paragraphe C — OUBANGUI-CHARI : « Affaire Kete Jean (1952) » ; au paragraphe D — TCHAD, supprimer : « c) rebellion armée de Bebalem-Moundou et affaires annexes » (mars-avril 1952) ; 2° dans le dernier alinéa : remplacer les mots « 1er Juillet 1953 » par les mots « 1er Janvier 1952 ».* (p. 334, 335 et 336) ; demande un scrutin (p. 335) ; en retire la 1re partie (p. 336) ; sur la 2e partie (p. 337) ; retire l'amendement (ibid) ; mantient sa demande de vote par division de l'art. 1er (p. 338) ; explication de vote (ibid). — Art. 3 : *amendement de M. Boiteau* (p. 340) ; *amendement de M. A. Bour :* 1re partie : demande un scrutin (p. 341) ; 2e partie : demande un scrutin (ibid) — Art. 8 : *amendement de M. Rosenfeld* (p. 345) ; *son amendement tendant à supprimer « compte tenu des mesures de grâce intervenues »* (p. 347) ; demande un scrutin (ibid) ; demande un scrutin sur l'art. 8 modifié (p. 348). Explication de vote sur l'ensemble (p. 350 et 351). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du titre VIII de la Constitution** [29 Mars 1955] : discussion générale (p. 402). — Intervient dans la discussion de la proposition relative au **reclassement des magistrats d'Indochine** [3 Mai 1955] : discussion de la proposition : demande la disjonction de l'alinéa a) du paragraphe 4 (p. 438). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la législation dans la discussion de la proposition relative au **statut des services administratifs de l'Afrique Equatoriale française** [3 Mai 1955] (p. 439) ; discussion de la proposition : répond à Mlle Lafon expliquant son vote (p. 441). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à **l'augmentation des crédits du F.I.D.E.S. pour l'aéronautique des Territoires d'outre-mer** [12 Mai 1955] (p. 484). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant au **règlement des dommages de guerre en Indochine** [17 Mai 1955] : discussion de la proposition : *1er amendement de M. Antonini* (p. 512) ; sur la rédaction du *2e amendement de M. Antonini* (ibid) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 513). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercles dans les Territoires d'outre-mer** [17 Mai 1955] : discussion de l'avis : *contre-projet de M. Charles-Cros :* demande le renvoi en commission et une suspension de séance (p. 525, 526). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant la **participation française à l'exposition internationale d'Addis-Abéba :** explication de vote [26 Mai 1955] (p. 574) — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'organisation de la défense nationale et des forces armées** [28 Juin 1955] : discussion générale : sur la demande de renvoi de la question à une séance ultérieure (p. 605). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [28 Juin 1955] (p. 612). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'accession au statut civil de droit commun** [7 Juillet 1955 — 1re séance] : discussion générale (p. 658 et suivantes) ; discussion de l'avis : *son amendement tendant à insérer un article 1er bis prévoyant que nul citoyen français n'est dépourvu de statut civil* (p. 662, 663, 664) ; demande un scrutin (p. 664) ; demande le renvoi de la suite du débat à une prochaine séance (ibid). — Article 11 *son amendement tendant à prévoir un délai d'option minimum de 8 jours* (p. 666, 667) ; *son amendement tendant à insérer un article 10 bis ainsi conçu : « Au moment du dépôt des pièces prévu à l'article précédent, le greffier remet à l'optant un énoncé écrit des conséquences juridiques de cet acte. Il en sera fait mention dans le procès-verbal, à peine de nullité. »* (p. 667). — Article 11 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article tenant compte de l'amendement précédent* (ibid). — Article 16 : *son amendement tendant à supprimer le membre de phrase « afin d'acquérir la citoyenneté française » et à établir comme point de départ non pas la Constitution de 1946 mais la promulgation de la présente loi* (p. 668) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 669). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [8 Juillet 1955] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 696, 700) ; son intervention (p. 701). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis : article 1er : *amendement de M. Delmas :* demande un scrutin (p. 774) ; son observation (p. 775). — 2e délibération de l'article 1er : *amendement de M. Charles-Cros* (p. 799, 801). — Sur l'ensemble : sur la demande de renvoi en commission (p. 803 et 804). — 2e délibération : article 1er nouveau : demande un scrutin (p. 805).

HAMROUN (M. Abdelkader) [A. A.]

Est nommé membre de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10).

HAZOUME (M. Paul) [Dahomey]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de politique générale (ibid) ; de la commission d'instruction (ibid).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [3 Février 1955] : discussion de l'avis : Art. 7 : *amendement de M. Rogier* (p. 80). — **Suite de la discussion** [1er Mars 1955] : Art. 11 : *amendement de M. Deroux : explication de vote* (p. 108) ; demande un scrutin (p. 109). — **Suite de la discussion** [3 Mars 1955] : Art. 26, paragraphe 3° : *sous-amendement de M. Delmas : explication de vote* (p. 137). — Art. 46 bis proposé en *amendement par M. Antonini* (p. 144). — Art. 48 : son observation (p. 145). — Explication de vote sur l'ensemble (p. 165, 166). — Est entendu en qualité de rapporteur du 3e bureau pour la **validation de l'élection par l'Assemblée territoriale de la Guinée française de M. Bangoura Karim** [3 Mars 1955] (p. 127). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif au **statut de la magistrature (A.O.F.)** [3 Mars 1955] : discussion générale (p. 150) ; discussion de l'avis : art. 5 : explication de vote (ibid). — Intervient au sujet d'une demande de renvoi d'une question à la prochaine séance [10 Mai 1955] (p. 474). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un port en eau profonde au Dahomey** [24 Mai 1955] : discussion générale (p. 543 et suivantes). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis : Article 1er : *amendement de M. Dède : explication de vote* (p. 773). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [2 Août 1955] (p. 886, 887). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un port en eau profonde au Dahomey** [4 Août 1955] : suite de la discussion générale (p. 901, 903, 904) ; discussion de la proposition : *contre-projet de M. Mama* (p. 905). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [25 Janvier 1955] (p. 22).

HELINE (M. Camille) [C. R.]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des affaires financières (ibid) ; de la commission des relations extérieures (ibid) ; — *donne sa démission* de cette commission [26 Mai 1955] (p. 554).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une mission d'information sur **l'éducation de base en A. O. F.** [25 Janvier 1955] : discussion générale (p. 25). — Intervient dans la discussion d'urgence de la proposition relative à la **fermeture de la manufacture des textiles oranaise** [25 Janvier 1955] : explication de vote (p. 32). — Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [27 Janvier 1955] : sur la proposition de M. Antonini de renvoyer la suite de la discussion à une séance ultérieure (p. 47). — **Suite de la discussion** [3 Mars 1955] : demande une suspension de séance (p. 148) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 164 et 165). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi relative aux **Français tombés en service commandé en Afrique du Nord** [8 Mars 1955] : discussion générale (p. 186). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la **création d'une cour d'appel à Oran** [8 Mars 1955] : demande de renvoi en commission formulée par M. Rencurel : demande un scrutin (p. 194). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [15 Mars 1955] : discussion générale (p. 240). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'outre-mer** [5 Mai 1955] : discussion générale : sur la demande de renvoi de la suite de la discussion à une date ultérieure (p. 458). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur les projets de décrets relatifs à la **réglementation de l'emploi des étrangers en A.E.F. et en A.O.F.** [12 Mai 1955] : discussion de l'avis : 1er décret : *1er amendement de M. Pialoux : explication de vote* (p. 481). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à **l'augmentation des crédits du F.I.D.E.S. pour l'aéronautique des Territoires d'outre-mer** [12 Mai 1955] : discussion générale (p. 488). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à une **modification du code du travail dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires associés** [17 Mai 1955] : discussion de la proposition de résolution : — *2e amendement de M. Pialoux* (p. 505). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant au **règlement des dommages de guerre en Indochine** [17 Mai 1955] : discussion de la proposition : *1er amendement de M. Antonini* (p. 512) ; sur la rédaction du *2e amendement de M. Antonini* (ibid). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercles dans les Territoires d'outre-mer** [17 Mai 1955] : discussion de l'avis : *contre-projet de M. Charles-Cros : explication de vote* (p. 525) — Intervient dans la discussion de la proposition concernant la **permanence des intérêts français au Fezzan** [26 Mai 1955] : explication de vote (p. 571). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'organisation de la défense nationale et des forces armées** [28 Juin 1955] : discussion générale : sur la demande de renvoi de la question à une séance ultérieure (p. 604 et 605). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du titre VIII de la Constitution** [28 Juin 1955] : suite de la discussion générale (p. 610 et 611). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à l'octroi d'une **aide financière à l'Algérie** [5 Juillet 1955 — 1re séance] : explication de vote (p. 634 et 635). — Intervient sur le procès-verbal d'une précédente séance [7 Juillet 1955 — 1re séance] [illegible]ent dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'accession au statut civil de droit commun** [7 Juillet 1955 — 1re séance] : discussion de l'avis : sur une demande de renvoi de la suite du débat à une prochaine séance (p. 664). — Article 11 : *amendement de M. Habib-Deloncle* : son observation (p. 667) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 670). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [8 Juillet 1955] : suite de la discussion générale (p. 698). — Intervient dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **dépenses militaires du Ministère de la France d'outre-mer pour 1955 et 1956** [12 Juillet 1955] : explication de vote (p. 729). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis : Article 1er, 3e alinéa : *amendement de M. Charles-Cros* (p. 778) ; s'étonne de n'avoir été sollicité que pour un scrutin sur deux votes successifs (p. 780).

I

IBA ZIZEN [A. A.]

Est élu **Secrétaire de l'Assemblée de l'Union française** [11 Janvier 1955] (p. 5). — *Est nommé membre :* de la commission du plan, de l'équipement et des communications [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de politique générale (ibid).

Intervention :

Intervient dans la discussion de la proposition tendant à l'octroi d'une **aide financière à l'Algérie** [5 Juillet 1955 — 1re séance] : discussion générale (p. 631 et 632).

J

JACOBSON (M. Alfred) [A. N.]

Est nommé membre de la commission du plan, de l'équipement et des communications [12 Janvier 1955] (p. 10).

Inerventions :

Intervient en qualité de président de la commission du plan dans le règlement de l'ordre du jour de la prochaine séance [8 Mars 1955] (p. 197). — Intervient en qualité de président de la commission du plan dans la discussion de la proposition relative aux **installations portuaires au Cambodge** [10 Mars 1955] : discussion générale (p. 209 et suivantes). — Intervient en qualité de président de la commission du plan dans la suite de la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un aérodrome à Tahiti** [24 Mars 1955] : discussion générale (p. 379 et 380) ; répond à M. Pialoux (p. 381) ; — discussion de la proposition : *amendement de M. Cazelles* (p. 382) ; *amendement de M. Antonini* (ibid). — Intervient en qualité de président de la commission du plan dans la discussion de la proposition tendant à **l'augmentation des crédits du F.I.D.E.S. pour l'aéronautique des Territoires d'outre-mer** [12 Mai 1955] : discussion générale (p. 488 et suivantes) ; *motion préjudicielle de M. Fontanet* (p. 491, 492) ; demande un scrutin (p. 492). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [2 Août 1955] (p. 886, 887). — Intervient en qualité de président de la commission du plan, dans la suite de la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un port en eau profonde au Dahomey** [4 Août 1955] : suite de la discussion générale (p. 901 et suivantes) ; — discussion de la proposition : *contre-projet de M. Mama* (p. 905).

JACQUIER (M. Henri) [Indes françaises]

Est nommé membre de la commission du plan, de l'équipement et des communications [12 Janvier 1955] (p. 10).

JULIEN (M. Charles-André) [A. N.]

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 - 1re séance] : suite de la discussion générale (p. 301 et suivantes) ; ses observations à M. Antonini (p. 307, 308), à M. Bégat (p. 309), à M. Pialoux (p. 310, 311) ; répond à M. le rapporteur (p. 312, 313, 314) ; ses observations à M. Chiarasini (p. 314), à M. G. Riond (p. 315). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi portant **création d'une académie nationale des sciences coloniales** [21 Juin 1955] : discussion générale (p. 580 et 581) ; discussion de l'avis : *son amendement tendant à inviter l'Assemblée nationale à demander au Gouvernement de donner un appui efficace à l'Institut des sciences humaines appliquées de l'université de Bordeaux en y associant le Conseil supérieur des recherches sociologiques d'outre-mer et en développant les moyens de ce dernier* (p. 581). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du titre VIII de la Constitution** [23 Juin 1955] : discussion générale (p. 590). — Ses observations dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi portant **réorganisation des services de la santé publique dans les territoires d'outre-mer** [2 Août 1955] : discussion générale (p. 884).

JUNILLON (M. Lucien) [C. R.]

Est nommé membre : de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du plan, de l'équipement et des communications (ibid) ; de la commission d'information (p. 11) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission d'information, sur les propositions : 1° tendant à inviter le gouvernement à déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi portant organisation d'une Union française de radiodiffusion et de télévision. 2° tendant à demander au gouvernement de prendre en considération les problèmes spéciaux posés par le financement, l'implantation et la gestion des postes de radiodiffusion et de télévision dans l'Union française [17 Mars 1955] (I. n° 98).

Interventions :

Intervient en qualité de président de la commission de la législation dans la discussion sur un conflit de compétence entre deux commissions [1er Mars 1955] (p. 109). — Intervient en qualité de président de la commission de la législation dans le règlement de l'ordre du jour de la prochaine séance [1er Mars 1955] (p. 114, 116). — Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [3 Mars 1955] : discussion de l'avis : art. 41 bis proposé en *amendement par M. Rogué : explication de vote* (p. 143). — Intervient en qualité de président de la commission de la législation sur l'organisation de l'ordre du jour de la précédente séance [3 Mars 1955] (p. 148). — Répond, en qualité de président de la commission de la législation à l'intervention de M. R. Barbé dans la discussion des demandes d'avis sur les projets de décret relatifs au **statut de la magistrature d'outre-mer** [3 Mars 1955] (p. 157). — Intervient en qualité de président de la commission de la législation pour demander le retrait d'une question de l'ordre du jour [3 Mars 1955] (p. 160). — Intervient en qualité de président de la commission de la législation dans la discussion de la proposition tendant à la création d'une **cour d'appel à Oran** [8 Mars 1955] : demande de renvoi en commission formulée par M. Rencurel (p. 193 et 194). — Fixation de la date de la suite de la discussion (p. 194, 195). — Intervient en qualité de président de la commission de la législation dans la discussion des demandes d'avis sur l'**amnistie outre-mer** [5 Mars 1955] : discussion générale : sur la date de la suite de la discussion (p. 241). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 - 1re séance] : suite de la discussion générale : propose de terminer la discussion générale avant la suspension de séance (p. 306). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 — 2e séance] : discussion de l'avis : *contre-projet de M. Lachenal* (p. 323) ; - 2e demande de réunion de la commission par M. Antonini (ibid) ; — sur les *amendements sur l'article 1er* (p. 324). — Art. 1er : *amendement de M. Habib-Deloncle* (p. 335). — Art. 10 : *1° amendement de M. Antonini* (p. 348) ; *2e amendement de M. Antonini* (ibid). — Intervient en qualité de président de la commission de la législation, dans la discussion de la proposition relative au **reclassement des magistrats d'Indochine** [3 Mai 1955] : ses observations (p. 436) ; discussion de la proposition (p. 437 et 438). — Intervient en qualité de président de la commission de la législation dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'accession au statut civil de droit commun** [7 Juillet 1955] - 1re séance] : ses observations (p. 664) ; discussion de l'avis : Article 1er bis proposé en *amendement par M. Habib-Deloncle* (p. 663) ; — sur l'opportunité de continuer le débat (p. 664) ; — sur l'ensemble (p. 669 et 670). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du titre VIII de la Constitution** [7 Juillet 1955 - 2e séance] : suite de la discussion générale (p. 681 et suivantes). — Intervient en qualité de président de la commission de la législation dans la discussion de la proposition tendant à **l'autonomie des services judiciaires du Ministère de la France d'outre-mer** [4 Août 1955 - 2e séance] : discussion générale (p. 914 et 915) ; sur la demande de renvoi en commission (p. 915 et 916).

K

KAMIL (M. Mohamed) [Somalis]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid).

Intervention :

Intervient dans la discussion de la proposition relative à **l'organisation de la pêche maritime en Côte française des Somalis** [2 Août 1955] : discussion générale (p. 871, 872).

KAOUZA (M. Maurice) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de politique générale (ibid). *Donne sa démission* de cette commission [12 Juillet 1955] (p. 715). — *Est de nouveau nommé membre* de cette commission [2 Août 1955] (p. 886).

Dépôt législatif :

Proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à modifier la loi n° 53-1340 du 31 Décembre 1953, portant application des nouveaux taux d'émoluments et liquidation des indemnités dues aux anciens combattants et victimes de la guerre, en ce qui concerne l'article 36 relatif à la retraite du combattant. [3 Février 1955] (I. n° 40).

KEITA dit MODIBO (M. Mamadou) [Soudan]

Est nommé membre : de la commission du Plan, de l'équipement et des communications [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission d'instruction (ibid).

Intervention :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [1er Février 1955] : discussion générale (p. 56 et 57). — **Suite de la discussion** [3 Février 1955] Art. 3 : reporte sur l'art. 9 *son amendement sur cet article* (p. 74). — Art. 7 : *amendement de M. Rogier :* ses observations (p. 79). — Art. 8 : explication de vote (p. 84). — Art. 9 : *son amendement tendant à fixer le montant mensuel des allocations familiales* (p. 84). — Le retire au profit de *l'amendement de M. Odru* (p. 87).

KEMAJOU (M. Daniel) [Cameroun]

Est nommé membre de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 Janvier 1955] (p. 10).

KHAMMAO (S.A.R. la Princesse Tiao) [Laos]

Est nommée membre de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10).

L

LACHENAL (M. Georges) [A. N.]

Est nommé membre de la commission de la défense de l'Union française [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission d'information (p. 11).

Interventions :

Intervient sur le procès-verbal de la précédente séance [10 Mars 1955] (p. 204). — Intervient dans la discussion des propositions relatives aux **relations économiques entre la France et les Etats associés** [10 Mars 1955] : discussion générale (p. 219 et 220). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à **l'augmentation des crédits du F.I.D.E.S. pour l'aéronautique des Territoires d'outre-mer** [12 Mai 1955] : *Motion préjudicielle de M. Fontanet : explication de vote* (p. 492).

LAFON (Mlle Monique) [A. N.]

Est nommée membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales (ibid) ; *est nommée* commissaire suppléant permanent de la commission d'instruction (ibid) ; *est nommée membre* de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union. [3 Février 1955] (p. 89).

Interventions :

Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [15 Mars 1955] : discussion générale (p. 235 et suivantes). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 - 2e séance] : discussion de l'avis *contre-projet de M. Lachenal : explication de vote* (p. 322). — Art. 1er : *amendement de Mlle Le Ber : explication de vote* (p. 328). — Art. 4 : *amendement de M. Boiteau tendant*

à ajouter à la fin du 1er alinéa : « et en général les faits ayant donné lieu à des sanctions disciplinaires ayant pour cause l'état d'esprit et les sentiments politiques, quel que soit le motif invoqué » (p. 342) *amendement de M. Boiteau tendant, au 2e alinéa, à remplacer « pourront être » par « seront »* (p. 343). — Art. 7 : *amendement de M. Boiteau tendant à rédiger ainsi cet article : « amnistie pleine et entière est accordée aux infractions commises en Algérie, dans les Territoires d'outre-mer, les territoires associés et les départements d'outre-mer antérieurement à la promulgation de la présente loi et qui sont prévues par les textes suivants. Atteintes à la Sûreté extérieure de l'Etat. Articles 76, 80, 83 du code pénal. Rebellion : Articles 209 à 221 du code pénal. Outrages : Article 222, 224, 225 du code pénal. Entraves à la liberté du travail : articles 414 et 415 du code pénal. Loi du 7 Juin 1848 sur les attroupements. Décret-loi du 23 octobre 1935 sur le renforcement des mesures relatives au maintien de l'ordre. Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Loi du 11 Juillet 1887 concernant la diffamation et l'injure. Décret du 4 décembre 1930 complétant et modifiant à Madagascar et dépendances les articles 61 et 91 du code pénal. Décret du 30 mars 1935 dit décret-Regnier. Décret n° 47-1730 du 2 septembre 1947. Code pénal : article 258 (immixtion dans les fonctions publiques). Articles 309 310 et 311 (coups et blessures). Article 373 dénonciations calomnieuses. Délits et contraventions en matières forestière et agricole : loi du 2 avril 1930 sur l'état civil des indigènes, article 11. —* (p. 344 et 345). — Art. 12 : *amendement de M. Boiteau tendant à la remise des frais de justice pour les amnistiés* (p. 349) ; — explication de vote sur l'ensemble (p. 349). — Intervient dans la discussion de la proposition relative à la **rémunération des fonctionnaires et au fonctionnement de la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer** [29 Mars 1955] : discussion générale (p. 409). — Intervient dans la discussion de la proposition relative au **reclassement des magistrats d'Indochine** [3 Mai 1955] : explication de vote (p. 438). — Intervient dans la discussion de la proposition relative au **statut des services administratifs de l'Afrique Equatoriale française** [3 Mai 1955] : explication de vote (p. 440, 441). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à une **modification du code du travail dans les Territoires d'outre-mer et Territoires associés** [17 Mai 1955] : discussion de la proposition de résolution : *amendement de M. Boiteau tendant : 1° au 1er alinéa de l'art. unique à ajouter « 6 » après « les articles » 2° à ajouter un 2e alinéa prévoyant les conditions d'accession à l'administration ou à la direction d'un syndicat* (p. 500, 501) ; demande un scrutin (p. 501) ; *2e amendement de M. Pialoux* (p. 506) ; *4e amendement de M. Pialoux* (p. 507).

LAFOREST (M. Henry)

Secrétaire d'Etat chargé des relations avec les Etats Associés.

Son allocution en réponse aux souhaits de bienvenue de M. le président A. Sarraut [8 Mars 1955] (p. 184 et 185). — Prend part à la discussion de la proposition relative aux **installations portuaires au Cambodge** [10 Mars 1955] : discussion générale (p. 208 et 209). — Répond à la question orale de M. Buu Kinh relative aux **sessions du Haut-Conseil de l'Union française** [24 Mars 1955] (p. 367). — Prend part à la discussion d'urgence de la proposition relative à **l'aide à apporter aux Français d'Indochine désireux de quitter le Viet-Nam** [28 Juillet 1955] : discussion générale (p. 851 et suivantes).

LA GRAVIERE (M. Emmanuel) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des affaires sociales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [3 Mars 1955] : explication de vote (p. 165) ; ses observations (p. 166). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [15 Mars 1955] : discussion générale (p. 233 et suivantes) ; ses observations (p. 230, 231, 233). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 299, 300, 302) ; répond à M. Antonini (p. 307). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un aérodrome à Tahiti** [24 Mars 1955] : sa demande d'explication (p. 377). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à **l'aménagement des tarifs avion pour la diffusion des publications imprimées dans l'Union française** [31 Mars 1955] : discussion générale : sa demande d'explication à M. G. Riond (p. 426). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [8 Juillet 1955] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 691, 693, 698, 705, 706). — Obtient un congé [20 Janvier 1955] (p. 13).

LAURENT EYNAC (M. André) [A. N.]

Est élu **Vice-président de l'Assemblée de l'Union française** [11 Janvier 1955] (p. 5). — En cette qualité, préside la séance du 10 mars 1955 (p. 204) ; la séance du 18 mars 1955 (p. 266) ; la séance du 31 mars 1955 (p. 414) ; la séance du 3 mai 1955 (p. 433) ; la séance du 10 mai 1955 (p. 461) ; la séance du 12 mai 1955 (p. 478) ; la séance du 24 mai 1955 (p. 530) ; la séance du 19 Juillet 1955 (p. 738) ; la séance du 26 juillet 1955 (p. 818). — Son allocution lors de la reprise de la session après les élections cantonales [3 Mai 1955] (p. 434). — Son allocution de bienvenue à M. J. Crouzier, secrétaire d'Etat à la défense et aux forces armées [19 Juillet 1955] (p. 739 et 740). — *Est nommé membre* de la commission de la Défense de l'Union française [12 Janvier 1955] (p. 10).

Interventions :

Intervient en qualité de président du 4e Bureau dans la discussion des conclusions du bureau pour la **validation des Conseillers désignés par l'Etat associé du Viet-Nam** [8 Mars 1955] : répond aux observations de M. Barbé (p. 183). — Intervient dans la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-mer** [17 Mars 1955] : discussion générale (p. 252 et suivantes). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [29 Mars 1955] : discussion générale (p. 402). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'organisation de la défense nationale et des forces armées** [28 Juin 1955] : discussion générale : sur la demande de renvoi de la questoin à une séance ultérieure (p. 603 et 604). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [8 Juillet 1955] : suite de la discussion générale (p. 693 et suivantes). — Intervient dans la discussion d'urgence de la proposition tendant à **inclure la défense de l'outre-mer dans l'organisation de la défense nationale** [12 Juillet 1955] : discussion générale (p. 730 et 731).

LAURIN (M. René) [Tchad]

Est nommé membre : de la commission de politique générale 12 Janvier 1955 (p. 10) ; de la commission d'instruction (ibid) ; de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales [25 Janvier 1955] (p. 32). — *Donne sa démission* de cette commission [1er Février 1955] (p. 52).

Dépôts législatifs :

Proposition invitant le gouvernement à reconsidérer la situation créée par les arrêtés fixant le statut des services administratifs de l'Afrique équatoriale française pris en application de l'arrêté portant statut principal des cadres supérieurs et locaux dans ce groupe de territoires [12 Janvier 1955] (I. n° 2) ; *proposition* tendant à inviter le gouvernement à améliorer la règlementation en vigueur en Afrique équatoriale française concernant le statut des agents auxiliaires [19 Juillet 1955] (I. n° 188). — *Rapport supplémentaire* fait au nom de la commission de politique générale sur 1° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi autorisant la création en Afrique occidentale française de conseils de subdivision et de cercle, en Afrique équatoriale française de conseils de district et de région, et l'institution de budgets de cercle ou de région ; 2° la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue d'instituer des budgets de cercles dans les territoires d'outre-mer ; 3° la proposition de résolution tendant à la création de conseils locaux valablement représentatifs des collectivités indigènes dans les circonscriptions administratives de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, de Madagascar et de la Côte française des Somalis ; 4° la proposition tendant à inviter le Gouvernement à instituer des conseils régionaux dans les territoires d'outre-mer [7 Juillet 1955] (I. n° 167).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [3 Février 1955] : discussion de l'avis : art. 7 : *amendement de M. Rogier* (p. 79) ; art. 8 : demande un scrutin (p. 83) ; art. 9 : retrait de *l'amendement de M. Cornet* (p. 86). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [15 Mars 1955] : Discussion générale : ses observations (p. 234, 239). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 306). — Intervient dans la suite de la discussion d'urgence de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **diverses dispositions d'ordre financier** [31 Mars 1955] : texte de l'avis : *amendement de M. L. Delmas :* (p. 421, 422). — Intervient dans la discussion de la proposition relative au **statut des services administratifs de l'Afrique équatoriale française** [3 Mai 1955] : explication de vote (p. 440). — Est entendu en qualité de président et rapporteur de la commission de politique générale dans la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercles dans les territoires d'outre-mer** [5 Mai 1955] (p. 446 et suivantes) ; discussion générale : ses observations à M. Charles-Cros (p. 453, 454) ; demande l'examen immédiat du *contre-projet de M. Charles-Cros* (p. 456) ; sur la demande de renvoi en commission formulée par M. A. Bidet (p. 457) ; sur la demande de renvoi de la suite de la discussion : propose la date du 17 mai (p. 458). — **Suite de la discussion** [17 Mai 1955] : discussion de l'avis : *contre-projet de M. Charles-Cros* (p. 524 et 525) ; sur une proposition de renvoi en commission (p. 525 et 526) ; sur une demande de suspension de séance (p. 526) ; demande le renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure (ibid). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant la **permanence des intérêts français au Fezzan** [26 Mai 1955] : explication de vote (p. 570) ; ses observation (p. 571) ; — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'organisation de la défense nationale et des forces armées** [28 Juin 1955] : discussion générale : sur la demande de renvoi de la question à une séance ultérieure (p. 604). — Intervient en qualité de président de la commission de politique générale dans la discussion sur la déclaration d'urgence d'une proposition [12 Juillet 1955] (p. 724). — Est entendu en qualité de président et rapporteur de la commission de politique générale dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] (p. 763 et suivantes) : discussion générale : son observation (p. 771) ; discussion de l'avis : article 1er : *amendement de M. Charles-Cros* (p. 772, 773) ; *amendement de M. Dède* (p. 773) ; *amendement de M. L. Delmas* (p. 774) ; demande le vote par division (p. 775) ; *amendements de M. Odru, de M. Charles-Cros, de M. Montrat et de M. Coulibaly* (p. 777, 778, 779, 780) ; *amendement de M. Montrat* (p. 781) ; *amendement de M. Guirandou N'Diaye* (ibid) ; *amendement de M. Odru* (p. 782). — Article 1er bis proposé en *amendement par M. Charles-Cros* (ibid). — Article 1er ter proposé en *amendement par M. Charles-Cros* (p. 782 et 783). — Article 3 bis proposé en *amendement par M. Montrat* (p. 783, 784, 785). — Article 1er quater proposé en *amendement par M. Charles-Cros* (p. 785). — Article 2 : *2e amendement de M. Montrat* (p. 786). — Article 3 : *amendement de M. Montrat* (ibid) ; *amendement de M. L. Delmas* (p. 787) ; *amendement de M. Charles-Cros* (ibid) ; *2e amendement de M. Charles-Cros* (ibid). — Article 4 : *amendement de M. Charles-Cros* (ibid). — Article 5 : *amendement de M. Charles-Cros* (p. 788). — Article 6 : *amendement de M. Charles-Cros* (p. 788, 789) ; *amendement de M. L. Delmas* (p. 790) ; *amendement de M. Montrat* (ibid) ; *amendement de M. Lounda* (ibid) ; *amendement de M. Roclore* (p. 790, 791, 793, 794, 795) ; son rappel au règlement (p. 794) ; demande un scrutin (ibid) ; nouvelle rédaction de *l'amendement de M. Roclore* (p. 796) ; son observation à M. le rapporteur pour avis (ibid). — Article 7 : *amendement de M. G. Oudard* (p. 796, 797). — *Amendement de M. Montrat* (p. 797). — Article 7 bis proposé en *amendement par M. Pialoux* (p. 798) ; — 2e délibération de l'article 1er (p. 799, 800, 801) ; demande un scrutin (p.801) ; sur l'ensemble : son observation à M. Mbida expliquant son vote (p. 802) ; répond à Mme Lefaucheux (p. 803) ; sur la demande de renvoi en commission par M. Schleiter (ibid) ; après le scrutin nul, demande une suspension de séance (p. 804) ; son rapport sur le nouveau texte de la commission (ibid) ; — sur l'ensemble : demande un scrutin (p. 806). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [21 Juillet 1955] (p. 808, 809). — Intervient en qualité de président de la commission de politique générale dans la discussion d'urgence de la proposition relative à **l'aide à apporter aux Français d'Indochine désireux de quitter le Viet-Nam** [28 Juillet 1955] : discussion générale : ses observations (p. 851, 855) ; répond à M. Ba (p. 854) ; son intervention (p. 857 et 858). — Intervient en qualité de président de la commission de politique générale dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **l'institution du collège unique au Cameroun** [28 Juillet 1955] (p. 860). — **Suite de la discussion** [2 Août 1955] : suite de la discussion générale : ses observations à M. Mbida (p. 875) ; discussion de l'avis : *amendement de M. Sicé* (p. 877, 878). — Intervient en qualité de président de la commission de politique générale dans la discussion de la proposition relative au **mode d'élection à l'Assemblée de l'Union française** [4 Août 1955 — 2e séance] : discussion de la proposition (p. 911). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à **l'autonomie des services judiciaires du Ministère de la France d'outre-mer** [4 Août 1955 — 2e séance] : discussion générale (p. 915); demande de renvoi en commission (ibid).

LE BER (Mlle Antoinette) [A. N.]

Est nommée membre de la commission des Affaires sociales [12 Janvier 1955] (p. 10).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur la demande d'avis sur le projet de décret modifiant le décret du 27 décembre 1952 portant création de centres de formation professionnelle rapide [26 Mai 1955] (I. n° 133).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à la désignation d'une mission d'information sur **l'éducation de base en Afrique occidentale** [25 Janvier 1955] : discussion générale (p. 26); discussion de la proposition de résolution : *son amendement tendant à ajouter au texte « et par la commission des affaires sociales »* (p. 27) ; le retire (ibid). — Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les projets de loi relatifs au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [1er Février 1955] : discussion générale (p. 58) ; discussion de l'avis : art. 2 : *amendement de M. Ba* (p. 66). — **Suite de la discussion** [3 Février 1955] : Art. 8 : *son amendement tendant à remplacer « dont ils ont la charge » par « dont ils assurent effectivement la charge »* (p. 83). — **Suite de la discussion** [1er Mars 1955] : Art. 10, § 1er, 2e alinéa : retire *son amendement tendant à ajouter « dans la limite de deux mois », et le remplace par « cette attestation devra être donnée dans les deux mois et renouvelable dans la limite du même délai »* (p. 104). § 2° : *amendement de M. Toujas* (ibid). — Art. 10 bis proposé en *amendement par M. Theetten :* sur la recevabilité (p. 107). — Art. 11 : *amendement de M. Deroux : explication de vote* (p. 109). — Art. 13 : *son amendement tendant à supprimer au 1er alinéa « dans les centres où existe un service médical »* (p. 110). — Intervient dans la discussion sur un conflit de compétence entre deux commissions [1er Mars 1955] (p. 109). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour de la prochaine séance [1er Mars 1955] (p. 115). — Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [3 Mars 1955] : suite de la discussion de l'avis : Art. 19 : *son amendement tendant à ajouter un paragraphe 1 bis, ainsi rédigé : « 1 bis - L'attribution de subventions ou de prêts à des institutions, établissements ou œuvres d'intérêt sanitaire ou social pour les familles des allocataires »* (p. 127) ; demande un scrutin (p. 128). — Art. 20 : *son amendement tendant à ajouter à la fin de l'article « ni inférieur à 5 % »* (ibid). — Art. 26 : *sous-amendement de M. Toujas : explication de vote* (p. 133 et 134) ; - paragraphe 2 : son observation (p. 137) ; paragraphe 3e : *sous-amendement de M. Bernier : explication de vote* (ibid). — *Son amendement tendant à remplacer « éventuellement » par « exceptionnellement »* (ibid). — Art. 39 : *son amendement tendant à ajouter « pécuniaires » après « peines »* (p. 142). — Art. 44 : *son amendement tendant à remplacer le paragraphe 2° du texte de la commission par le paragraphe 2° du texte de la proposition de loi n° 9509 ainsi rédigé : « 2° A la justification de l'entretien et de la garde continue de l'enfant depuis au moins un an par le bénéficiaire ou son conjoint ».* (p. 143 et 144) ; — *modification de « garde continue » en « charge effective »* (p. 144). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-mer** [18 Mars

1955] : explication de vote (p. 271) .— Intervient dans le règlement de l'ordre du jour des prochaines séances [18 Mars 1955] (p. 285). — Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 - 2e séance] : discussion de l'avis : retire *son sous-amendement n° 37 et le remplace par l'amendement n° 39* (p. 323). — Art. 1er : *amendement de M. Rosenfeld : explication de vote* (p. 326). — *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa « amnistie pleine et entière est accordée pour les crimes, délits, contraventions commis dans les territoires d'outre-mer et les territoires associés avant le 1er Juillet 1953, au cours ou à l'occasion des événements énumérés ci-après... »* (p. 327) ; *amendement de M. Bernier :* son observation (p. 331) ; *2e amendement de M. Bernier :* retire *son sous-amendement tendant à supprimer les mots « départements et »* (ibid). — Art. 3 : *amendement de M. Bour tendant à supprimer « de meurtre ou » et « de destruction d'ouvrages d'art »* (p. 340 et 341). — Intervient en qualité de vice-présidente de la commission des affaires sociales dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la **protection de la santé publique** [24 Mars 1955] ; discussion de l'avis : art. 12 : répond à M. R. Barbé (p. 373). — Intervient en qualité de vice-présidente de la commission des affaires sociales pour demander le renvoi de la discussion d'une question à la prochaine séance [5 Mai 1955] (p. 458). — Intervient en qualité de vice-présidente de la commission des affaires sociales dans la discussion de la demande d'avis sur les projets de décrets relatifs à la **réglementation de l'emploi des étrangers en Afrique équatoriale française et en Afrique occidentale française** [10 Mai 1955] : discussion générale (p. 464, 465) ; demande une suspension de séance (p. 465) ; demande le renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance (ibid). — Intervient en qualité de vice-présidente de la commission des affaires sociales au sujet d'une demande de renvoi d'une question à la prochaine séance [10 Mai 1955] (p. 474). — Intervient en qualité de vice-présidente de la commission des affaires sociales dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur les projets de décrets relatifs à la **réglementation de l'emploi des étrangers en Afrique Equatoriale française et en Afrique occidentale française** [12 Mai 1955] : discussion de l'avis : 1er décret : *2e amendement de M. Pialoux* (p. 481). — Est entendue en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret sur la création de **centres de formation professionnelle rapide** [21 Juin 1955] (p. 582). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [8 Juillet 1955] : suite de la discussion générale (p. 708). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi portant **réorganisation des services de la santé publique dans les Territoires d'outre-mer** [2 Août 1955] : discussion générale (p. 883 et suivantes). — **Suite de la discussion** [4 Août 1955] : discussion de l'avis : article 3 bis : *amendement de M. Griaule : explication de vote* (p. 897) ; *son sous-amendement prévoyant l'admission des docteurs en médecine titulaires d'un diplôme d'une université métropolitaine* (ibid) ; le modifie ainsi : *« ceux ayant leur doctorat d'université »* (ibid) ; *sous-amendement de Mme Malroux* (p. 898) ; propose d'y ajouter *«... ou titulaires du doctorat d'université »* et retire son propre sous-amendement (ibid).

LE BRUN KERIS (M. Georges) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (ibid) ; de la commission d'information (p. 11).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à demander au Gouvernement d'assurer une participation importante de la République française à l'Exposition Internationale d'Addis-Abéba en 1956. - [1er Mars 1955] (I. n° 62) ; *proposition* tendant à demander au Gouvernement d'assurer une meilleure connaissance de la Côte française des Somalis et d'y développer le tourisme hors des escales maritimes [1er Mars 1955] (I. n° 63) ; *proposition* tendant à demander au gouvernement d'assurer l'étude scientifique des possibilités de la pêche maritime en Côte française des Somalis et des débouchés éventuels de cette pêche [1er Mars 1955] (I. n° 64) ; proposition tendant à demander au Gouvernement d'assurer le maintien et le développement des liaisons maritimes de l'Union française par la création d'une cale de radoub à Djibouti [1er Mars 1955] (I. n° 65) ; *proposition* tendant à attirer l'attention du gouvernement sur les dangers que présente l'immigration clandestine en Afrique notamment à Madagascar et à l'inviter à y porter remède [21 Juin 1955] (I. n° 140) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à célébrer en 1956 le 10e anniversaire du plan par des expositions fixes et itinérantes [12 Juillet 1955] (I. n° 176). — *Avis* présenté au nom de la commission des affaires économiques sur la proposition tendant à demander au Gouvernement d'assurer une participation importante de la République française à l'exposition internationale d'Addis-Abeba en 1956 [12 Mai 1955] (I. n° 125) ; *rapport* fait au nom de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts sur la proposition tendant à demander au Gouvernement d'assurer l'étude scientifique des possibilités de la pêche maritime en Côte française des Somalis et des débouchés éventuels de cette pêche [5 Juillet 1955] (I. n° 158) ; *rapport* fait au nom de la commission des affaires économiques sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de MM. Saller et Armengaud, sénateurs, tendant à règlementer les investissements de capitaux étrangers dans la France métropolitaine, dans les départements et territoires d'outre-mer [12 Juillet 1955] (I. n° 175).

Interventions :

Est entendu en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [1er Février 1955] (p. 52 et 53). — **Suite de la discussion** [3 Février 1955] : sur l'opportunité de renvoyer la suite de la discussion à la prochaine séance (p. 88). — Intervient dans la discussion de la proposition relative au **stage de coopération et de mutualité agricole dans la métropole** [31 Mars 1955] : discussion générale (p. 423 et 424). — Est entendu en qualité de rapporteur pour avis de la commission de l'agriculture dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à la **ratification de la convention phyto-sanitaire pour l'Afrique au sud du Sahara.** [31 Mars 1955] (p. 425). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant la **permanence des intérêts français au Fezzan** [26 Mai 1955] (p. 565, 566) ; explication de vote (p. 571). — Est entendu, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques dans la discussion de la proposition concernant la **participation française à l'exposition internationale d'Addis-Abéba** [26 Mai 1955] (p. 573). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [8 Juillet 1955] : suite de la discussion générale (691 et suivantes). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [12 Juillet 1955] (p. 734).

LECHANI (M. Mohamed) [ALGER]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de politique générale (ibid).

Dépôt législatif :

Proposition de résolution tendant à demander à l'Assemblée nationale de voter, conformément à l'article 54 du statut de l'Algérie, une loi instituant en Algérie des communes de plein exercice dont le conseil municipal serait élu au collège unique [26 Mai 1955] (I. n° 135).

Intervention :

Intervient dans la discussion de la proposition tendant à l'octroi d'une **aide financière à l'Algérie** [5 Juillet 1955 - 1re séance] : discussion générale (p. 629 et 630, 632).

LEFAUCHEUX (Mme Marie-Hélène). [C. R.]

Est nommé membre : de la commission de politique générale [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des relations extérieures (ibid).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission de politique générale sur la demande d'avis transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Douala Manga Bell, député tendant à instituer au Cameroun, territoire sous tutelle française, un collège électoral unique englobant les citoyens de l'Union française de tous les statuts pour toutes les élections législatives, territoriales et municipales [8 Mars 1955] (I. n° 78).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [1er Mars 1955] : discussion de l'avis : art. 11 : *amendement de M. Deroux* (p. 108). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'outre-mer** [5 Mai 1955] : discussion générale : sur le moment de l'examen du *contre-projet de M. Charles-Cros* et la date de la suite de la discussion (p. 457, 458). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à compléter **l'application du code du travail dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [10 Mai 1955] : discussion générale (p. 471 et 472). — Intervient sur le procès-verbal de la précédente séance [12 Mai 1955] (p. 478). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur les projets de décrets relatifs à la **réglementation de l'emploi des étrangers en Afrique équatoriale française et en Afrique occidentale française** [12 Mai 1955] : discussion de l'avis : 1er décret : *1er amendement de M. Pialoux* (p. 480, 481). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à une **modification du code du travail dans les territoires d'outre-mer et les territoires associés** [17 Mai 1955] : discussion de la proposition de résolution : *2e amendement de M. Pialoux* (p. 505) ; *3e amendement de M. Pialoux* (p. 507). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant au **règlement des dommages de guerre en Indochine** [17 Mai 1955] : discussion de la proposition : *1er amendement de M. Antonini* (p. 512). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'accession au **statut civil de droit commun** [7 Juillet 1955] - 1re séance] : discussion générale : ses observations (p. 657, 658, 659) ; discussion de l'avis : Article 6 : *son amendement tendant à ajouter à l'article 6 l'alinéa suivant : « Nul ne peut, hors les cas et formes prévues par les articles 172 à 179 du code civil, s'opposer à un mariage dans les formes dudit code dès lors que les époux ont atteint les âges prévus par l'article 144 du code civil »*. — (p. 665). - Article 11 : *amendement de M. Habib-Deloncle : propose un délai d'un jour franc au lieu de 8 jours* (p. 667). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis : article 1er : *amendement de M. L. Delmas : explication de vote* (p. 775) ; 3e alinéa : *amendement de M. Charles-Cros* (p. 779). — Article 1er quater proposé en *amendement par M. Charles-Cros* (p. 785). — Article 3 : *amendement de M. L. Delmas :* son observation (p. 787) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 802, 803). — 2e délibération : article 7 : explication de vote (p. 806) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 807). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [21 Juillet 1955] (p. 809). — Est entendue en qualité de rapporteur de la commission de politique générale dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **l'institution du collège unique au Cameroun** [28 Juillet 1955] (p. 859 et suivantes) ; discussion générale : ses réponses à M. Soppo Priso (p. 861, 862, 863). — **Suite de la discussion** [2 Août 1955] : suite de la discussion générale : son observation (p. 874). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi portant **réorganisation des services de la santé publique dans les Territoires d'outre-mer** [4 Août 1955] : discussion de l'avis : article 3 bis : *amendement de M. Griaule* (p. 896) ; *sous-amendement de Mlle Le Ber* (p. 898).

LEGENTILHOMME (M. Paul-Louis) (Général) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission de la défense de l'Union française [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de politique générale (ibid) ; de la commission des relations extérieures [26 Mai 1955] (p. 574).

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement de la République française à faire connaître ses projets relatifs à la conception et à l'organisation de la défense de l'outre-mer dans le cadre des réformes de structure, de la défense nationale envisagées [20 Janvier 1955] (I. n° 11) ; *rapport* fait au nom de la commission de politique générale, sur la demande d'avis transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Oopa Pouvanaa, député, relative aux conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer et dans les départements et les arrondissements métropolitains et d'outre-mer [3 Février 1955] (I. n° 41) ; *rapport,* fait au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la proposition tendant à attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'inclure dans tout projet de loi portant organisation de la défense nationale et des forces armées, des dispositions permettant d'assurer efficacement la défense de l'outre-mer [12 Juillet 1955] (I. n° 169).

Interventions :

Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de politique générale dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi relative aux **conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer et les départements et arrondissements métropolitains et d'outre-mer** [10 Mars 1955] (p. 214 et 215). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la défense de l'Union française dans la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-mer** [17 Mars 1955] (p. 247 et suivantes) : discussion générale : ses observations (p. 251, 252, 254) ; répond à M. Margueritte (p. 255, 256). — **Suite de la discussion** [18 Mars 1955] suite de la discussion générale (p. 268 et 269). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'organisation de la défense nationale et des forces armées** [28 Juin 1955] discussion générale : sur la demande de renvoi de la question à une séance ultérieure (p. 605).

LEGER (M. Marcel) [C. R.]

Est élu **vice-président de l'Assemblée de l'Union française** [11 Janvier 1955] (p. 5). — En cette qualité, préside la séance du 27 Janvier 1955 (p. 36) ; la séance du 1er Février 1955 (p. 52) ; la séance du 3 Février 1955 (p. 72) ; la séance du 8 Février 1955 (p. 95) ; la séance du 1er Mars 1955 (p. 100) ; la séance du 3 Mars 1955 (p. 125) ; la séance du 24 Mars 1955 (p. 366) ; la séance du 26 Mai 1955 (p. 554) ; la séance du 21 Juin 1955 (p. 577) ; la séance du 2 Août 1955 (p. 868) ; la première séance du 4 Août 1955 (p. 891). — Souhaits de bienvenue à MM. Bangoura Karim et Parinaud [1er Mars 1955] (p. 100). — *Est nommé membre :* de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du règlement des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid.) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition tendant à inviter le gouvernement à procéder à un aménagement des tarifs avion pour la diffusion des publications imprimées dans l'Union française, au moins en faveur des publications souscrites par abonnement ou vendues par des dépositaires à compte ferme [10 Mars 1955] (I. n° 86) ; *rapport* fait au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition tendant à inviter le Haut-Conseil de l'Union française à étudier un aménagement des tarifs avion pour la diffusion dans les Etats associés des publications imprimées dans l'Union française, au moins en faveur des publications souscrites par abonnement ou vendues par des dépositaires à compte ferme [10 Mars 1955] (I. n° 87) ; *rapport* fait au nom de la commission des affaires financières, sur la demande d'avis transmise par M. le président du Conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, relatif à l'application aux comptables publics, dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, des dispositions modifiées et complétées du décret n° 53-714 du 9 Août 1953 sur la responsabilité des comptables publics [21 Juillet 1955] (I. n° 191).

Interventions :

Est entendu en qualité de rapporteur par intérim pour avis de la commission des affaires financières dans la discussion de la proposition relative aux **installations portuaires du Cambodge** [10 Mars 1955] (p. 206 et 207). — Intervient dans la discussion d'urgence de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à diverses **dispositions d'ordre financier** [29 Mars 1955] ; son observation (p. 391) ; *motion préalable de M. Cazelles :* demande un scrutin (p. 393) ; son observation (p. 395). — Est entendu, en qualité de rapporteur de la commission des affaires financières, dans la discussion : 1° de la proposition tendant à **l'aménagement des tarifs avion pour la diffusion des publications imprimées dans l'Union française** [31 Mars 1955] (p. 425 et 426). 2° de la proposition tendant à **l'aménagement des tarifs avion pour la diffusion dans les Etats associés des publications impri-**

mées dans l'Union française [31 Mars 1955] (p. 428). — Est entendu en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires financières dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à la **situation des fonctionnaires et agents français d'Indochine** [19 Juillet 1955] (p. 757). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la création d'une **caisse de soutien du café et du cacao en A.O.F.** [26 Juillet 1955] (p. 824) ; discussion générale (p. 827). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires financières dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la **responsabilité des comptables publics dans les territoires d'outre-mer** [4 Août 1955 - 2e séance] (p. 907).

LEON (M. Robert) [Côte d'Ivoire]

Est élu **Secrétaire de l'Assemblée de l'Union française** [11 Janvier 1955] (p. 5). — *Est nommé membre :* de la commission de politique générale [12 Janvier] 1955 (p. 10) ; de la commission d'information. (p. 11).

LE NGOC CHAN (M.) [Viet-Nam]

Sa désignation est validée [8 Mars 1955] (p. 184). — *Est nommé membre :* de la commission de la défense de l'Union française [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de la législation, de la justice et des affaires administratives et domaniales (ibid); de la commission du règlement, des pétitions, et des questions constitutionnelles [17 Mars 1955] (p 260) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union. [29 Mars 1955] (p. 410).

LE TOAN (M.) [Viet-Nam]

Sa désignation est validée [8 Mars 1955] (p. 184). — *Est nommé membre :* de la commission du plan, de l'équipement et des communications [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission d'instruction (ibid.).

LEVY (M. Roger) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission de la défense de l'Union française [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des relations extérieures (ibid.).

Intervention :

Intervient dans la discussion de la proposition relative au **stage de coopération et de mutualité agricole dans la métropole** [31 Mars 1955] ; discussion de la proposition : demande un scrutin (p. 424).

LHUILLIER (M. Jean) [Oubangui-Chari]

Est nommé membre : de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses et des pêches [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du plan, de l'équipement et des communications (ibid.).

LOSTE (M. Henry) [C. R.]

Est nommé membre de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun les dispositions du décret n° 53-875 du 22 septembre 1953 relatif à la tenue des livres de commerce [20 Janvier 1955] (I. n° 14).

Interventions :

Est entendu en qualité de rapporteur suppléant de la commission des affaires économiques dans la discussion de la demande d'avis sur le **projet de décret relatif aux chemins de fer coloniaux** [25 Janvier 1955] (p. 27 et 28). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la **tenue des livres de commerce dans les Territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun** [25 Janvier 1955] (p. 28) ; discussion générale : répond à M. Pialoux (p. 29) ; sur l'ensemble : répond à M. Charles-Cros expliquant son vote (p. 30). — Intervient dans la suite de la discussion des propositions relatives aux **relations économiques entre la France et les Etats associés** [22 Mars 1955] ; discussion de la proposition : 8e alinéa : texte transactionnel proposé pour les amendements de M. W. Bazé et de M. Charles-Cros : demande un scrutin (p. 295). — Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 - 1re séance] ; suite de la discussion générale : sur l'opportunité de continuer la séance (p. 306). — Est entendu en qualité de rapporteur suppléant pour avis de la commission des affaires économiques dans la discussion de la proposition tendant à la **création d'un comité interprofessionnel des fruits et légumes en métropole et outre-mer** [24 Mai 1955] (p. 537 et 538).

LOUNDA (M. Aubert) [Moyen-Congo]

Est nommé membre : de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches, et des forêts (ibid.).

LUCIANI (M. Nonce) [Constantine]

Est nommé membre : de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission d'information. (p. 11).

M

MALROUX (Mme Paule) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des affaires sociales (ibid.) ; de la commission d'information (p. 11).

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer, sur la proposition de résolution tendant à la désignation par l'Assemblée de l'Union française d'une mission d'information chargée d'étudier le fonctionnement et les résultats des expériences d'éducation de base en Afrique occidentale française [20 Janvier 1955] (I. n° 15) ; *rapport* fait au nom de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer, sur la proposition tendant à demander au Gouvernment d'assimiler à un centre dramatique de la métropole le « Théâtre de l'Union française » et, éventuellement d'autres organismes ayant le même objet de diffusion du répertoire classique français dans l'Union [1er Mars 1955] (I. n° 68) ; *rapport* fait au nom de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à organiser en Algérie, dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, la distribution gratuite de lait et de sucre et, éventuellement, d'autres suppléments alimentaires dans les écoles [4 Août 1955] (I. n° 211).

Interventions :

Est entendue en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles dans la discussion de la proposition de résolution tendant à la **désignation d'une mission d'information sur l'éducation de base en A.O.F.** [25 Janvier 1955] (p. 23 et 24) ; discussion générale : répond à M. Bidet (p. 25) ; discussion de la proposition de résolution : *amendement de Mlle Le Ber* (p.27). — Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au **régime des prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [1er Février 1955] discussion générale (p. 53 et suivantes). — **Suite de la discussion** [1er Mars 1955] : discussion de l'avis : art. 14 : *amendement de M. Deroux :* son observation (p. 110). Art. 17 : *amendement de M. Habib-Deloncle :* ses observations (p. 112 et 113). — **Suite de la discussion** [3 Mars 1955] : art. 19 : *amendement de Mlle Le Ber* (p. 127). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à compléter **l'application du code du travail dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [10 Mai 1955] : discussion générale (p. 467 et suivantes). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à une **modification du code de travail dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires associés** [17 Mai 1955] : discussion de la proposition de résolution : *2e amendement de M. Pialoux :* ses observations (p. 503, 505). — Est entendue en qualité de rapporteur du 2e bureau pour la **validation de l'élection par l'Assemblée nationale de M. Jean Courtois** [7 [Juillet 1955 — 1re séance] (p. 654). — Ses observations dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi portant **réorganisation des services de la santé publique dans les territoires d'outre-mer** [2 Août 1955] : discussion générale (p. 884). — **Suite de la discussion** [4 Août 1955] : suite de la discussion générale (p. 892) ; discussion de l'avis : en qualité de vice-président de la commission des affaires culturelles : article 3 bis : *amendement de M. Griaule concernant les conditions d'admission des médecins, pharmaciens et dentistes pouvant être admis au principalat*

ou *issus des écoles locales, des sages-femmes et assistantes sociales diplômées d'état* (p. 895 et 896) ; *ses sous-amendements tendant, au paragraphe a) 1° à supprimer le mot « dentistes » ; 2° à remplacer « ayant passé les épreuves » par « ayant subi avec succès les épreuves »* (p. 897 et 898).

MAMA (M. Fousseni) [Togo]

Est nommé membre de la commission de politique générale [12 Janvier 1955] (p. 10).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **l'institution du collège unique au Cameroun** [2 Août 1955] : suite de la discussion générale (p. 877). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un port en eau profonde au Dahomey** [4 Août 1955] : suite de la discussion générale (p. 899 et 900, 904) ; discussion de la proposition : *son contre-projet demandant la construction d'un port sur la côte du Bénin pouvant desservir l'ensemble de la 4e région économique* (p. 905).

MARGUERITTE (M. Charles) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission de la défense de l'Union française [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission d'instruction (ibid.).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-mer** [17 Mars 1955] : discussion générale (p. 254 et suivantes). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'organisation de la défense nationale et des forces armées** [28 Juin 1955] : discussion générale : sur la demande de renvoi de la question à une séance ultérieure : son rappel au règlement (p. 605).

MARQUET (M. Jean) [C. R.]

Est nommé membre : de la commission du plan, de l'équipement, et des communications [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des relations extérieures (ibid.) ; de la commission de comptabilité (ibid). — *Donne sa démission* de la commission des relations extérieures [21 Juillet 1955] (p. 763).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications sur la proposition tendant à inviter le gouvernement à encourager les recherches susceptibles de permettre l'utilisation de l'énergie solaire au Sahara et dans les territoires d'outre-mer [5 Juillet 1955] (I. n° 154) .

MAYAKI (M. Adamou) [Niger]

Est nommé membre : de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission d'information (p. 11) ; de la commission de politique générale [1er Mars 1955] (p. 114).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au **régime des prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [1er Mars 1955] : discussion de l'avis : Art. 10 : *son amendement tendant à rédiger comme suit le 4° : « Dans les centres où existe un service médical à la consultation trimestrielle du nourrisson pendant la première année et semestrielle pendant la deuxième et troisième année »* (p. 105). *Amendement de M. Theetten* (ibid). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un port en eau profonde au Dahomey** [4 Août 1955] : suite de la discussion générale (p. 904)

MBIDA (M. André Marie) [Cameroun]

Est nommé membre : de la commission de la défense de l'Union française [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des relations extérieures (ibid.) ; de la commission des affaires sociales [7 Juillet 1955] (p. 686).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [5 Juillet 1955 — 2e séance] : suite de la discussion générale (p. 647, 649). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis : article 1er 3e alinéa : *amendement de M. Charles-Cros : explication de vote* (p. 777, 779) ; 4e alinéa proposé en *amendement par M. Montrat* (p. 781) ; article 3 bis proposé en *amendement par M. Montrat* (p. 784) : article 6 : *amendement de M. Roclore ;* demande une suspension de séance (p. 794). Article 1er, 2e délibération : *amendement de M. Charles-Cros* (p. 800, 801). - Explication de vote sur l'ensemble (p. 802) : 2e délibération : ses observations au moment des explications de vote (p. 807). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur les projets de décrets relatifs au **statut de la magistrature** [26 Juillet 1955]. — **V. Cameroun :** discussion générale (p. 843). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **l'institution du collège unique au Cameroun** [2 Août 1955] : suite de la discussion générale (p. 874 et suivantes).

MENGUY (M. Albert) [C. R.]

Est nommé membre : de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission d'information (p. 11).

MICHALET (M. Alexandre) [Alger]

Est élu **Secrétaire de l'Assemblée de l'Union française** [11 Janvier 1955] (p. 5). — *Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de politique générale (ibid.) ; de la commission du règlement des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid.) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Intervention :

Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 - 1re séance] : suite de la discussion générale (p. 311).

MIGNOT (M. Elie) [A. N.]

Est nommé membre de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales [12 Janvier 1955] (p. 10).

MITTERRAND (M. Jacques) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de politique générale (ibid.).

Intervention :

Ses observations au cours du débat sur les questions orales de M. Max André relatives à la **situation dans le Nord-Vietnam** [27 Janvier 1955] (p. 38 et 39) .

MONNET (M. Georges) [Côte d'Ivoire]

Est nommé membre de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 Janvier 1955] (p. 10).

Dépôts législatifs :

Proposition de résolution tendant à demander à l'Assemblée nationale de voter une loi portant extension des attributions du Centre National du commerce extérieur aux départements, territoires d'outre-mer et territoires associés de l'Union française [1er Mars 1955[(I. n° 67). — *Rapport* fait au nom de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à créer une Caisse de soutien du café et du cacao en Afrique occidentale française [21 Juillet 1955] (I. n° 195).

Interventions :

Intervient en qualité de président de la commission de l'agriculture pour demander la discussion d'une affaire pendant une réunion de commission [17 Mai 1955] (p. 526). — Est entendu, en qualité de président et de rapporteur suppléant pour avis de la commission de l'agriculture dans la discussion de la proposition tendant à l'octroi d'une **aide financière à l'Algérie** [5 Juillet 1955] (p. 625). — Est entendu en qualité de président et rapporteur de la commission de l'agriculture dans la discussion de la proposition tendant à la **création d'une caisse de soutien du café et du cacao en Afrique occidentale française**

[26 Juillet 1955] (p. 818 et suivantes) ; discussion générale (p. 829 et suivantes) ; discussion de la proposition : *amendement de M. Soppo Priso* (p. 833). — Son intervention au moment des explications de vote (p. 834). — Remplace « adjure » par « insiste tout particulièrement » (ibid). — Obtient un congé [22 Mars 1955] (p. 290).

MONTRAT (M. Maurice) [Guinée]

Est nommé membre : de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des affaires étrangères (ibid.); de la commission de comptabilité (ibid.)

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'outre-mer** [17 Mai 1955] suite de la discussion générale (p. 520, 521, et 522). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un port en eau profonde au Dahomey** [24 Mai 1955] : discussion générale : ses observations (p. 545, 546). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi portant **création d'une académie nationale des sciences coloniales** [21 Juin 1955] : discussion générale (p. 581) ; discussion de l'avis : *amendement de M. Ch. A. Julien, explication de vote* (ibid). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [23 Juin 1955] : discussion générale (p. 587 et 595). — **Suite de la discussion** [5 Juillet 1955 - 2e séance] : suite de la discussion générale (p. 646) ; ses observations (p. 646, 647, 649). — Intervient dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **dépenses militaires du Ministère de la France d'outre-mer pour 1955 et 1956** [12 Juillet 1955] : discussion générale (p. 724). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion générale : ses observations (p. 764, 767) ; discussion de l'avis : article 1er : *son amendement tendant à remplacer « seront créés » par « il sera institué »* (p. 772) ; le retire (p. 773) ; 3e alinéa : *amendement de M. L. Delmas :* son observation (p. 775) ; retire *son amendement sur le mode d'élection des membres du conseil* (p. 776) ; *amendement de M. Charles-Cros : explication de vote* (p. 777) ; *son amendement tendant à ajouter un 4e alinéa prévoyant l'usage courant de la langue française pour les membres du conseil et la durée de leur mandat* (p. 780) ; supprime le membre de phrase concernant la langue (p. 780, 781) ; correction de « subdivision » en « circonscription » (p. 781) ; *son amendement tendant à ajouter un article 3 bis prévoyant le libre accès du chef de territoire ou de la circonscription, et des membres de l'assemblée territoriale aux séances du conseil* (p. 783) ; *supprime « les membres de l'assemblée territoriale élus par la circonscription »* (p. 784) ; article 2 : *son amendement tendant à remplacer « peut attribuer » par « attribue »* (p. 786) ; article 3 : *son amendement prévoyant la convocation des conseils* (ibid) ; retire *son 2e amendement prévoyant les questions soumises à l'examen des conseils* (ibid) ; article 6 : *son amendement prévoyant les modalités de dissolution et de renouvellement des conseils* (p. 790) ; *amendement de M. Roclore :* ses observations (p. 794, 795) ; article 7 : *son amendement tendant à remplacer « cercle ou de région » par « circonscription administrative »* (p. 797) ; le retire (ibid) ; article 1er 2e délibération : explication de vote (p. 799, 800) ; sur l'ensemble, en 2e délibération : explication de vote (p. 807). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur les projets de décrets relatifs au **statut de la magistrature** [26 Juillet 1955] : **I. — Madagascar et Comores :** son observation (p. 835). — **III. — A.O.F. :** discussion générale (p. 839). — **V. Cameroun :** son observation (p. 843). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **l'institution du collège unique au Cameroun** [2 Août 1955] : suite de la discussion générale (p. 876 et 877). — Ses observations dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi portant **réorganisation des services de la santé publique dans les territoires d'outre-mer** [2 Août 1955] : discussion générale (p. 882, 883, 884, 885). — **Suite de la discussion** [4 Août 1955] : suite de la discussion générale (p. 892 et 893) ; discussion de l'avis : article 3 bis : retire *son amendement concernant l'admission des médecins, pharmaciens, dentistes et sages-femmee issus des écoles locales et des assistantes sociales du cadre général* (p. 895) ; *amendement de M. Griaule :* son obervation (p. 896).

MOREAU (Mme Emilienne) [A. N.]

Est nommée membre : de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de la défense de l'Union française (ibid.) ; de la commission d'information (p. 11).

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission de la défense de l'Union française sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Pupat et plusieurs de ses collègues députés, tendant à proclamer le Sahara « territoire national » [28 Juillet 1955] (I. n° 201).

MOREL (M. Emmanuel) [A.A.]

Est nommé membre : de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission d'information (p. 11).

MOULLEC (M. Raymond) (Contre-Amiral) [C. R.]

Est nommé membre : de la commission de la défense de l'Union française [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des relations extérieures (ibid.).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 - 1re séance] : suite de la discussion générale (p. 315).

N

NGO KHAI MINH (M.) [Viet-Nam]

Sa désignation est validée [8 Mars 1955] (p. 184). — *Est nommé membre* de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 Janvier 1955] (p. 10).

NGUYEN KIM LOAN (M.) [Viet-Nam]

Sa désignation est validée [8 Mars 1955] (p. 184). — *Est nommé membre :* de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales [12 Janvier 1955] (p.10) ; de la commission d'instruction (ibid).

Intervention :

Intervient dans la discussion de la proposition relative au **problème eurasien dans les Etats associés d'Indochine** [18 Mars 1955] : discussion générale (275 et 276) ; discussion de la proposition : demande la disjonction du § 3e (p. 277).

NGUYEN KHAC SU (M.) [Viet-Nam]

Sa désignation est validée [8 Mars 1955] (p. 184). — *Est nommé membre :* de la commission de l'Agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des relations extérieures (ibid.).

NGUYEN DUY THANH [Viet-Nam]

Sa désignation est validée [8 Mars 1955] (p. 184). — *Est nommé membre :* de la commission des affaires sociales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commision du plan, de l'équipement, et des communications (ibid.). — *Donne sa démission* de la commission des affaires sociales [17 Mars 1955] (p. 247).

NGUYEN HUU THUAN (M.) [Viet-Nam]

Sa désignation est validée [8 Mars 1955] (p. 184). — *Est nommé membre :* de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de la défense de l'Union française (ibid). — *Donne sa démission* de conseiller de l'Union française [21 Juin 1955] (p. 578).

NGUYEN VAN TY (M.) [Viet-Nam]

Sa désignation est validée [8 Mars 1955] (p. 184). — *Est nommé membre :* de la commission du plan, de l'équipement et des communications [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des relations extérieures (ibid.).

NGUYEN TRUNG VINH (M.) [Viet-Nam]

Est élu **Vice-président de l'Assemblée de l'Union française** [11 Janvier 1955] (p. 5). — Sa désignation est validée [8 Mars 1955]. — *Est nommé membre* de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10).

O

ODRU (M. Louis) [C. R.]

Est nommé membre : de la commission des relations extérieures [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission d'instruction (ibid) ; de la commission des affaires sociales [3 Mai 1955] (p. 441).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission d'instruction, sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française [10 Mars 1955] (I. n° 89).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les Territoires sous tutelle** [27 Janvier 1955] : sur la proposition de M. Antonini de renvoyer la suite de la discussion à une séance ultérieure : demande l'inscription en tête de l'ordre du jour de la séance suivante et demande un scrutin (p. 46). — **Suite de la discussion** [1er Février 1955] : discussion générale (p. 57 et 58). — **Suite de la discussion** [3 Février 1955] : discussion de l'avis : Art. 6 bis proposé en *amendement par M. Cornet : explication de vote* (p. 77) ; art. 7 : *amendement de M. Rogier : explication de vote* (p. 79) ; art. 8 : explication de vote (p. 84). — **Suite de la discussion** [1er Mars 1955] : Art. 10 : *amendement de M. Theetten : explication de vote* (p. 103) ; art. 17 : *amendement de M. Habib-Deloncle :* explication de vote (p. 113) ; art. 18 : *amendement de M. Theetten :* son observation (ibid.). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour de la prochaine séance [1er Mars 1955] (p. 114 et 115). — Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [3 Mars 1955] : suite de la discussion de l'avis : Art. 19 : *amendements de M'le Le Ber et de M. Theetten : explication de vote* (p. 127) ; art. 26 : paragraphe 1er : *sous-amendement de M. Theetten* (p. 134 et 135) ; paragraphe 2e : *amendement de M. Cornet* (p. 137) ; art. 3 réservé : retire *son amendement tendant à rédiger ainsi le début de l'article : « sous réserve des dispositions prévues à l'art. 9... »* (p. 138) ; ses observations lors des explications de vote sur l'ensemble (p. 162, 165, 166, 167) ; son explication de vote (p. 166). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission d'instruction dans la discussion d'une demande en autorisation de **poursuites contre un membre de l'Assemblée** [15 Mars 1955] (p. 226). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-mer** [18 Mars 1955] : explication de vote (p. 269 et 270). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif au **domaine public et aux servitudes d'utilité publique en Afrique occidentale française** [18 Mars 1955] : discussion générale (p. 702). — Intervient dans la discussion de la proposition relative au **problème eurasien dans les Etats associés d'Indochine** [18 Mars 1955] : discussion générale (p. 274, 276). — Intervient dans la discussion d'urgence de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **diverses dispositions d'ordre financier** [29 Mars 1955] : ses observations (p. 391). — Intervient dans la discussion d'une demande de **désignation d'une mission d'information** [29 Mars 1955] (p. 403 et 404). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer** [5 Mai 1955] : discussion générale (p. 455). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'accession au statut civil de droit commun** [7 Juillet 1955 - 1re séance] : ses questions à M. le rapporteur (p. 656) ; discussion générale (p. 661, et 662) ; explications de vote sur l'ensemble (p. 669) ; demande un scrutin (ibid). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposiion de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [8 Juillet 1955] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 700, 701, 702). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis : article 1er : *amendement de M. Charles-Cros* (p. 772 et 773) ; *amendement de M. L. Delmas :* son observation (p. 775) ; 3e alinéa : *son amendement tendant à prévoir le suffrage universel en laissant aux assemblées territoriales le soin de déterminer les modalités des élections :* demande le vote par division (p. 776) ; *amendement de M. Charles-Cros* (p. 777, 778, 780) ; 4e alinéa proposé en *amendement par M. Montpt* (p. 781) ; *son amendement prévoyant la non incompatibilité de l'institution de conseils de circonscription et de l'érection de nouvelles municipalités* (p. 782) ; sur l'ensemble : explication de vote (p. 802) ; 2e délibération : explication de vote (p. 806). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [21 Juillet 1955] (p. 809). — Intervient dans la discussion d'urgence de la proposition relative à **l'aide à apporter aux Français d'Indochine désireux de quitter le Viet-Nam** [28 Juillet 1955] : discussion générale (p. 857) ; ses observations (p. 859). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [28 Juillet 1955] (p. 864).

OUDARD (M. Georges) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des relations extérieures [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du règlement des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid.) ; de la commission d'instruction (ibid.) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des relations extérieures, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser le président de la République à ratifier la convention phyto-sanitaire pour l'Afrique au sud du Sahara, signée à Londres le 29 Juillet 1954 entre la France, la Belgique, le Portugal, la fédération de Rhodésie et le Nyassaland, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord et l'Union de l'Afrique du Sud. [17 Mars 1955] (I. n° 96).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [3 Février 1955] : discussion de l'avis : Art. 9 : *amendement de M. Odru :* demande un scrutin (p. 87). — Intervient dans la suite de la discussion des propositions relatives aux **relations économiques entre la France et les Etats associés** [18 Mars 1955] : discussion de la proposition : *son amendement tendant à ajouter, au 4e alinéa : « ainsi que la sauvegarde des intérêts de même nature des autres Etats associés dans les territoires de la République française »* (p. 284) ; sur la date de la suite de la discussion (p. 284 et 285). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955] : rectifie, à l'occasion de l'adoption du procès-verbal de la précédente séance, une erreur du compte rendu (p. 290) ; explications de vote sur l'ensemble (p. 296) ; demande un scrutin (p. 298). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un aérodrome à Tahiti** [24 Mars 1955] : discussion générale (p. 380). — Est entendu, en qualité de rapporteur de la commission des relations extérieures dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à la **ratification de la convention phyto-sanitaire pour l'Afrique au sud du Sahara** [31 Mars 1955] (p. 424 et 425). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant la **permanence des intérêts français au Fezzan** [26 Mai 1955] (p. 561 et suivantes) ; répond à M. Toujas (p. 570). — Intervient dans la discussion des deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **dépenses militaires du ministère de la France d'outre-mer pour 1955 et 1956** [12 Juillet 1955] : explication de vote (p. 729) .— Intervient dans le règlement de l'ordre du jour [12 Juillet 1955] (p. 734). — Intervient dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **crédits de la défense nationale et des forces armées pour 1955 et 1956** [19 Juillet 1955] : discussion de l'avis : section Extrême-Orient : sur la demande de disjonction : ses observations (p. 753, 754). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis : article 1er : *amendement de M. L. Delmas ;* retire une demande de scrutin (p. 775) ; article 6 : *amendement de M. Roclore :* son observation (p. 793) ; article 7 : *amendement de M. L. Delmas tendant à remplacer « conseils de circonscription » par « personnes morales crées en vertu de l'article 2 »* (p. 796) ; article 1er, 2e délibération : *amendement de M. Charles-Cros :* ses observations (p. 800, 801) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 802) ; sur la demande de renvoi en commission (p. 804). — Ses observations dans la discussion d'urgence de la proposition relative à **l'aide à apporter aux Français d'Indochine désireux de quitter le Viet-Nam** [28 Juillet 1955] : discussion générale (p. 851, 857, 858, 859). — Intervient dans le règlement de l'ordre

du jour [28 Juillet 1955] (p. 864). — Intervient dans la discussion de la proposition relative à **l'organisation de la pêche maritime en Côte française des Somalis** [2 Août 1955] : discussion générale (p. 871, 872). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **l'institution du collège unique au Cameroun** [2 Août 1955] : suite de la discussion générale : son observation (p. 876) ; discussion de l'avis : *amendement de M. Sicé* (p. 878). — Répond à M. Cao Van Chieu intervenant pour un fait personnel [4 Août 1955 - 2e séance] (p. 920).

P

PARINAUD (M. André) [A. N.]

Son élection est validée [3 Mars 1955] (p. 126). — *Est nommé membre :* de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [3 Février 1955] (p. 89) ; de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (ibid.).

Intervention :

Intervient dans la discussion de la proposition tendant au **règlement des dommages de guerre en Indochine** [17 Mai 1955] : discussion générale (p. 510 et 511).

PERETTI (M. Achille) [A .N.]

Est nommé membre de la commission des affaires financières [1er Février 1955] (p. 67).

Intervention :

Intervient dans la discussion d'urgence de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **diverses dispositions d'ordre financier** [29 Mars 1955] : *motion préalable de M. Cazelles : explication de vote* (p. 394). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [20 Janvier 1955] (p. 13).

PERIER (M. Jacques) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des affaires sociales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de politique générale (ibid.) ; de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid.) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [27 Janvier 1955] : sur la proposition de M. Antonini de renvoyer la suite de la discussion à une séance ultérieure (p. 45 et 46). — **Suite de la discussion** [1er Février 1955] : discussion de l'avis : *contre-projet de M. Cornet :* sur la demande de suspension de séance formulée par M. Sarr (p. 63, 64) ; art. 1er : *amendement de M. Deroux* (p. 65 et 66) ; art. 7 : *amendement de M. Rogier* (p. 79) ; *amendement de M. Bernier repris* (p. 82) ; art. 9 : *amendement de M. Deroux* (p. 85) ; son observation (p. 86). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **l'institution du collège unique au Cameroun** [28 Juillet 1955] (p. 859 et 860).

PHAM KHAC HY (M.) [Viet-Nam]

Sa désignation est validée [8 Mars 1955] (p. 184). — *Est nommé membre :* de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission d'information (p. 11).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires financières, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier certains textes intervenus en matière douanière en 1954 concernant les territoires d'outre-mer (décrets, délibérations des Assemblées locales) [21 Juillet 1955] (I. n° 193).

Intervention :

Est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires financières dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à ratifier **certaines mesures douanières concernant les territoires d'outre-mer** [4 Août 1955 - 2e séance] (p. 916 et suivantes) .

PHAM VAN NHU (M.) [Viet-Nam]

Sa désignation est validée [8 Mars 1955] (p. 184). — *Est nommé membre :* de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid.).

PHENG (M.) [Laos]

Est nommé membre : de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p 10.) ; de la commission de l'agriculture, des chasses, des pêches et des forêts (ibid.) ; de la commission de comptabilité (ibid.).

PIALOUX (M. Edmond) [C.R.]

Est nommé membre : de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de politique générale (ibid.) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Dépôts législatifs :

Rapport fait, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, fixant les tarifs des droits d'expédition des actes de l'état civil en Nouvelle Calédonie et dépendances [3 Février 1955] (I. n° 32) ; *rapport* fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, rendant obligatoire dans les territoires de Madagascar et des Comores la publication au Journal Officiel de Madagascar des déclarations devant être effectuées au registre du commerce [10 Mai 1955] (I. n° 116) ; *rapport* fait au nom de la commission de politique générale sur la demande d'avis sur la proposition tendant à proclamer le Sahara « territoire national » [26 Mai 1955] (I. n° 132) ; *rapport* fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, rendant obligatoire la publication au Journal officiel du territoire sous tutelle du Cameroun des déclarations devant être effectuées au registre du commerce [7 Juillet 1955] (I. n° 164).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif à la **tenue des livres de commerce dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun** [25 Janvier 1955] : discussion générale (p. 29). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi relative aux **Français tombés en service commandé en Afrique du Nord** [8 Mars 1955] : discussion de l'avis : *amendement de M. Bégarra :* modification proposée par la commission (p. 188). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la législation dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif aux **actes d'état civil en Nouvelle-Calédonie et dépendances** [10 Mars 1955] (p. 205). — Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 - 1re séance] : suite de la discussion générale (p. 303, 310 et 311). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 - 2e séance] : discussion de l'avis : art. 1er : *amendement de M. Bernier : explication de vote* (p. 330) ; *amendement de M. Habib-Deloncle : explication de vote* (p. 337). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un aérodrome à Tahiti** [24 Mars 1955] : discussion générale (p. 381). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur les projets de décrets relatifs à la **réglementation de l'emploi des étrangers en Afrique équatoriale française et en Afrique occidentale française** [12 Mai 1955] : discussion de l'avis : 1er décret : *son 1er amendement tendant à supprimer (art. 1er, alinéa 4) les mots « sur délibération »* (p. 479, 480) ; demande un scrutin (p. 480) ; *son 2e amendement ayant le même objet (art. 2)* (p. 481) ; 2e décret : *ses deux amendements ayant le même objet* (p. 482). — intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à une **modification du code du travail des Territoires d'outre-mer et Territoires associés** [17 Mai 1955] : discussion de la proposition de résolution : *son 1er amendement tendant à préciser la durée maxima de l'engagement à l'essai :* demande de le réserver (p. 501) ; *amendement de Mme Ma'roux* (p. 501 e 502) ; retire son 1er amendement (p. 503) ; *son 2e amendement tendant à faire des indemnités de congé, des frais de voyage et de transport des créances privilégiées* (p. 503, 504, 505, 506) ; *son 3e amendement tendant à supprimer tout ce qui concerne l'art. 148 de la loi du 15 décembre 1952* (p. 506) ; le retire (p. 507) ; *son 4e amendement recommandant de tenir compte de l'horaire habituel du travail dans la région* (ibid) ; *son 5e amendement tendant à ajouter, au para-*

graphe relatif à l'art. 204 « si l'organisation du tribunal le permet » (ibid.). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la législation dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif au **registre du commerce à Madagascar et aux Comores** [24 Mai 1955] (p. 531). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'accession au statut civil de droit commun** [7 Juillet 1955 - 1re séance] : discussion de l'avis : article 1er bis *proposé en amendement par M. Habib-Deloncle* (p. 662, 663) ; article 3, 2e alinéa, 1re phrase : *son amendement tendant à la rédaction suivante : « S'il est élevé par une institution dont la majorité des administrateurs est de statut personnel coutumier, l'enfant a le statut des membres de cette majorité »* (p. 665). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la législation dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif aux **déclarations au registre du commerce au Cameroun** [19 Juillet 1955] (p. 738, et 739). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis : article 1er, 3e alinéa : *amendement de M. Charles-Cros* ; explication de vote (p. 778, et 779). — 4e alinéa proposé en *amendement par M. Montrat* : son observation (p. 781) ; article 1er quater proposé en *amendement par M. Charles-Cros* (p. 785) ; article 3 : *amendement de M. L. Delmas tendant à supprimer le paragraphe a* (p. 786) ; article 6 : *amendement de M. Roclore* (p. 792, 793) ; propose de prévoir « la révision des limites de la circonscription » (p. 793) ; *son amendement tendant à ajouter un article 7 bis prévoyant la possibilité pour les communes de se syndiquer* (p. 797 et 798) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 802 et 803).

POLYCARPE (M. Vermont) [Guyane]

Est nommé membre : de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales (ibid).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de la République de trouver une solution au problème eurasien par l'application des mesures appropriées relevant, d'une part, de sa propre initiative et dépendant, d'autre part, d'un accord à conclure avec les Etats associés d'Indochine [3 Mars 1955] (I. n° 69).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au **régime des prestations familiales dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [3 Mars 1955] : discussion de l'avis : sur la demande de 2e délibération de l'art. 3 (p. 146), de l'art. 26 (p. 162) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 163) ; répond à M. Reyt (p. 163 et 164) ; demande un scrutin (p. 167). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la législation dans la discussion de la proposition relative au **problème eurasien dans les Etats associés d'Indochine** [18 Mars 1955] (p. 274) : discussion générale : répond à M. Odru (ibid.) .

R

RAMUS (M. Yves) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10) : de la commission du plan, de l'équipement et des communications (ibid).

RANDRETSA (M. Razafy) [Madagascar]

Est nommé membre : de la Commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [25 Janvier 1955] (p. 22).

Intervention :

Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [15 Mars 1955] : discussion générale (p. 233).

RAPHAEL-LEYGUES (M. Jacques) [C. R.]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de la défense de l'Union française (ibid).

Dépôts législatifs :

Proposition demandant au Gouvernement d'assimiler à un centre dramatique de la métropole « le Théâtre de l'Union française » et éventuellement d'autres organismes ayant le même objet de diffusion du répertoire classique français dans l'Union [27 Janvier 1955] (I. n° 22). — *Rapport* fait au nom de la commission de la défense de l'Union française sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à conférer la Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs aux drapeaux de l'Ecole du service de santé militaire de Lyon et de l'Ecole principale du service de santé de la marine de Bordeaux [1er Mars 1955] (I. n° 59).

Interventions :

Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la défense de l'Union française dans la discussion de la proposition tendant à **l'attribution de la croix de guerre aux drapeaux des écoles du service de santé de Lyon et de Bordeaux** [8 Mars 1955] : demande une interversion de l'ordre du jour (p. 190) ; donne lecture de son rapport (p. 195 et 196). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [7 Juillet 1955 - 2e séance] : suite de la discussion générale (p. 681).

RAZAFINDRAKOTO (M. Armand) [Madagascar]

Est élu **Secrétaire de l'Assemblée de l'Union française** [11 Janvier 1955] (p. 5). — *Est nommé membre* de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales [12 Janvier 1955] (p. 10).

Intervention :

Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 - 1re séance] : suite de la discussion générale (p. 309 et 310).

RENCUREL (M. Auguste) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de politique générale (ibid) ; de la commission d'instruction (ibid) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Intervention :

Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la **création d'une cour d'Appel à Oran** [8 Mars 1955] : discussion générale (p. 192 et 193) ; demande le renvoi en commission (p. 193) ; répond à M. Bégarra, rapporteur (ibid) ; à M. Junillon, président de la commission (p. 194) ; fixation de la date de la suite de la discussion (p. 194 et 195).

REPIQUET (M. Georges) [La Réunion]

Est nommé membre : de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du plan, de l'équipement et des communications (ibid).

REVERBORI (M. Georges) [C. R.]

Est nommé membre : de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des affaires financières (ibid) ; de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles ; de la commission de comptabilité (ibid) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à apporter à l'Algérie une aide financière en rapport avec la croissance de sa démographie et à prendre les mesures nécessaires susceptibles d'augmenter le potentiel économique du pays, d'y relever encore la condition humaine et de démontrer, une nouvelle fois, les bienfaits d'une collaboration confiante entre toutes les populations algériennes [31 Mars 1955] (I. n° 108).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au **régime des prestations familiales dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [3 Février 1955] : discussion de l'avis : Art. 8 : *amendement de M. Rogier* (p. 83) ; demande une 2e lecture de l'art. 8 (ibid) ; ses observations (p. 83, 84). — Est entendu en

qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques dans la discussion de la proposition tendant à l'octroi d'une **aide financière à l'Algérie** [5 Juillet 1955 — 1re séance] (p. 619 et suivantes) ; discussion générale : ses observations (p. 628, 631).

REYT (M. Roger) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des affaires sociales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de la défense de l'Union française (ibid) ; de la commission d'instruction (ibid) ; *donne sa démission* de la commission des affaires sociales [25 Janvier 1955] (p. 22). — *Est nommé membre* de la commission des affaires économiques (p. 32).

Dépôts législatifs :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à s'associer au proche centenaire de la formation du premier bataillon de tirailleurs sénégalais, à l'occasion de la réédification à Paris du monument, détruit par les Allemands en 1940, du Général Manguin, créateur de l'Armée noire [15 Mars 1955] (I. n° 92) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à permettre à la Marine marchande de jouer pleinement son rôle de liaison entre la métropole et la France d'outre-mer [22 Mars 1955] (I. N° 103). — *Avis* présenté, au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à augmenter d'une façon importante les crédits du F.I.D.E.S. destinés à l'aéronautique des T.O.M. et figurant dans l'annexe au projet de loi n° 8555 portant approbation du deuxième plan quadriennal et à fixer ce crédit à 13 milliards [10 Mars 1955] (I. n° 88) ; *rapport* fait au nom de la commission de la défense de l'Union française sur la proposition tendant à inviter le gouvernement à s'associer au proche centenaire de la formation du premier bataillon de tirailleurs sénégalais, à l'occasion de la réédification à Paris du monument, détruit par les Allemands en 1940, du général Mangin, créateur de l'armée noire [12 Mai 1955] (I. n° 118) ; *avis* présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition tendant à demander au Gouvernement la création d'un comité interprofessionnel des fruits et légumes chargé de préparer les mesures nécessaires pour assurer l'équilibre entre les ressources et les besoins en fruits et légumes de la métropole et de la France d'outre-mer et pour normaliser leur commercialisation [12 Mai 1955] (I. n° 123).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [3 Mars 1955] : explication de vote (p. 163 et 164). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-mer** [18 Mars 1955] : suite de la discussion générale (p. 268). — Est entendu en qualité de rapporteur pour avis de la commission de la défense de l'Union française dans la discussion de la proposition tendant à **l'augmentation des crédits du F.I.D.E.S. pour l'aéronautique des territoires d'outre-mer** [12 Mai 1955] (p. 485 et 486) : discussion générale (p. 490). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la **création d'une caisse de soutien du café et du cacao en A.O.F.** [26 Juillet 1955] : explication de vote (p. 833).

RIBERA (M. Marcel) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission d'instruction (ibid).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur : 1° la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi portant amnistie dans les loi de M. Minjoz, député, tendant à accorder l'amnistie pour les crimes, délits et contraventions, à caractère politique, commis dans les départements et territoires d'outre-mer et les Etats associés avant le 1er Mai 1954 ; 3° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Aubame, député, tendant à l'amnistie de certains crimes, délits et contraventions commis en Afrique noire française, à Madagascar et en Algérie [8 Mars 1955] (I. n° 77).
territoires d'outre-mer ; 2° la demande d'avis transmise par M. le président de l'assemblée nationale, sur la proposition de

Interventions :

Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la législation dans la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [15 Mars 1955] (p. 227 et suivantes) ; discussion générale : ses observations à M. Rosenfeld (p. 230, 231), à Mlle Lafon (p. 239) ; demande le renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure (p. 240). — Intervient en qualité de vice-président de la commission de la législation pour demander une interversion de l'ordre du jour [18 Mars 1955] (p. 274). — Intervient en qualité de vice-président de la commission de la législation dans la discussion de la proposition relative au **problème eurasien dans les Etats associés d'Indochine** [18 Mars 1955] : discussion de la proposition : § 1er *amendement de M. Dède* (p. 277) ; paragraphe 3° : demande de disjonction par M. Nguyen Kim Loan ; *propose de remplacer « d'étudier simultanément avec les trois . . . » par « d'étudier avec les trois . . . »* (ibid). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission de la législation dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale : répond à M. Ch. A. Julien (p. 302), à M. Egretaud (p. 311) ; son intervention (p. 312, 313) ; répond à M. Bénamor (p. 314), à M. Ch. A. Julien (ibid). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 — 2e séance] : discussion de l'avis : demande de réunion de la commission par M. Antonini (p. 320). — *Contreprojet de M. Lachenal :* ses obervations (p. 322) ; nouvelle demande de réunion de la commission par M. Antonini (p. 323) ; sur les amendements sur l'art. 1er (p. 323); art. 1er : *amendement de M. Rosenfeld* (p. 325 et 326) ; *sous-amendement de M. Boiteau* (p. 325) ; répond à une observation de M. Bour (ibid) ; *amendement de M. Boiteau* (p. 327) ; *amendement de Mlle Le Ber* (ibid) ; *amendement de M. Bernier* (p. 329 et 330) ; répond à M. Boiteau (p. 330), à M. Coulibaly (p. 331) ; *amendement de M. Bour* (p. 332, 333) ; suppression du dernier membre de phrase (p. 333) ; *amendement de M. Ya Doumbia retiré* (p. 334) ; *amendement de M. Boiteau* (ibid): — *amendement de M. Habib-Deloncle* (p. 335) ; répond à M. Antonini (p. 336), à M. Cazelles (p. 336 et 337) ; demande le retrait de l'amendement (p. 337) ; *amendement de M. Ya Doumbia* (p. 338). — art. 2 : *amendement de M. Rosenfeld* (ibid) ; *amendement de M. Riond* (p. 339) ; art. 3 : *amendement de M. Boiteau* (p. 339 et 340) ; *amendement de M. Rosenfeld* (p. 340) ; *amendement de M. Bour* (p. 341) ; art. 4 : *amendement de M. Boiteau* (p. 342 et 343) ; *2e amendement de M. Boiteau* (p. 343) ; *son explication de vote sur cet amendement* (p. 344) ; art. 5 : *amendement de M. Boiteau* (ibid) ; art. 6 : son observation (ibid) ; art. 7 : *amendement de M. Boiteau* (p. 345) ; art. 8 : *amendement de M. Rosenfeld* (p. 346) ; *amendement de M. Boiteau* (p. 346 et 347) ; *amendement de M. A. Bour* (p. 347) ; *amendement de M. Habib-Deloncle* (ibid) ; art. 8 bis proposé en *amendement par M. Boiteau* (p. 348) ; art. 12 : *amendement de M. Boiteau* (p. 349).

RIOND (M. Georges) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission d'information (p. 11).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [1er Février 1955] : discussion de l'avis : *contreprojet de M. Cornet :* sur la demande de suspension de séance formulée par M. Sarr (p. 63 et 64). — Intervient dans la discussion des conclusions du 4e bureau pour la **validation des conseillers désignés par l'Etat associé du Viet-Nam** [8 Mars 1955] : explication de vote (p. 183). — Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale (p. 314 et 315). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 — 2e séance] : discussion de l'avis : art. 2 : *son amendement tendant après les mots « délits de presse », à insérer « autres que ceux incitant au meurtre, à l'assassinat, au viol, à la mutilation volontaire ou à la destruction d'ouvrages d'art. »*. (p. 339) ; le retire (ibid) ; art. 3 : *amendement de M. Boiteau* (p. 340) ; art. 8 : *amendement de M. Rosenfeld* (p. 346) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 351). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [29 Mars 1955] : discussion générale (p. 403). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à **l'aménagement des tarifs avion pour la diffusion des publications imprimées dans l'Union française** [31 Mars 1955] : discussion générale (p. 426 et 427) ; discussion de la proposition : son observation à M. Boiteau expliquant son vote (p. 428). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [5 Juillet 1955 — 2e séance] : suite de la discussion générale (p. 647 et suivantes).

ROCLORE (M. Marcel) [A. N.]

Est nommé membre de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et forêts [12 Janvier 1955] (p. 10).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion d'urgence de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à diverses **dispositions d'ordre financier** [31 Mars 1955] (p. 416). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du titre VIII de la Constitution** [8 Juillet 1955] : suite de la discussion générale (p. 690, et 691). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis, article 6 : *amendement de M. Charles-Cros : explication de vote* (p. 789) ; *son amendement tendant à reprendre l'article 8 du texte gouvernemental* (p. 790, 791, 792, 793, 794) ; *le modifie en prévoyant un aménagement nouveau de la circonscription au lieu du retrait de la personnalité morale* (p. 794) ; *adjonction du membre de phrase « après avis de l'assemblée territoriale »* (ibid) ; *modification : « trois exercices budgétaires » au lieu de « deux »* (p. 795) ; *« avis conforme » au lieu de « avis de l'assemblée territoriale »* (ibid) ; *adjonction des mots « des ressources » après « aménagement nouveau »* (ibid) ; *nouvelle rédaction prévoyant un « réaménagement des limites territoriales »* (p. 796). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la création d'une **caisse de soutien du café et du cacao en Afrique occidentale française** [26 Juillet 1955] : discussion générale (p. 832) ; explication de vote (p. 833) ; son observation (p. 834).

ROGIER (M. René) [Sénégal]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des affaires financières (ibid) ; de la commission des affaires sociales (ibid) ; de la commission de comptabilité (ibid). — *Donne sa démission* de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [25 Janvier 1955] (p. 22).

ROGUE (M. Jacques) [Tchad]

Est nommé membre : de la commission du plan, de l'équipement et des communications [12 Janvier 1955] (p. 10) ; du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [3 Mars 1955] ; discussion de l'avis : Art. 25 : *son amendement tendant à insérer, après le premier alinéa, un nouvel alinéa ainsi rédigé ; « Le Gouvernement général en ce qui intéresse le personnel payé sur son budget, les gouvernements locaux en ce qui intéresse le personnel payé par leurs budgets doivent eux-mêmes adhérer à la caisse de compensation ainsi créée pour tout le personnel qu'ils emploient et qui n'a pas le statut de fonctionnaires »* (p. 132) art. 26 : *amendement de M. P. Cornet,* 1re partie (p. 136) ; *son amendement tendant à insérer un article 41 bis ainsi rédigé : « Dans un délai de deux années, devra être créé un livret de famille qui permettra, entre autre, de constater les droits aux allocations familiales. Il sera obligatoire pour tous les ayants-droit et il fera preuve. Une procédure accélérée devra être instituée pour l'enregistrement sur ce carnet de famille des actes de notoriété tenant lieu d'acte d'état civil* (p. 143) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 165). — Est entendu en qualité de rapporteur du 4e bureau pour la **validation de la désignation des conseillers de l'Etat associé du Viet-Nam** [8 Mars 1955] (p. 182). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi relative aux **Français tombés en service commandé en Afrique du nord** [8 Mars 1955] ; discussion de l'avis : *amendement de M. Bégarra :* modification proposée par la commission (p. 188). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer** [17 Mai 1955] : suite de la discussion générale (p. 517 et 518). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant la **permanence des intérêts français au Fezzan** [26 Mai 1955] (p. 569).

ROSENFELD (M. Oreste). [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des relations extérieures [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid) ; de la commission d'instruction (ibid) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [3 Mars 1955] : discussion de l'avis : Art. 24 : *amendement de M. P. Cornet : explication de vote* (p. 131 et 132) ; demande un scrutin (p. 132) ; retire sa demande de scrutin sur l'amendement modifié (ibid) ; art. 26 : *amendement de M. P. Cornet, 1re partie* (p. 135) ; *paragraphe 2°* (p. 136) ; art. 29 : *amendement de M. P. Cornet modifié* (p. 140) ; sur les demandes de seconde délibération de certains articles : répond en qualité de président de la commission du règlement (p. 145, 146, 147) ; demande une seconde délibération de l'article 10 bis (p. 147, 148) ; art. 3, 2e lecture : sur l'interprétation du règlement (p. 161 et 162) ; art. 9, 2e lecture : son observation (p. 162). — Intervient sur le procès-verbal de la précédente séance [8 Mars 1955] (p. 180). — Intervient en qualité de président de la commission du règlement au sujet de la possibilité de modifier un texte et son titre [10 Mars 1955] (p. 214). — Intervient pour demander le renvoi de la suite de la discussion d'une affaire à une séance ultérieure [10 Mars 1955] (p. 220). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [15 Mars 1955] : discussion générale (p. 230 et suivantes). — Intervient dans le règlement de l'ordre du jour de la prochaine séance [17 Mars 1955] (p. 259). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-mer** [18 Mars 1955] : suite de la discussion générale (p. 268). — Intervient dans la suite de la discussion des propositions relatives aux **relations économiques entre la France et les Etats Associés** [18 Mars 1955] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 279, 280, 281) ; discussion de la proposition : *amendement de M. Bazé* (p. 283) ; sur la date de la suite de la discussion (p. 285). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955] : répond à M. Bougenot sur le caractère réglementaire d'un texte transactionnel proposé pour les *amendements de M. W. Bazé et de M. Charles-Cros* sur le 8e alinéa (p. 295). — Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale ; ses observations (p. 300, 302, 303, 304, 313, 314, 315). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 — 2e séance] : discussion de l'avis : *contre-projet de M. Lachenal : explication de vote* (p. 322) ; répond à M. Habib-Deloncle (p. 323) ; art. 1er : *son amendement tendant à remplacer le texte de l'article 1er par le texte suivant : « Amnistie pleine et entière est accordée pour les crimes, délits et contraventions commis dans les départements et territoires d'outre-mer, ainsi que dans les territoires associés, avant le 1er octobre 1954 »* (p. 324) ; demande un scrutin (ibid) ; modification proposée par M. Vignes (p. 326) ; *amendement de M. Boiteau : explication de vote* (p. 327) ; *amendement de Mlle Le Ber : explication de vote* (p. 327 et 328) ; *amendement de M. Bernier : explication de vote* (p. 331) ; demande un scrutin (ibid) ; *2e amendement de M. Bernier tendant à remplacer l'art. 1er par le texte suivant : « Amnistie pleine et entière est accordée pour les crimes, délits et contraventions commis dans les départements et territoires d'outre-mer ainsi que dans les territoires associés avant le 1er octobre 1954, lorsqu'ils n'ont entraîné ou ne sont susceptibles d'entraîner qu'une condamnation à l'amende ou à une peine privative de liberté, assortie ou non d'une amende, dont la durée est inférieure à 15 ans et un jour, au jour de la publication de la loi, compte tenu des mesures de grâce intervenues* (ibid) ; demande un scrutin (ibid) ; *amendement de M. Bour : explication de vote* (p. 333) ; son rappel au règlement pour le vote de l'article 1er (p. 334) ; *amendement de M. Habib-Deloncle* (p. 334) ; ses observations (p. 337) ; **art. 2 :** *son amendement tendant à remplacer le texte de l'article 2 par le texte suivant : « Sont exclus de l'amnistie prévue par la présente loi, les crimes de viol, de mutilation volontaire et ceux commis dans un dessein lucratif »* (p. 338) ; le retire pour le reporter sur l'art. 3 (ibid) ; *amendement de M. G. Riond* (p. 339) ; art. 3 : *reprend son amendement ci-dessus retiré à l'art. 2* (p. 340) ; demande un scrutin (ibid) ; *amendement de M. A. Bour :* ses observations (p. 341) ; *retire son amendement tendant à introduire un art. 3 bis* (p. 342) ; art. 4 : *retire son amendement tendant à remplacer le texte de l'art. 4 par le suivant : « Les sanctions disciplinaires légalement attachées aux décisions de juridictions rendues à la suite des mêmes crimes et délits seront amnistiées dans les mêmes conditions que les sanctions judiciaires* (ibid) ; *2e amendement de M. Boiteau* (p. 343) ; art. 7 : *retire amendement tendant à supprimer cet art.* (p. 344) ; art. 8 : *retire son amendement tendant à supprimer cet art.* (p. 345) ; *son amendement tendant à remplacer cet art. par le texte suivant : « Pourront faire l'objet de mesures de grâce amnistiantes les personnes condamnées et non susceptibles de bénéficier de*

l'amnistie aux termes des art. 1er, 2 et 3 ci-dessus » (ibid) ; *le modifie comme suit : « Pourront . . . les personnes ne bénéficiant pas de l'amnistie de plein droit prévue dans la présente loi »* (ibid) ; *explication de vote* (p. 346) ; demande un scrutin (ibid) ; art. 12 : retire *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 349) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 349 et 350). — Intervient dans la discussion d'urgence de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à diverses **dispositions d'ordre financier** [29 Mars 1955] : *motion préalable de M. Cazelles : explication de vote* (p. 394). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [29 Mars 1955] : discussion générale (p. 402). — Intervient en qualité de président de la commission du règlement dans la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercles dans les Territoires d'outre-mer** [5 Mai 1955] : discussion générale : sur la demande d'examen immédiat du *contre-projet de M. Charles-Cros* avant la clôture de la discussion générale (p. 456). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur les projets de décrets relatifs à la **réglementation de l'emploi des étrangers en A.E.F. et en A.O.F.** [10 Mai 1955] : discussion générale (p. 463, 464, 465). — **Suite de la discussion** [12 Mai 1955] : suite de la discussion générale (p. 478) ; discussion de l'avis : 1er décret : *1er amendement de M. Pialoux* (p. 479 et 480). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à **l'augmentation des crédits du F.I.D.E.S. pour l'aéronautique des T.O.M.** [12 Mai 1955] *motion préjudicielle de M. Fontanet : explication de vote* (p. 492). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à une **modification du code du travail des territoires d'outre-mer et territoires associés** [17 Mai 1955] : discussion de la proposition de résolution : *amendement de Mme Malroux :* demande un scrutin (p. 502) ; *2e amendement de M. Pialoux.* — Demande une suspension de séance (p. 506). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant au **règlement des dommages de guerre en Indochine** [17 Mai 1955] : discussion générale (p. 511) ; son observation à M. Habib-Deloncle expliquant son vote (p. 513). — Intervient en qualité de président de la commission du règlement pour un rappel au règlement [26 Mai 1955] (p. 572). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [23 Juin 1955] : discussion générale (p. 586 à 599). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à l'octroi d'une **aide financière à l'Algérie** [5 Juillet 1955 — 1re séance] : discussion générale : ses observations (p. 628, 629, 632, 633) ; discussion de la proposition : ses observations (p. 635). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la constitution** [5 Juillet 1955 — 2e séance] : suite de la discussion générale (p. 643) ; ses observations (p. 643, 644, 645, 646, 647). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'accession au statut civil de droit commun** [7 Juillet 1955 — 1re séance] : discussion générale (p. 656 et suivantes) ; discussion de l'avis : article 1er bis proposé en *amendement par M. Habib-Deloncle : explication de vote* (p. 663 et 664) ; demande un scrutin (p. 663) ; *retire tous les amendements du groupe socialiste* (p. 664) ; explication de vote vote sur l'ensemble (p. 668 et 669) ; demande un scrutin (p. 668). — Intervient dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **crédits de la défense nationale et des forces armées pour 1955 et 1956** [19 Juillet 1955] : discussion de l'avis : Section Air, Titre V, 3e partie, chapitre 53-71 : *amendement de la commission saisie pour avis* (p. 749). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis : article 1er : *amendement de M. Charles-Cros ;* ses observations (p. 772) ; *explication de vote* (p. 773) ; *amendement de M. Dède : explication de vote* (p. 774) ; *amendement de M. Delmas : explication de vote* (p. 775) ; ses observations (p. 776).

ROULLEAUX-DUGAGE (M. Jacques) [A. N.]

Est élu **Vice-président de l'Assemblée de l'Union française** [11 Janvier 1955] (p. 5). — En cette qualité préside la séance du 25 Janvier 1955 (p. 22) ; de la 1re et la 3e partie de la séance du 8 mars 1955 (p. 180 et 185) ; la 2e partie de la séance du 17 mars 1955 (p. 246) ; la 1re séance (p. 290) et la 2e séance du 22 mars 1955 (p. 319) ; la 1re partie de la séance du 29 mars 1955 (p. 390) ; la 1re séance du 17 mai 1955 (p. 498) ; la première séance du 5 juillet 1955 (p. 618) ; la séance du 12 juillet 1955 (p. 714) ; la 2e séance du 4 août 1955 (p. 906). — Déclare close la session de 1955 [4 août 1955 — 2e séance] (p. 920). — Son allocution à l'occasion de la clôture de la session de 1955 [4 Août 1955 — 2e séance] (p. 920). — *Est nommé membre :* de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de politique générale (ibid) ; *donne sa démission* de cette commission [1er Mars 1955] (p. 102).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [3 Février 1955] : discussion de l'avis : art. 7 : *amendement de M. Bernier repris* (p. 82). — **Suite de la discussion** [3 Mars 1955] : sur la demande de 2e délibération de l'art. 3 (p. 147) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 165).

ROY (M. Roger) [C. R.]

Est nommé membre de la commission du plan, de l'équipement et des communications [12 Janvier 1955] (p. 10).

S

SAIDOU DJERMAKOYE (M. Issoufou) [Niger]

Est nommé membre de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10).

SARR (M. Ibrahima) [Sénégal]

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [12 Janvier 1955] (p. 10).

Interventions :

Intervient en qualité de président de la commission des affaires sociales dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au **régime des prestations familiales dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [27 Janvier 1955] : sur la proposition de M. Antonini de renvoyer la suite de la discussion à une séance ultérieure (p. 45). — **Suite de la discussion** [1er Février 1955] : discussion de l'avis : *contre-projet de M. P. Cornet :* demande une suspension de séance (p. 63, 64). — **Suite de la discussion** [3 Février 1955] : art. 3 : *amendement de M. Rogier* (p. 75). — **Suite de la discussion** [3 Mars 1955] : art. 19 : *amendement de Mlle Le Ber* (p. 127) ; art. 26, paragraphe 3e : *amendement de M. Delmas* (p. 138) ; art. 36, 1er alinéa : *amendement de M. P. Cornet* (p. 141) ; demande de deuxième lecture des art. 3, 7, 9, 12, 15 et 26 (p. 148). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis ; article 1er, 3e alinéa : *amendement de M. Charles-Cros* (p. 779).

SARRAUT (M. Albert) [C. R.]

Est élu **Président de l'Assemblée de l'Union française** [11 Janvier 1955] (p. 4). — En cette qualité, préside la 2e partie de la séance du 11 janvier 1955 (p. 5) ; la séance du 20 janvier 1955 (p. 13) ; la 2e partie de la séance du 8 mars 1955 (p. 184) ; la première partie de la séance du 17 mars 1955 (p. 245) ; la 2e partie de la séance du 29 mars 1955 (p. 395) ; la séance du 23 Juin 1955 (p. 585) ; la 2me séance du 5 juillet 1955 (p. 637) ; la 2e séance du 7 juillet 1955 (p. 673) ; la 1re partie (p. 689) et la 3e partie de la séance du 8 juillet 1955 (p. 711).

Son allocution lors de l'installation du bureau définitif de l'Assemblée [11 Janvier 1955] (p. 5). — Son allocution à l'occasion de sa réélection à la présidence de l'Assemblée [20 Janvier 1955] (p. 13 et suivantes) (I. n° 3). — Son allocution de bienvenue à M. P. H. Teitgen, ministre de la France d'outre-mer et à M. Laforest, secrétaire d'Etat chargé des relations avec les Etats associés [8 Mars 1955] (p. 184). — Son allocution de bienvenue aux nouveaux conseillers du Viet-Nam [8 Mars 1955] (p. 185). — Son allocution de bienvenue à M. Bayrou, Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer [17 Mars 1955] (p. 246). — Son allocution d'introduction au débat sur la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [29 Mars 1955] (p. 395 et 396). — Son allocution en conclusion du débat sur la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [8 Juillet 1955] (p. 711).

SARRAUT (M. Omer [A. N.]

Est nommé membre : de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales (ibid) ; de la commission des relations extérieures (ibid).

SCHLEITER (M. Gabriel) [C. R.]

Est nommé membre : de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de la défense de l'Union française (ibid).

Dépôt législatif :

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à hâter les opérations d'identification et de rapatriement des restes des membres du corps expéditionnaire tombés ou décédés en Indochine [28 Juillet 1955] (I. n° 204).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [27 Janvier 1955] : sur la proposition de M. Antonini de renvoyer la suite de la discussion à une séance ultérieure (p. 47). — **Suite de la discussion** [3 Mars 1955] : retire, en deuxième lecture, *l'amendement de M. Cornet sur l'art. 9* (p. 162). — Intervient au sujet d'une proposition de renvoi de la suite de la discussion d'une affaire à une séance ultérieure [10 Mars 1955] (p. 220). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-mer** [18 Mars 1955] : explication de vote (p. 270). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif au **régime de la transcription dans les Etablissements français de l'Océanie** [18 Mars 1955] : discussion générale (p. 274). — Intervient dans la suite de la discussion d'urgence de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **diverses dispositions d'ordre financier** [31 Mars 1955] : explication de vote (p. 422). — Intervient dans la discussion de la proposition de résolution tendant à une **modification du code du travail des territoires d'outre-mer et territoires associés** [17 Mai 1955] : discussion de la proposition de résolution : *2e amendement de M. Pialoux* (p. 506). — Intervient en qualité de vice-président de la commission des affaires financières dans la discussion de la proposition tendant au **règlement des dommages de guerre en Indochine** [17 Mai 1955] : discussion de la proposition : *1er amendement de M. Antonini* (p. 511, 512). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'accession au statut civil de droit commun** [7 Juillet 1955 — 1re séance] : discussion de l'avis : article 11 : *amendement de M. Habib-Deloncle* (p. 666). — Intervient dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **dépenses militaires du ministère de la France d'outre-mer pour 1955 et 1956** [12 Juillet 1955] : explication de vote (p. 729). — Intervient dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **crédits de la défense nationale et des forces armées pour 1955 et 1956** [19 Juillet 1955] : discussion de l'avis : Section Extrême-Orient : sur la demande de disjonction (p. 752). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'outre-mer** [21 Juillet 1955] : discussion de l'avis : article 1er : 4e alinéa proposé en *amendement par M. Montrat : explication de vote* (p. 781) ; article 6 : *amendement de M. Roclore* (p. 794) ; sur une demande de suspension de séance (p. 795) ; sur l'ensemble : demande le renvoi en commission (p. 803) ; retire sa demande (p. 804) ; 2e délibération : explication de vote sur l'ensemble (p. 806). — Intervient en qualité de vice-président de la commission des affaires financières saisie pour avis dans la discussion de la proposition tendant à la création d'une **caisse de soutien du café et du cacao en Afrique occidentale française** [26 Juillet 1955] : discussion générale (p. 829). — Intervient en qualité de vice-président de la commission des affaires financières dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi tendant à ratifier certaines **mesures douanières concernant les territoires d'outre-mer** [4 Août 1955 — 2e séance] : discussion de l'avis (p. 918).

SCHMITT (M. Robert) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des affaires financières (ibid).

Dépôts législatifs :

Avis présenté au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de la République française d'aider financièrement et techniquement le Gouvernement de l'Etat associé du Cambodge : 1) pour la réalisation du port maritime de Ream, 2) pour la modernisation et l'agrandissement du port fluvial de Phnom-Penh [3 Février 1955] (I. n° 43 ; *rapport* fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de résolution tendant à inviter le gouvernement à prendre de toute urgence les mesures qui s'imposent pour favoriser l'exportation des produits laitiers dans les territoires d'outre-mer et l'Union française et permettre ainsi de décongestionner le marché national [8 Février 1955] (I. n° 45) ; *rapport* fait au nom de la commission des affaires financières sur la proposition tendant à demander au Gouvernement d'instituer certaines primes et indemnités en faveur du personnel du cadre général des officiers ingénieurs des eaux et forêts d'outre-mer [12 Juillet 1955] (I. n° 180).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 2e séance] : discussion de l'avis ; art. 8 : *amendement de M. Rosenfeld* (p. 346 et 347) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 351). — Intervient dans la discussion de la proposition portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [29 Mars 1955] : discussion générale (p. 403). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de résolution relative à **l'exportation des produits laitiers dans les territoires d'outre-mer et l'Union française** [29 Mars 1955] (p. 404 et suivantes). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la création d'une **caisse de soutien du café et du cacao en Afrique occidentale française** [26 Juillet 1955] : discussion générale (p. 826 et 827) ; ses observations (p. 830) ; explication de vote (p. 834). — Est entendu en qualité de rapporteur suppléant de la commission de l'agriculture dans la discussion de la proposition relative à **l'organisation de la pêche maritime en Côte française des Somalis** [2 Août 1955] (p. 869 et 870). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **l'institution du collège unique au Cameroun** [2 Août 1955] : discussion de l'avis : *amendement de M. Sicé : explication de vote* (p. 878) ; demande un scrutin sur l'ensemble (ibid).

SCHNEIDER (M. Jean) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission de la défense de l'Union française [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des relations extérieures (ibid).

Dépôt législatif :

Avis, présenté au nom de la commission de la défense de l'Union française sur la proposition tendant à inviter le gouvernement à refuser tout accord avec l'Etat libyen qui ne consacrerait pas la permanence des intérêts français (stratégiques et économiques) au Fezzan [12 Mai 1955] (I. n° 120).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-mer** [17 Mars 1955] : discussion générale (p. 257 et 258). — Est entendu en qualité de rapporteur pour avis de la commission de la défense de l'Union française, dans la discussion de la proposition concernant la **permanence des intérêts français au Fezzan** [26 Mai 1955] (p. 558, 559) : discussion générale (p. 566 et suivantes). — Intervient dans la discussion d'urgence de la proposition tendant à **inclure la défense de l'outre-mer dans l'organisation de la défense nationale** [12 Juillet 1955] : discussion de la proposition : *son amendement tendant au 4e alinéa, à insérer « intérieure » après « sécurité »* (p. 731 et 732) ; le retire (p. 732).

SICE (M. Adolphe) (Général) [C. R.]

Est nommé membre de la commission des Affaires sociales [12 Janvier 1955] (p. 10).

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la demande d'avis sur la proposition de loi portant réorganisation des services de la santé publique dans les territoires d'outre-mer de l'Union française [26 Mai 1955] (I. n° 131) ; *rapport supplémentaire* fait au nom de la commission des affai-

res sociales sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Conombo et plusieurs de ses collègues, députés, portant réorganisation des services de la santé publique dans les territoires d'outre-mer de l'Union française [12 Juillet 1955] (I. n° 179).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la proposition tendant à **l'attribution de la croix de guerre aux drapeaux des écoles du service de santé de Lyon et de Bordeaux** [8 Mars 1955] : discussion générale (p. 196). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis, des deux propositions et de la proposition de résolution tendant à la **création et à l'organisation de conseils locaux et de budgets de cercle dans les Territoires d'outre-mer** [17 Mai 1955] : suite de la discussion générale (p. 519). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant la **permanence des intérêts français au Fezzan** [26 Mai 1955] : explication de vote (p. 570). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du titre VIII de la Constitution** [7 Juillet 1955 — 2e séance] : suite de la discussion générale (p. 673 et suivantes). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **l'institution du collège unique au Cameroun** [2 Août 1955] : discussion de l'avis : *son amendement tendant à prévoir un mode électoral permettant la représentation des diverses minorités* (p. 877). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi portant **réorganisation des services de la santé publique dans les territoires d'outre-mer** [2 Août 1955] (p. 879 et suivantes). — **Suite de la discussion** [4 Août 1955] : suite de la discussion générale (p. 893, 894) ; discussion de l'avis : article 2 : *modification proposée par M. Charles-Cros* (p. 895) ; article 3 bis : *amendement de M. Griaule* (p. 896) ; *modifié par Mme Malroux* (p. 898) ; son intervention après l'adoption de l'avis à l'unanimité (p. 899).

SIGNORET (M. Maurice) [C. R.]

Est nommé membre de la commission de la défense de l'Union française [12 Janvier 1955] (p. 10).

Intervention :

Intervient dans la suite de la discussion de la proposition tendant à la **construction d'un aérodrome à Tahiti** [24 Mars 1955] : discussion générale (p. 379).

SIM VAR (M.) [Cambodge]

Est nommé membre de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10).

SOPPO PRISO (M. Paul) [Cameroun]

Est nommé membre : de la commission de politique générale [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles (ibid). — *Donne sa démission* de la commission de politique générale [24 Mai 1955] (p. 530).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [7 Juillet 1955 — 2e séance] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 684). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la création d'une **caisse de soutien du café et du cacao en Afrique occidentale française** [26 Juillet 1955] : discussion générale (p. 829 et 831). — Intervient dans la discussion des demandes d'avis sur les projets de décrets relatifs au **statut de la magistrature** [26 Juillet 1955] : **I. Madagascar et Comores :** explication de vote (p. 837) ; **V. Cameroun :** discussion générale (p. 843). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **l'institution du collège unique au Cameroun** [28 Juillet 1955] : discussion générale (p. 861 et suivantes).

SYLLA (M. Albert) [Madagascar]

Est nommé membre : de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des affaires économiques (ibid).

Intervention :

Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 305, 306) ; son intervention (p. 306 et 307).

T

TEITGEN (M. Pierre-Henri)

Ministre de la France d'outre-mer

Son allocution en réponse aux souhaits de bienvenue de M. le Président A. Sarraut [8 Mars 1955] (p. 184). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du titre VIII de la Constitution** [29 Mars 1955] : discussion générale (p. 401 et 402). — **Suite de la discussion** [7 Juillet 1955 — 2e séance] : suite de la discussion générale (p. 676 et suivantes).

THEETTEN (M. Paul) [A. N.]

Est nommé membre de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des affaires financières (ibid). ; de la commission des affaires sociales (ibid) ; de la commission de comptabilité (ibid).

Dépôts législatifs :

Rapport supplémentaire fait au nom de la commission des affaires économiques sur : 1° la proposition tendant à attirer l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité d'améliorer les relations économiques entre la France et les Etats associés ; 2° la proposition tendant à inviter le gouvernement à prendre en considération les vues équitables que lui ont présentées les représentants du commerce franco-indochinois, pour prévoir la protection raisonnable qui est nécessaire au maintien de leurs activités, et les Français d'Indochine, pour la sauvegarde des investissements français dans ce pays ; 3° la proposition de M. Vignes, au nom de l'intercommission chargée d'étudier les raisons, les conditions et les effets de la dévaluation de la piastre indochinoise, tendant à inviter le gouvernement à prévoir une consultation permanente des Etats associés sur les accords commerciaux dont la France envisagerait la conclusion avec les pays étrangers ; 4° — la proposition de M. Pierre Cornet, au nom de l'intercommission chargée d'étudier les raisons, les conditions et les effets de la dévaluation de la piastre indochinoise, tendant à inviter le Haut-Conseil à construire à l'intérieur de l'Union française un système équitable d'échanges commerciaux ; 5° la proposition de M. Roger Dusseaulx, au nom de l'intercommission chargée d'étudier les raisons, les conditions et les effets de la dévaluation de la piastre indochinoise, tendant à inviter le Gouvernement de la République française à répondre à toutes demandes d'aide technique, économique et sociale formulées par les Etats associés d'indochine [27 Janvier 1955] (I. n° 18) ; *avis* présenté au nom de la commission des affaires économiques sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de la République française d'aider financièrement et techniquement le Gouvernement de l'Etat associé du Cambodge 1° pour la réalisation du port maritime de Ream ; 2° pour la modernisation et l'agrandissement du port fluvial de Phnom-Penh [27 Janvier 1955] (I. n° 23).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [27 Janvier 1955] : sur la proposition de M. Antonini de renvoyer la suite de la discussion à une séance ultérieure (p. 45). — **Suite de la discussion** [1er Février 1955] : discussion de l'avis : Art. 3 : demande le renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance (p. 67). — **Suite de la discussion** [3 Février 1955] : Art. 3 : *amendement de M. Rogier tendant à rédiger ainsi la fin du 1er alinéa « provisoirement et pour une durée qui ne pourra excéder deux années à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, ces taux sont déterminés conformément aux dispositions des art. 7, 9, 14 et 15 ci-après (p. 74 et 75) » ;* art. 7 : *amendement de M. Rogier tendant à fixer le taux de l'allocation aux jeunes ménages* (p. 78, 80) ; art. 8 : *amendement de M. Rogier tendant à abaisser les limites d'âge des enfants à charge* (p. 82 et 83) ; art. 9 : *amendement de M. Rogier tendant à fixer le montant mensuel des allocations familiales* (p. 85). — **Suite de la discussion** [1er Mars 1955] : Art. 10 : *son amendement tendant, au paragraphe 1er, à reprendre le texte de la proposition de loi N° 9509* (p. 103) ; *sous-amndement de M. Keita* (ibid) : sur l'interprétation du règlement (p. 103 et 104) ; *son amendement tendant à remplacer le texte du paragraphe 4° par le texte suivant : « 4° Dans les centres où existe un service médical, à la consultation périodique de l'enfant jusqu'à sa septième année et selon une périodicité qui sera fixée par arrêté du chef de territoire pris après avis du chef du service de santé ».* (p. 105) ; demande un scrutin sur l'art. 10 (ibid) ; *son*

amendement tendant à insérer un article 10 bis, ainsi libellé : « Art. 10 bis. — Le payement des allocations familiales est subordonné 1° A un minimum de travail salarié de vingt jours dans le mois. Ne seront pas déduites les absences pour accidents de travail ou maladies professionnelles ; dans la limite de six mois, les absences pour maladie dûment constatée par un médecin agréé ; pour les femmes salariées les périodes de repos des femmes en couche prévues à l'art. 116 du code du travail ; dans la limite d'un mois, les absences en cas de force majeure dûment constaté par l'attestation de l'inspecteur du travail et des lois sociales ; 2° A l'assistance régulière des enfants d'âge scolaire aux cours des écoles ou établissements d'éducation ou de formation professionnelle, sauf impossibilité certifiée par les autorités compétentes ; 3° A l'inscription des enfants, dans les trois jours qui suivent la naissance, au registre d'état civil, ou à défaut, à une déclaration dans les mêmes formes par devant l'autorité désignée par arrêt du chef de territoire ; 4° A la consultation médicale du nourrisson, mensuelle pendant les deux premières années de l'enfant et semestrielle de la deuxième à la cinquième année (p. 106) ; **sur la recevabilité de cet amendement** (ibid) ; **demande un scrutin** (p. 107) ; **sur l'amendement lui-même : demande un scrutin** (ibid) ; **modification de forme proposée par M. Antonini** (ibid) ; **art. 14 : retire** *l'amendement de M. Rogier fixant le taux des allocations à 10 % du salaire minimum garanti au lieu de travail* (p. 110) ; *amendement de M. Deroux* (ibid) ; **art. 15** : *retire l'amendement de M. Rogier fixant le taux de l'allocation de maternité à un montant égal au salaire mensuel minimum garanti* (p. 111) ; **art. 17** : *amendement de M. Habib-Deloncle tendant à rédiger comme suit cet art. : « les deux premières fractions de l'allocation visée à l'article 15 ci-dessus, attribuées à la mère sont obligatoirement déléguées par elle, soit au fonds d'action sanitaire et social prévu au chapitre V ci-dessous, soit à une institution, un établissement ou une œuvre d'intérêt sanitaire et social choisis par elle, à charge pour le fonds, l'institution, l'établissement ou l'œuvre intéressés de créer ou de développer des services placés à la disposition des allocataires et destinés à apporter des soins à la mère et à l'enfant, avant, pendant et après l'accouchement, à aider les familles à subvenir aux besoins de la prime enfance et à lutter contre la mortalité infantile. La troisième fraction de l'allocation sera versée à la mère, à condition que l'enfant soit vivant et qu'elle en ait la garde au moment du versement. Dans le cas contraire, elle sera également déléguée, conformément aux dispositions du présent article »* (ibid) ; **répond à M. Antonini, président de la commission des affaires financières saisie pour avis** (p. 112 et 113), **à Madame Malroux** (p. 113) ; **demande un scrutin** (ibid) ; **art. 18** : *son amendement tendant à ajouter « ou tout organisme qualifié » après « à toute personne »* (ibid) ; **demande un scrutin** (ibid) ; **répond à M. Odru** (ibid). — **Suite de la discussion** [3 Mars 1955] : **art. 19** : *son amendement tendant après le paragraphe 1er à insérer le paragraphe 2° de la proposition N° 9509, ainsi rédigé « 2° L'attribution de subventions ou de prêts à des institutions, établissements ou œuvres d'intérêt sanitaire ou social pour les familles des allocataires »* (p. 127) ; **le retire** (p. 128) ; **art. 20** : *son amendement tendant, au 2e alinéa, à remplacer « 20 % » par « 30 % »* (ibid) ; **demande un scrutin** (ibid) ; **art. 21** : *son amendement tendant, au 2e alinéa, à ajouter « professionnelle unique » après « caisse de compensation »* (p. 129) ; **art. 22** : *amendement de M. Rogier tendant à rédiger ainsi le 2e alinéa : « Les unions peuvent à titre exceptionnel, être habilitées à assurer la compensation entre les caisses. Des arrêtés des chefs de groupe de territoires, territoires non groupés ou sous tutelle, pris après avis du conseil d'administration des caisses et des assemblées territoriales intéressées, en décident, dans ce cas, la création et les modalités de fonctionnement ».* (ibid) ; **art. 23** : *retire l'amendement de M. Rogier tendant à remplacer les 2e, 3e et 4e alinéas par un autre texte* (p. 130) ; **art. 26** : *amendement de M. P. Cornet* (p. 133) ; *son sous-amendement tendant, au paragraphe 1er, à ajouter après « commission consultative du travail » : « et de l'assemblée territoriale »* (ibid) ; *explique son vote sur l'amendement* (p. 136) ; **art. 3. réservé** : **retire** *l'amendement de M. Rogier tendant après « et leurs taux sont fixés par arrêté du chef de territoire, pris après avis de la commission consultative du travail et de l'Assemblée territoriale dans les conditions fixées à l'article 26, » à rédiger ainsi la fin du 1er alinéa : « provisoirement et pour une durée qui ne pourra excéder deux années à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, ces taux sont déterminés conformément aux dispositions des articles 7, 9, 14 et 15 ci-après ».* (p. 139) ; **art. 47** : son observation (p. 144) ; ses observations sur la demande de **2e lecture de certains articles** (p. 147, 148) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 162 et 163) ; répond à M. Reyt (p. 164). — Est entendu en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques dans la discussion de la proposition relative aux **installations portuaires du Cambodge** [10 Mars 1955] (p. 207, 208, 209, 210). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques dans la discussion des propositions relatives aux **relations économiques entre la France et les Etats associés** [10 Mars 1955] (p. 216 et 217). — Intervient sur l'ordre du jour de la prochaine séance [17 Mars 1955] (p. 259). — Est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques dans la suite de la discussion des propositions relatives aux **relations économiques entre la France et les Etats associés** [18 Mars 1955] : suite de la discussion générale : répond à M. Charles-Cros (p. 280) ; discussion de la proposition : *amendement de M. Bazé* (p. 283). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955] : suite de la discussion de l'avis : demande à entendre la teneur du texte adopté à la précédente séance (p. 290). — 5e alinéa : *amendement de M. Charles-Cros* (p. 291 et 292). — 6e alinéa : *amendement de M. Charles-Cros : demande l'introduction après « demande » des mots « au Gouvernement de la République française »* (p. 293) ; 8e alinéa : *amendements de M. W. Bazé et de M. Charles-Cros : propose un texte transactionnel ainsi conçu : « 2° D'aider et d'encourager les Français établis en Indochine et les entreprises françaises viables et d'un intérêt économique certain à maintenir leurs activités en Indochine, y compris le Nord Viet-Nam, en envisageant s'il y a lieu, et avec toutes les garanties nécessaires, la constitution d'entreprises mixtes et en obtenant des gouvernements intéressés, chacun en ce qui le concerne, les mesures suivantes » :* (p. 294 et 295) ; son intervention, au moment des explications de vote sur l'ensemble (p. 297). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur les projets de décrets relatifs à la **réglementation de l'emploi des étrangers en Afrique équatoriale française et en Afrique occidentale française** [10 Mai 1955] : discussion générale (p. 463 et 464). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à compléter **l'application du code du travail dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [10 Mai 1955] : discussion générale (p. 470) ; Ses observations (p. 471) ; discussion de la proposition : *2e amendement de M. Boiteau :* son observation (p. 473) ; paragraphe 3° : *son amendement tendant à remplacer « baisse des prix » par « baisse et contrôle des prix »* (ibid). — Intervient dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **dépenses militaires du ministère de la France d'outre-mer pour 1955 et 1956** [12 Juillet 1955] : discussion de l'avis : article 1er, Etat A, Titre V, 4e partie, chapitre 54-91 : ses questions à M. le Secrétaire d'Etat (p. 725) ; ses observations au moment des explications de vote (p. 728). — Intervient dans la discussion d'urgence de la proposition tendant à **inclure la défense de l'outre-mer dans l'organisation de la défense nationale** [12 Juillet 1955] : explication de vote (p. 733). — Intervient dans la discussion de deux demandes d'avis sur le projet de loi relatif aux **crédits de la défense nationale et des forces armées pour 1955 et 1956** [19 Juillet 1955] : discussion de l'avis : Section Air, Titre V, 3e partie, Chapitre 53-71 : *amendement de la commission saisie pour avis* (p. 749) ; Section Extrême-Orient : sur la demande de disjonction : ses observations (p. 752, 753, 754). — Intervient dans la discussion de la proposition tendant à la création d'une **caisse de soutien du café et du cacao en Afrique occidentale française** [26 Juillet 1955] : discussion générale (p. 828 et 829) ; ses observations (p. 830, 831). — Intervient à propos de modifications à l'ordre du jour [28 Juillet 1955] (p. 848). — Intervient dans la discussion d'urgence de la proposition relative à **l'aide à apporter aux Français d'Indochine désireux de quitter le Viet-Nam** [28 Juillet 1955] : discussion générale (p. 854, 858, 859) ; ses observations (p. 856, 859). — Ses observations dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à **l'institution du collège unique au Cameroun** [2 Août 1955] : suite de la discussion générale (p. 873, 877) ; discussion de l'avis : *amendement de M. Sicé* (p. 877). — Ses observations dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi portant **réorganisation des services de la santé publique dans les Territoires d'outre-mer** [2 Août 1955] : discussion générale (p. 884).

THEVENIN (M. Georges) [A. N.]

Est nommé membre de la commission du plan, de l'équipement et des communications [12 Janvier 1955] (p. 10).

THOMAS (M. Jean-Marie) [C. R.]

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [12 Janvier 1955] (p. 10).

THONN OUK (M.) [Cambodge]

Est nommé membre : de la commission du plan, de l'équipement et des communications [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des relations extérieures (ibid).

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications, sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de la République française d'aider financièrement et techniquement le Gouvernement de l'Etat associé du Cambodge : 1° pour la réalisation du port mari-

time de Ream ; 2° pour la modernisation et l'agrandissement du port fluvial de Phnom-Penh [20 Janvier 1955] (I. n° 12).

TOUJAS (M. Jean) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission des affaires sociales (ibid) ; de la commission des relations extérieures (ibid). — *Donne sa démission* de la commission des affaires sociales [3 Mai 1955] (p. 434).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [3 Février 1955] : discussion de l'avis : Art. 3 : *2e amendement de M. Odru tendant à rédiger ainsi la fin de l'art. « sur délibération de l'Assemblée territoriale »* (p. 74) ; art. 7 : *son amendement tendant à fixer le taux de l'allocation aux jeunes ménages* (p. 78) ; art. 9 : *amendement de M. Odru tendant à fixer le montant mensuel des allocations familiales* (p. 85). — **Suite de la discussion** [1er Mars 1955] : Art. 10 : *son amendement tendant à supprimer le paragraphe 2°* (p. 104) ; art. 15 : *son amendement tendant à fixer l'allocation de maternité à un taux égal à six mois d'allocations familiales* (p. 111). — **Suite de la discussion** [3 Mars 1955] ; Art. 23 : *son amendement tendant à rédiger ainsi le 2e alinéa : « Ces caisses sont gérées par un conseil d'administration composé pour moitié de représentants des salariés, pour le quart de représentants des employeurs et pour le quart de représentants de l'assemblée territoriale et du chef de territoire ainsi que de délégués du personnel de la caisse. Ce conseil d'administration pourra s'adjoindre, à titre consultatif, des personnalités désignées en raison de leur compétence sociale »* (p. 130); *amendement de M. Odru tendant à remplacer le troisième alinéa par les deux alinéas suivants : « Les représentants des salariés seront élus au scrutin de liste proportionnel par l'ensemble des salariés sur la proposition des organisations syndicales. Les représentants des employeurs seront élus par l'ensemble des employeurs »* (p. 131) ; art. 26 : *amendement de M. Cornet ; son sous-amendement tendant à supprimer la fin du paragraphe 1er à partir de « dans les limites de 5 pour cent à 10 pour cent des salaires . . . »* (p. 133). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur les projets de décrets relatifs à la **réglementation de l'emploi des étrangers en Afrique équatoriale française et en Afrique occidentale française** [12 Mai 1955] : discussion de l'avis : 1er décret : explication de vote (p. 482). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant la **permanence des intérêts français au Fezzan** [26 Mai 1955] : discussion de la proposition (p. 569, 570) ; explication de vote (p. 571). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant la **participation française à l'exposition internationale d'Addis-Abéba :** [26 Mai 1955] : explication de vote (p. 574). — Intervient dans la suite de la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi portant **réorganisation des services de la santé publique dans les territoires d'outre-mer** [4 Août 1955] : explication de vote (p. 899).

TRAN THIEN VANG [Viet-Nam]

Sa désignation est validée [8 Mars 1955] (p. 184). — *Est nommé membre :* de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts (ibid).

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques sur la proposition tendant à demander au Gouvernement d'assurer l'étude scientifique des possibilités de la pêche maritime en côtes française des Somalis et des débouchés éventuels de cette pêche [28 Juin 1955] (I. n° 151).

Interventions :

Intervient pour un fait personnel [1er Février 1955] (p. 68). — Intervient dans la discussion des propositions relatives aux **relations économiques entre la France et les Etats associés** [10 Mars 1955] : discussion générale (p. 217 et 218). — **Suite de la discussion** [18 Mars 1955] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 282) ; discussion de la proposition : *amendement de M. Charles-Cros* (p. 284).

TRAN VAN CHUONG (Mme) [Viet-Nam]

Sa désignation est validée [8 Mars 1955] (p. 184). — *Est nommée membre :* de la commission des affaires sociales [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission d'information (p. 11).

TROISGROS (M. Paul) [A. N.]

Est nommé membre : de la commission des affaires économiques [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales (ibid) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Dépôts législatifs

Proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires pour assurer, soit dans la métropole, soit dans les territoires d'outre-mer, l'existence et l'activité des Français d'Indochine (Français d'origine et Eurasiens, désireux de quitter le territoire du Viet-Nam [12 Juillet 1955] (I. n° 174) ; *proposition* tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de l'allocation de vieillesse pour les personnes non salariées à certaines catégories de la population musulmane de l'Algérie [4 Août 1955] (I. n° 210). — *Rapport* fait au nom de la comimssion des affaires économiques, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Ramonet et plusieurs de ses collègues, députés, tendant à la réorganisation des services du commerce extérieur [3 Mars 1955] (I. n° 72).

Interventions :

Est entendu en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à la **réorganisation du commerce extérieur** [24 Mars 1955] (p. 367 et suivantes). — Intervient dans la discussion sur la déclaration d'urgence d'une proposition [12 Juillet 1955] (p. 724). — Intervient dans la discussion d'urgence de la proposition **relative à l'aide à apporter aux Français d'Indochine désireux de quitter le Viet-Nam** [28 Juillet 1955] : discussion générale (p. 854 et 855).

V

VIGNES (M. Kenneth) [A. N.]

Est nommé membre de la commission des relations extérieures [12 Janvier 1955] (p. 10).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion des propositions relatives aux **relations économiques entre la France et les Etats associés** [22 Mars 1955] : explication de vote (p. 296 et 297). — Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur l'amnistie outre-mer [22 Mars 1955 — 2e séance] : discussion de l'avis : art. 1er : *amendement de M. Rosenfeld : suggère qu'il y soit fait référence à des faits politiques précis* (p. 325) ; *amendement de M. Bernier : explication de vote* (p. 330). — Intervient dans la discussion de la proposition concernant la **permanence des intérêts français au Fezzan :** discussion générale [26 Mai 1955] (p. 568, 569). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [28 Juin 1955] : suite de la discussion générale (p. 608 et suivantes).

VINIGER (M. Armand) [ORAN]

Est nommé membre : de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts [12 Janvier 1955] (p. 10).

Intervention :

Intervient dans la discussion d'urgence de la proposition relative à la **fermeture de la manufacture des textiles oranaise** [25 Janvier 1955] : explication de vote (p. 32).

VIVIER (M. Emile) [C. R.]

Est élu **Questeur de l'Assemblée de l'Union française** [11 Janvier 1955] (p. 5).

Intervention :

Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 1re séance] : suite de la discussion générale : son observation (p. 305).

Y

YA DOUMBIA (M.) [Soudan]

Est nommé membre : de la commission des affaires financières [12 Janvier 1955] (p. 10) ; de la commission de politique générale (ibid) ; de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de

l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union [3 Février 1955] (p. 89).

Interventions :

Intervient dans la suite de la discussion de deux demandes d'avis sur les propositions de loi relatives au régime des **prestations familiales dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle** [27 Janvier 1955] : sur la proposition de M. Antonini de renvoyer la suite de la discussion à une séance ultérieure (p. 47). — **Suite de la discussion** [1er Février 1955] : discussion de l'avis : *contreprojet de M. Cornet* : sur la demande de suspension de séance formulée par M. Sarr (p. 63). — **Suite de la discussion** [3 Février 1955] : Art. 8 : sur l'adoption de *l'amendement de M. Rogier* : demande un scrutin (p. 83) ; ses observations (ibid) ; demande de réserver l'art. ou de le renvoyer en commission (p. 84). — **Suite de la discussion** [1er Mars 1955] : Art. 17 : *amendement de M. Habib-Deloncle* : ses observations (p. 111, 112) ; *explication de vote* (p. 112). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur la proposition de loi relative aux **Français tombés en service commandé en Afrique du Nord** [8 Mars 1955] : discussion de l'avis : *amendement de M. Bégarra* : modification proposée par la commission (p. 188). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition relative à la **défense de l'outre-mer** [18 Mars 1955] : explication de vote (p. 271 et 272). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de décret relatif au **domaine public et aux servitudes d'utilité publique en Afrique occidentale française** [18 Mars 1955] : discussion de l'avis : Art. 2 : *son amendement tendant à ajouter un 2e alinéa garantissant les droits des collectivités autochtones et respectant leurs coutumes et genre de vie* (p. 273). — Intervient dans la suite de la discussion des propositions relatives aux **relations économiques entre la France et les Etats associés** [18 Mars 1955] : suite de la discussion générale : ses observations (p. 281) ; sur la date de la suite de la discussion (p. 284). — Intervient dans la suite de la discussion des demandes d'avis sur **l'amnistie outre-mer** [22 Mars 1955 — 1re séance] suite de la discussion générale : ses observations (p. 305, 310) répond à M. le rapporteur (p. 313). — **Suite de la discussion** [22 Mars 1955 — 2e séance] ; discussion de l'avis : Art. 1er *Amendement de M. Rosenfeld* : répond à M. Guyard (p. 326) ; son observation (ibid) ; *amendement de M. Bernier tendant à remplacer l'art. 1er par le texte suivant : Amnistie pleine et entière est accordée pour les crimes, délits et contraventions commis dans les départements et territoires d'outre-mer ainsi que dans les territoires associés avant le 1er octobre 1954, lorsqu'ils n'ont entraîné ou ne sont susceptibles d'entraîner qu'une condamnation à l'amende ou une peine privative de liberté, assortie ou non d'une amende, dont la durée est inférieure à 20 ans et un jour, au jour de la publication de la présente loi, compte tenu des mesures de grâce intervenues* » (p. 328 et 329) ; répond à M. Pialoux (p. 330), à M. Vignes (ibid) ; *amendement de M. Bour* (p. 332) ; son observation (p. 333) ; *amendement de M. Habib-Deloncle : explication de vote* (p. 335) ; *son amendement tendant à remplacer, au dernier alinéa, « au 1er Juillet 1953 » par « au 1er octobre 1954 »* (p. 337 et 338) ; le retire (p. 338) ; art. 8 : *amendement de M. Rosenfeld* (p. 346). — Intervient dans la discussion de la demande d'avis sur le projet de loi relatif à **l'accession au statut civil de droit commun** [7 Juillet 1955 — 1re séance] : discussion générale : ses observations (p. 660, 661) ; discussion de l'avis : article 1er bis proposé en *amendement par M. Habib-Deloncle* (p. 662, 663). — Intervient dans la suite de la discussion de la proposition de résolution portant projet de **révision du Titre VIII de la Constitution** [7 Juillet 1955 — 2e séance] : suite de la discussion générale (p. 684). — **Suite de la discussion** [8 Juillet 1955] : suite de la discussion générale (p. 704 et suivantes).

YUKANTHOR (S.A.R. la Princesse Ping Peang) [Cambodge]

Est élue **Vice-présidente de l'Assemblée de l'Union française** [11 Janvier 1955] (p. 5).

Est nommée membre de la commission du règlement, des pétitions et des questions constitutionnelles [12 Janvier 1955] (p. 10).